# COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE



# RAPPORT INTERIMAIRE DE SURVEILLANCE MULTILATÉRALE 2017 ET PERSPECTIVES POUR 2018

34<sup>e</sup> édition Mars 2018

#### **AVANT-PROPOS**

En dépit des efforts déjà consentis pour juguler les effets néfastes du double choc pétrolier et sécuritaire, la conjoncture économique dans la CEMAC reste encore difficile, la Sous-Région ayant connu une nouvelle récession en 2017. Bien que les déséquilibres macroéconomiques se sont légèrement résorbés, ils demeurent toujours à des niveaux élevés. Les actions à mettre en place en droite ligne avec les mesures prises au cours de la Conférence des Chefs d'État de la CEMAC de décembre 2016 à Yaoundé s'avèrent toujours d'une extrême urgence.

Tout en écartant au cours de ladite Conférence l'option d'un ajustement de la parité monétaire, les Chefs d'État de la CEMAC avaient réitéré que la solution à la crise passe par une politique budgétaire appropriée, une politique monétaire adéquate et une coopération internationale renforcée. Ils avaient en outre prescrit le renforcement de la coordination des politiques macroéconomiques et budgétaires, et confié au Programme des Réformes Économiques et Financières de la CEMAC le suivi des mesures prises.

La mise en œuvre du nouveau dispositif de surveillance multilatérale en zone CEMAC, entré en vigueur en janvier 2017, s'inscrit dans cette lancée. Ce nouveau cadre de convergence régionale vise à amener les États membres à la mise en œuvre de politiques budgétaires contracycliques. Il sert désormais pour l'évaluation de la convergence des politiques macroéconomiques et budgétaires des États membres.

Le présent Rapport intérimaire de Surveillance Multilatérale 2017 et Perspectives pour 2018 est le premier qui s'attèle à cet exercice.

Par ailleurs, outre l'évaluation de la situation économique et financière de la Sous-Région, ce Rapport fait le point sur l'état des relations entre les États membres et les Institutions Financières Internationales, les mesures de redressement déjà prises, les mesures devant faire l'objet d'un suivi particulier dans le cadre de la mise en œuvre des programmes conclus par les États membres avec le FMI, ainsi que d'autres mesures de politique régionale destinées à soutenir lesdits programmes.

Le Président de la Commission de la CEMAC,

Pr Daniel ONA ONDO

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
TABLE DES MATIÈRES	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
LISTE DES SIGLES	6
RÉSUMÉ	8
INTRODUCTION	12
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	14
2. ÉVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE ÉCONOMET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)	
2.1 SECTEUR REEL	
2.2 Prix	
2.3 FINANCES PUBLIQUES	
2.5 MONNAIE	27
2.6 PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE LA COMMUNAUTE POUR L'ANNEE 2018	
3.1 ÉTAT DE CONFORMITE AUX NOUVEAUX CRITERES DE CONVERGENCE	
3.2 INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE	33 ES
4.1 CAMEROUN.	
4.2 Centrafrique	40
4.3 CONGO	
4.4 GABON	
4.6 TCHAD	41
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ECONOMIQUE	
RECOMMANDATIONS GENERALES	
RECOMMANDATIONS SPECIFIQUESANNEXE 1 : SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES PAYS MEMBRES	45 47
1. CAMEROUN	
2. CENTRAFRIQUE	
3. CONGO	
5. GUINÉE ÉQUATORIALE	
6. TCHAD	63
ANNEXE 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES	
ANNEXE 3 : CALCUL DU SOLDE BUDGETAIRE DE REFERENCE	84
BIBLIOGRAPHIE	87

# LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Synthèse des indicateurs macroéconomiques de la CEMAC	11
Tableau 2: Évolution du taux d'inflation et du taux d'endettement public dans la CEMAC	33
Tableau 3: Évolution de quelques indicateurs de la Surveillance Multilatérale	36
Tableau 4: Résultats intérimaires de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC pour l'année 20	)17
	37
Tableau 5: Vue d'ensemble de l'économie mondiale: PIB et Prix à la consommation (variation	
annuelle)	67
Tableau 6: Évolution des prix des matières premières	67
Tableau 7: CEMAC, Produit Intérieur Brut (Taux de croissance annuelle, en %)	68
Tableau 8: CEMAC, Produit Intérieur Brut (Contribution à la croissance, en %)	68
Tableau 9: CEMAC, Produit Intérieur Brut (structure, en %)	
Tableau 10: CEMAC, Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en %)	
Tableau 11: CEMAC, Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en %)	70
Tableau 12: CEMAC, Ressources et Emplois (Structure du PIB, en %)	70
Tableau 13: CEMAC, Inflation (moyenne annuelle, en %)	
Tableau 14: CEMAC, tableau des opérations financières des États (en milliards de FCFA)	72
Tableau 15: CEMAC, Balance des paiements (en milliards de FCFA)	73
Tableau 16: CEMAC, Situation monétaire (en milliards de FCFA)	74
Tableau 17: CEMAC, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs	
macroéconomiques	
Tableau 18: CAMEROUN, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques	
Tableau 19: CENTRAFRIQUE, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indica	
macroéconomiques	
Tableau 20: CONGO, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs	
macroéconomiques	78
Tableau 21: GABON, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs	
macroéconomiques	79
Tableau 22: GUINEE-EQUATORIALE, Synthèse des opérations financières de l'État et principat	JX
indicateurs macroéconomiques	
Tableau 23: TCHAD, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs	
macroéconomiques	81
Tableau 24: CEMAC, Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur (en milliards de FCFA)	82
Tableau 25: CEMAC, Ressources et Emplois (en milliards de FCFA)	83

# LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Croissance du PIB des pays développés	15
Graphique 2: Croissance du PIB dans les pays en développement	16
Graphique 3: Évolution des prix à la consommation des pays avancés	
Graphique 4: Évolution des prix à la consommation dans les pays en développement	17
Graphique 5: Croissance du PIB sous régional	22
Graphique 6: Contribution à la croissance sous régionale	
Graphique 7: Évolution des composantes du PIB optique demande	23
Graphique 8: Contribution des composantes de la demande à la croissance sous régionale	23
Graphique 9: Évolution de l'inflation dans la Sous-Région	24
Graphique 10: Évolution de la structure des dépenses courantes	25
Graphique 11: Évolution de la structure des dépenses en capital	
Graphique 12: Évolution des principaux soldes des finances publiques pour la Sous-Région	26
Graphique 13: Évolution de la Balance Commerciale	27
Graphique 14: Évolution de la Balance Courante (en % du PIB)	

#### LISTE DES SIGLES

AN Assemblée Nationale

BAD Banque Africaine de Développement

BADEA Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

BCE Banque Centrale Européenne

BEAC Banque des États de l'Afrique Centrale

BDEAC Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale

BM Banque Mondiale

BTP Bâtiments et Travaux Publics

C2D Contrat de Désendettement et de Développement

CEMAC Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CNSEE Centre National de la Statistique et des Études Economiques (Congo)

COBAC Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

CONADEG Commission Nationale de Diversification de l'Economie Gabonaise

DGID Direction Générale des Impôts et Domaines

DGECN Direction Générale de l'Economie et des Comptes Nationaux (Guinée Équatoriale)

DGSEE Direction Générale des Statistiques et des Études Economiques (Gabon)
DSCE Document pour la Stratégie de Croissance et l'Emploi (Cameroun)

DSRP Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

DTS Droits de Tirages Spéciaux

ECAM4 4e Enquête Camerounaise Auprès des Ménages

ITIE Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

FCR Facilité de Crédit Rapide FEC Facilité Elargie de Crédit

FED Fonds Européen de Développement FMI Fonds Monétaire International

FRPC Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance

ICASEES Institut Centrafricain des Statistiques et des Études Economiques et Sociales (Centrafrique)

INS Institut National de la Statistique (Cameroun)

INSEE Institut National des Statistiques et Études Economiques

INSEED Institut National de la Statistique, des Études Economiques et Démographiques (Tchad)

ODD Objectifs du Développement Durable

OMD Objectifs du Millénaire pour le Développement PER/CEMAC Programme Economique Régional de la CEMAC

PIB Produit Intérieur Brut

PIR Programme Indicatif Régional

PME/PMI Petite et Moyenne Entreprise/Petite et Moyenne Industrie

PND Plan National de Développement

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

PPTE Pays Pauvre Très Endetté

PREF-CEMAC Programme de Réformes Economiques et Financières de la CEMAC

PSGE Plan Stratégique Gabon Emergent

SONARA Société Nationale de Raffinage (Cameroun)
SNRP Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté

SYDONIA Système Douanier Automatisé

TEC Tarif Extérieur Commun WEO World Economic Outlook

## **RÉSUMÉ**

La croissance mondiale s'est située à 3,7 % en 2017 contre 3,2% en 2016. Les projections tablent sur une amélioration en 2018 à hauteur de 3,9% grâce à un regain de l'activité économique dans les pays avancés et dans certains pays émergents. En effet, comme en 2017, l'activité économique dans les pays avancés croîtrait de 2,3% en 2018 soutenue par la réforme fiscale aux États-Unis, une augmentation des volumes d'échanges commerciaux, une inflation modérée et des conditions de financement favorables.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait atteindre 4,9% en 2018 contre 4,7% en 2017 en lien avec la reprise du commerce mondial et l'amélioration de l'indice global des cours des matières premières, en dépit d'une légère décélération de la croissance de l'économie chinoise.

En Afrique Subsaharienne, la croissance après avoir connu son plus bas niveau en 2016 depuis 20 ans (1,4%), a connu un regain en 2017 pour atteindre 2,7% soutenue par la reprise de l'économie mondiale et la remontée des cours des principales matières premières exportées par les pays de ladite zone. Cette tendance haussière se maintiendrait en 2018 où la croissance atteindrait 3,3%.

En zone CEMAC, la situation macroéconomique a été marquée en 2017 par la poursuite de la récession, une amélioration des comptes des finances publiques et des comptes extérieurs, une légère détérioration de la situation monétaire, et une baisse des tensions inflationnistes.

Le taux de croissance du PIB de la Sous-Région s'est établi à -0,2 % en 2017 contre -0,1% en 2016 en liaison avec les contreperformances du secteur pétrolier dans tous les pays producteurs, à l'exception du Congo. Le secteur non pétrolier a connu une décélération de sa croissance, qui s'est établie à 0,2 % contre 1,3 % en 2016, en rapport essentiellement avec la déprime dans la branche des BTP.

Sous l'angle de l'évolution du niveau général des prix à la consommation, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est situé à 1 % contre 1,1 % en 2016, en relation avec l'affaiblissement de la demande intérieure.

Du côté des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, déficitaire de 6,3% du PIB en 2016, s'est résorbé pour revenir à 3,3% du PIB en raison des efforts d'ajustement et d'assainissement en cours, notamment dans les pays en programme avec le FMI.

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, transferts publics exclus, a baissé drastiquement pour revenir à 3,6 % du PIB contre 15 % du PIB en 2016 en lien essentiellement avec la hausse des exportations en valeur de pétrole et du gaz.

Quant à la situation monétaire, elle s'est détériorée en relation avec la poursuite de la morosité de l'activité économique dans la Sous-Région. Toutefois, cette détérioration a été fortement atténuée par les mesures de politique monétaire restrictive mises en place pour accompagner les ajustements budgétaires opérés dans le cadre des programmes pays avec le FMI. La situation monétaire a été ainsi caractérisée par une baisse des avoirs extérieurs nets de 3,9 % contre 58% en 2016, un repli des crédits à l'économie de 1,9 %, une légère baisse du taux de couverture

extérieure de la monnaie à 57,5 % à fin décembre 2017 contre 59,1 % à fin 2016, un léger recul de la masse monétaire de 0,4 % et une hausse des réserves en mois d'importations des biens et services pour s'établir à 2,9 au 31 décembre 2017 contre 2,2 à fin 2016.

Par pays, les principaux agrégats macroéconomiques au cours de l'année 2017 se présentent de la manière suivante :

- Le rythme de l'activité économique a ralenti au Cameroun (3,2% contre 4,5 % en 2016), en Centrafrique (3,9 % après 4,5 % en 2016), et au Gabon (0,3 % contre 2,1 % en 2016). Les autres pays sont restés dans la récession : Congo (-3,2% contre -2,8% en 2016), Guinée Équatoriale (-2,6% contre -8,9% en 2016), et Tchad (-5,2% après -3,3% en 2016).
- L'inflation en moyenne annuelle a connu une décélération dans trois États membres, à savoir le Cameroun, le Congo et la Guinée Équatoriale. Elle s'est présentée comme suit : Cameroun (0,6 % contre 0,9% en 2016), République Centrafricaine (4,1% contre 3,8% en 2016), Congo (1,6% contre 3,6% en 2016), Gabon (2,7% après 2,1% en 2016), Guinée Équatoriale (1,1% après avoir été de 1,4% en 2016) et Tchad (-0,9% contre -1,6% en 2016).
- Tous les pays de la CEMAC outre la RCA ont enregistré une amélioration de leur solde budgétaire global hors dons en 2017 suite aux efforts d'ajustement fournis par tous. La situation se présente comme suit : Cameroun (-2,8% du PIB contre -6,3% du PIB en 2016), Centrafrique (-6,6 % du PIB contre -4,4% du PIB en 2016), Congo (-7 % du PIB contre -13,5% du PIB en 2016), Gabon (-2,7 % du PIB contre -5,2% du PIB en 2016), Guinée Équatoriale (-2,3 % du PIB contre -4,4% du PIB en 2016), et Tchad (-3,1 % du PIB contre -4,2% du PIB en 2016).
- Le solde extérieur courant (dons officiels exclus) a été déficitaire en 2017 dans tous les États hormis le Gabon et la Guinée Équatoriale : Cameroun (-2,8 % du PIB après -3,5 % du PIB en 2016), République Centrafricaine (-11,3 % du PIB contre -10,6 % du PIB en 2016), Congo (-18,1 % du PIB après -82,9 % du PIB en 2016), Gabon (0,5 % du PIB contre -2,5 % du PIB en 2016), Guinée Équatoriale (4,0 % du PIB contre -10,1 % du PIB en 2016) et Tchad (-6,8 % du PIB après -17,9 % du PIB en 2016).

Les *perspectives macroéconomiques de la CEMAC pour l'année 2018* sont favorables, grâce principalement à l'amélioration des termes de l'échange, la mise en œuvre des réformes prévues dans le cadre du Programme des Réformes Économiques et Financières de la CEMAC (PREFCEMAC), et la poursuite de la mise en œuvre des programmes conclus par les pays avec le FMI.

Ainsi, la croissance du PIB réel atteindrait 1,7 % en 2018 en relation avec le dynamisme du secteur pétrolier au Congo et au Tchad et des branches agriculture, industries et services marchands dans bon nombre de pays. Les pressions inflationnistes resteraient contenues sous le seuil communautaire à 1,8%.

La résorption du déficit budgétaire, base engagement, hors dons, se poursuivrait ; ce qui le ramènerait à 2,5 % du PIB après avoir été de 3,3 % du PIB en 2017.

Concernant les échanges avec l'extérieur, le déficit du compte extérieur courant, dons officiels exclus, s'accentuerait pour atteindre 4,9 % du PIB contre 3,6 % du PIB en 2017.

Pour ce qui est de la situation monétaire, elle se raffermirait en 2018 à travers : (i) la hausse des avoirs extérieurs nets de 26,8 % suite à la reprise de la production pétrolière et à l'afflux des appuis budgétaires découlant de la mise en œuvre des programmes des pays avec le FMI, (ii) un accroissement des crédits à l'économie de 6,6 %, (iii) une augmentation de la masse monétaire de 5,1 %, (iv) un redressement du taux de couverture extérieure de la monnaie qui s'établirait à 63,5 %, et (v) une hausse des réserves en mois d'importations des biens et services qui remonterait à 3,1 à fin décembre 2018.

S'agissant de l'état de conformité en 2017 aux nouveaux critères de convergence de la CEMAC, la Communauté a observé trois critères sur quatre, à savoir ceux relatifs au solde budgétaire de référence, à l'inflation et à l'endettement. La Guinée Équatoriale et le Tchad ont respecté trois critères sur quatre, à l'exception de celui portant sur l'absence d'arriérés de paiement. Le Cameroun et le Gabon ont respecté deux critères, ceux relatifs au taux d'inflation et au taux d'endettement. La Centrafrique a également observé deux critères, ceux portant sur le solde budgétaire de référence et l'endettement. Quant au Congo, il a respecté un seul critère, celui afférent à l'inflation.

Dans le cadre des consultations régionales au titre de l'article IV du FMI avec les Institutions Régionales de la CEMAC, les services du Fonds Monétaire International ont effectué trois visites dans la CEMAC en 2017 et une première visite pour le compte de l'année 2018 du 21 février au 1<sup>er</sup> mars. Cette dernière visite a permis de faire le point avec les Institutions Régionales de la CEMAC de l'état de la mise en œuvre des programmes pays avec le FMI et des politiques communes des pays de la CEMAC. Une deuxième visite au titre des consultations pour le compte de l'année 2018 est prévue en avril et mai 2018.

S'agissant de l'état de la coopération entre les États membres et le FMI, la mise en œuvre en 2017 des programmes conclus déjà par quatre pays de la Sous-Région (Cameroun, République Centrafricaine, Gabon et Tchad) avec ladite Institution a été globalement conforme aux objectifs, mais la vigilance et les efforts de réforme devraient rester maintenus. Pour ce qui est du Congo et de la Guinée Équatoriale, les pourparlers se poursuivent en vue de la conclusion d'un programme de redressement économique soutenu par le FMI.

En termes de recommandations de mesures de politique économique, les orientations générales portent sur des mesures de stabilisation du cadre macroéconomique, de réformes structurelles, d'approfondissement de l'intégration régionale, et de renforcement de la sécurité.

<u>Tableau 1</u>: Synthèse des indicateurs macroéconomiques de la CEMAC

Libellé	2012	2013	2014	2015	2016	2017 estim	2018 prev
Croissance (en %) PIB aux prix constants	5,7	2,5	4,8	1,9	-0,1	-0,2	1,7
secteur pétrolier	-1,4	-7,7	4,3	-2,1	-6,3	-2,1	0,5
secteur non pétrolier	7,7	5,2	4,9	2,8	1,3	0,2	2,0
Contribution à la croissance							
Secteur pétrolier	-0,3	-1,6	0,8	-0,4	-1,1	-0,4	0,1
Secteur non pétrolier	6,0	4,1	4,0	2,3	1,0	0,2	1,6
Demande intérieure	4,3	6,1	10,6	-7,0	1,8	-7,0	2,6
Demande extérieure nette	1,3	-3,6	-5,8	8,8	-1,9	6,8	-0,8
Inflation (en %)	3,8	2,0	3,2	2,5	1,1	1,0	1,8
Finances publiques (en % du PIB)							
Recettes totales	25,5	24,4	22,8	19,7	16,1	15,6	16,5
Recettes pétrolières	16,8	15,0	12,3	7,7	4,9	5,2	5,3
Recettes non pétrolières	8,7	9,4	10,5	12,0	11,1	10,4	11,2
recettes fiscales	8,0	8,8	9,1	10,7	9,9	9,4	10,3
recettes non fiscales	0,7	0,6	1,4	1,3	1,2	1,0	0,8
Dépenses totales	26,7	26,4	26,0	23,8	22,3	18,9	18,9
Dépenses courantes	12,0	13,2	12,5	13,7	14,4	12,7	12,8
Dépenses en capital	14,7	13,2	13,5	10,1	7,9	6,2	6,2
Solde primaire	1,1	1,5	0,1	-1,1	-2,4	0,5	1,4
Solde budgétaire de référence						-1,3	-2,2
Solde budgétaire global, base engagements, hors dons	-1,2	-2,0	-3,2	-4,1	-6,3	-3,3	-2,5
Secteur extérieur (en % du PIB)							
Solde du compte courant (transf publics exclus)	4,9	1,5	-4,3	-12,6	-15,0	-3,6	-4,9
Compte de capital et des opérations financières	-0,1	1,5	5,2	5,6	6,5	3,5	4,7
Solde global de la balance des paiements	1,5	-0,3	-0,9	-6,7	-7,2	-0,0	0,3
Monnaie (variation annuelle en %)							
Avoirs extérieurs nets	12,6	-0,2	-9,9	-25,7	-58,0	-3,9	26,8
Créances nettes sur les États	18,0	-22,0	40,9	79,2	753,4	12,4	1,3
Crédits à l'économie	3,3	23,8	8,5	9,9	5,3	-1,9	6,6
Masse monétaire (M2)	17,1	7,1	5,5	-6,6	0,0	-0,4	5,1
Taux de Couverture Extérieure de la Monnaie	98,4	97,5	89,8	77,1	59,1	57,5	63,5

Source : Commission de la CEMAC, BEAC et Etats membres



Le présent rapport de la surveillance multilatérale dresse un bilan de l'évaluation de la situation économique, financière et sociale en 2017 de la Communauté et des États membres pris individuellement, et prodigue des orientations de mesures de politique économique. Ce document a été rédigé à la suite des missions de surveillance multilatérale effectuées par les services de la Commission de la CEMAC dans les États membres en février et mars 2018.

Le rapport se structure en cinq parties. La première partie décrit l'environnement international en 2017 et les perspectives pour 2018. La deuxième partie traite de la situation économique et financière de la Communauté en 2017 et des perspectives pour 2018. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque État membre vis-à-vis des critères du nouveau dispositif de la Surveillance Multilatérale en zone CEMAC, entré en vigueur en janvier 2017. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des États membres avec les Institutions financières internationales. La dernière partie du rapport prodigue des orientations de mesures politique économique.



<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Cette partie est rédigée sur la base du rapport de WEO du FMI d'octobre 2017 et la mise à jour de janvier 2018.

La **croissance de l'économie mondiale** s'est affermie en 2017 à 3,7% contre 3,2% en 2016, essentiellement attribuable au rebond cyclique de l'activité dans les pays avancés, et à la dynamique de celle-ci dans les pays émergents et en développement. Dans les pays avancés, l'économie s'est nettement redressée en 2017 avec une croissance de 2,3 %, contre 1,7 % un an plus tôt. Les pays émergents et en développement ont également connu un rebond de croissance en 2017 qui a atteint 4,7 % du PIB contre 4,4 % en 2016.

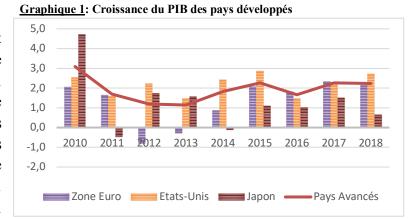
En 2018, la reprise de l'économie mondiale devrait se consolider, soutenue par la réforme fiscale aux États-Unis, une augmentation des volumes d'échanges commerciaux, une inflation modérée et des conditions de financement favorables, en dépit d'une légère décélération de l'économie chinoise.

## 1.1 Croissance économique

Aux **États-Unis**, la croissance a cru en 2017 pour atteindre 2,3% contre 1,5% en 2016. Cette hausse s'explique par une activité plus vigoureuse, une demande extérieure supérieure aux prévisions et l'impact macroéconomique de la réforme fiscale, en particulier l'abaissement de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la déduction temporaire pour le montant intégral de l'investissement. La réforme fiscale devrait donc stimuler l'activité à court terme aux États-Unis. En conséquence, une demande intérieure plus vigoureuse devrait accroître les importations et creuser le déficit des transactions extérieures courantes. La progression du PIB

se stagnerait à 2,3% en 2018.

Au **Japon**, la croissance s'est située à 1,8% en 2017 contre 0,9% en 2016. Cette expansion repose sur un affermissement de la demande mondiale et les mesures prises par les Autorités pour maintenir une politique budgétaire d'accompagnement. Le rythme de l'expansion



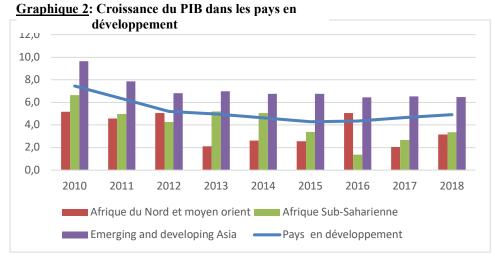
devrait fléchir légèrement en 2018 pour atteindre 1,2%.

Dans la **zone euro**, le PIB réel a progressé de 2,4% en 2017, contre 1,8% en 2016, dans un contexte marqué par l'affermissement de la demande intérieure et extérieure, la politique monétaire ultra-accommodante menée par la BCE et l'assouplissement des politiques budgétaires. L'**économie allemande** a enregistré en 2017 une croissance de 2,5% contre 1,8% en 2016. Cette croissance est la plus forte jamais réalisée depuis six ans. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement de la consommation et des dépenses publiques ainsi que de la demande extérieure. Les dépenses publiques ont progressé de 4,2%, atteignant leur plus haut niveau depuis 1992, en raison notamment des dépenses liées à l'accueil et à la formation des réfugiés. En **France**, la croissance du PIB s'est établie à 1,8% en 2017, après une hausse de 1,2 % en 2016 selon l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE). Cette embellie résulte principalement de la bonne tenue de la demande intérieure en l'occurrence la consommation des ménages.

En 2018, le taux de croissance de la zone euro reculerait à 2,2% compte tenu des effets de la montée de l'incertitude politique sur la confiance et la demande. En Allemagne, le taux de croissance devrait reculer à 2,3% alors qu'en France, il progresserait pour atteindre 1,9%.

Dans **les pays émergents et en développement,** le taux de croissance s'est établi à 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016, et est projetée à 4,9% en 2018. En **Chine**, le PIB réel a progressé de 6,8% en 2017, contre 6,7% en 2016. Il enregistrerait une croissance de 6,6% en 2018. Au **Brésil**, la croissance est redevenue positive en 2017 à 1,1% contre -3,5% en 2016. Cette reprise devrait se consolider en 2018 pour se situer à 1,9%. En **Russie**, en raison de la remontée des cours du pétrole, l'activité économique s'est améliorée en 2017 avec un taux de croissance de 1,8% contre -0,2% en 2016. Elle enregistrerait un léger recul en 2018 avec une croissance de 1,7%.

En revanche, en Inde, la croissance est restée vigoureuse avec un taux de progression du PIB réel qui s'est établi à 7,1% en 2017, après 6,7% 2016, sous l'effet des réformes structurelles mises en œuvre. Elle serait plus soutenue en



2018, où elle atteindrait 7,4%, en liaison essentiellement avec les réformes structurelles mises en œuvre.

En Afrique subsaharienne, la croissance a nettement rebondi, passant de 1,4% en 2016 à 2,7% au terme de l'année 2017 et devrait atteindre 3,3% en 2018. Cette amélioration constatée en est due notamment : i) aux bonnes politiques macroéconomiques ii) aux progrès dans les réformes structurelles. En particulier, le *Nigéria* est sorti de la récession enregistrée en 2016 causée en majeure partie par la faiblesse des cours du pétrole et la perturbation de la production pétrolière. La croissance de l'économie nigériane s'est redressé en 2017 à 0,8 %, en raison du redressement de la production pétrolière et de la vigueur de l'activité économique dans le secteur agricole. Elle s'accélérait en 2018 pour atteindre 2,1%. En *Afrique du Sud*, la croissance est restée modérée, à 0,9 % en 2017 et devrait se maintenir à 0,7 % en 2018, en dépit des conditions plus favorables au niveau des cours des produits de base et la vigueur de la production agricole.

## 1.2 Évolution des prix à la consommation

L'inflation globale s'est accélérée tant dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement. En **2017**, le taux d'inflation dans les pays avancés est estimé à 1,7%, contre 0,8% en 2016 en raison de l'augmentation des prix des carburants. Dans les pays émergents et en développement, le taux d'inflation est revenu de 4,3% en 2016 à 4,2% en 2017.

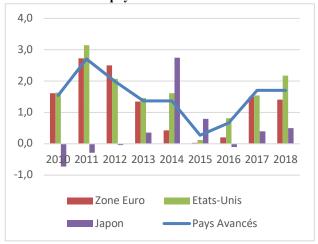
**Aux Etats-Unis**, l'inflation s'est accélérée en raison de la hausse des prix des carburants, ainsi que des forfaits de téléphonie mobile et des médicaments sur ordonnance. La hausse des prix à la consommation a atteint 2,1 % en 2017, contre 1,3 % en 2016. Quant à l'inflation mesurée

par les dépenses de consommation des ménages hors alimentation et énergie, elle est restée modérée et devrait monter plus lentement, pour dépasser légèrement 2 % en 2019, avant de revenir à l'objectif à moyen terme de 2 % qui a été établi par la Réserve Fédérale.

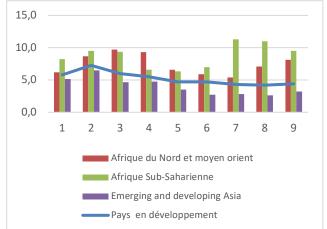
Dans la **zone euro**, l'inflation est aussi remontée, de 0,2 % en 2016 à 1,5 % en 2017, principalement à cause de la hausse des prix de l'énergie et de la reprise cyclique actuelle de la demande. Cependant, l'inflation sous-jacente est restée obstinément basse. L'inflation globale devrait converger vers l'inflation hors alimentation et énergie et se rapprocher progressivement de l'objectif de la Banque Centrale Européenne au cours des prochaines années.

Dans les pays émergents et en développement, l'accélération modeste de l'inflation masque des différences considérables d'un pays à l'autre. *En Chine*, l'inflation globale est restée basse, à 1,8 % en 2017, en raison du recul ces derniers mois des prix de l'alimentation, et devrait s'accélérer progressivement pour atteindre 2,6 % à moyen terme. *Au Brésil et en Russie*, l'inflation a fléchi du fait notamment de l'appréciation de la monnaie et d'une hausse de l'offre sur les prix alimentaires. *En Afrique du Sud*, après être montée à 6,3 % en 2016, l'inflation globale est tombée à 5,4 % en 2017. En effet, le ralentissement de la croissance des salaires et les conditions de sécheresse moins rigoureuses devraient plus que compenser l'effet de la hausse des prix du pétrole et d'un relèvement des accises. *Au Nigéria*, l'inflation devrait rester supérieure à 10 % en 2017 et 2018 du fait des effets persistants des chocs inflationnistes antérieurs dus à de fortes dépréciations des monnaies, ainsi que de la hausse des prix de l'électricité et des carburants.

**Graphique 3:** Évolution des prix à la consommation des pays avancés



<u>Graphique 4</u>: Évolution des prix à la consommation dans les pays en développement



Source: MAJ des PEM, janvier 2018, FMI

#### 1.3 Conditions monétaires et financières

**Sur le plan monétaire**, la Réserve Fédérale Américaine a relevé en décembre 2017 ses taux d'intérêt pour la troisième fois de l'année. Toutefois, elle a laissé inchangées ses perspectives en matière de politique monétaire pour les années à venir. La fourchette du taux d'intervention a ainsi été augmentée d'un quart de point passant de 1,25% à 1,50%. Dans la plupart des autres pays avancés, la politique monétaire est demeurée plus ou moins inchangée, sauf au Canada, qui a relevé son taux directeur de ½ de point en juillet et en septembre 2017.

Pour ce qui est **du taux de change euro/dollar**, l'euro a profité de la faiblesse du dollar durant l'année 2017. Il s'est ainsi apprécié de plus de 12,3 % par rapport au billet vert, la demande de la monnaie commune européenne étant restée forte en dépit des différentiels de taux d'intérêt défavorables à la Zone Euro.

Les marchés des actions dans les pays avancés ont enregistré des gains au cours de l'année 2017, sur fond d'un regain de confiance des consommateurs et de données macroéconomiques positives. L'amélioration des rendements et de la rentabilité attendue a entrainé la hausse des cours des actions. Dans les pays émergents et en développement, les conditions financières ont été favorables à une accélération de l'activité économique.

Les flux de capitaux vers les pays émergents sont restés résilients et ont poursuivi leur redressement en 2017 après une forte baisse à fin 2015 et au début de l'année 2016. Ce redressement tient à une augmentation des flux de capitaux vers la Chine et à une forte reprise mondiale des entrées d'investissements de portefeuille de non-résidents au premier semestre de 2017.

# 1.4 Évolution des prix des matières premières

L'indice des cours des produits de base établi par le FMI a augmenté de 12% en 2017

Pour les produits pétroliers, les cours du pétrole ont fortement progressé de 23,1% en 2017. La baisse des stocks du pétrole brut aux Etats-Unis, alimentée par une demande soutenue, notamment en Amérique du Nord et en Europe, a porté les cours à des niveaux jamais observés depuis deux ans et demi. La prolongation en novembre 2017 de l'accord de réduction des quantités produites par les pays membres de l'OPEP et la Russie a également soutenu les cours du pétrole. En décembre 2017, le cours du Brent s'est établi, en moyenne, à 64,2 dollars, affichant 2,6 % de hausse sur un mois, et 18,8% en glissement annuel. Les cours du gaz naturel ont également augmenté de 16% en 2017.

**Pour les produits non pétroliers**, l'indice, **composé** des cours des denrées alimentaires, des boissons, des matières premières agricoles et des métaux, a augmenté de 6,5% en 2017. Ainsi, les cours des denrées alimentaires ont progressé de 2,1%, ceux des matières premières agricoles de 2% et les cours des métaux de 22%. En revanche, les cours des boissons ont baissé de 9,3%.

Quant aux cours des **principaux produits exportés par les pays de la CEMAC**, ceux du pétrole brut ont augmenté de 23,1 % en 2017 pour se fixer à 52,7 \$/baril, ils pourraient remonter, une fois de plus en 2018 pour atteindre 58,9 \$/baril. Cette même tendance est observée sur le gaz naturel. L'indice du gaz naturel a augmenté de 16% en 2017 et pourrait aussi croître de 15,6% en 2018. Les cours des autres produits notamment le café robusta, le caoutchouc, l'huile de palme, le coton et la banane ont également enregistré une tendance haussière en 2017. Cette tendance devrait se maintenir pour la plupart des cours de ces produits en 2018.

2. ÉVOLUTION É	CONOMIQUE ET FINAI	NCIÈRE DE LA C	OMMUNAUTÉ ÉCO	NOMIQUE ET
	MONÉTAIRE DE L'AI	FRIQUE CENTRA	ALE (CEMAC)	

Les chocs pétrolier et sécuritaire auxquels les pays de la CEMAC ont été confrontés au cours des années récentes ont une fois de plus eu des répercussions défavorables sur la situation macroéconomique de la Sous-Région, caractérisée par la poursuite de la récession en dépit d'une légère correction des déséquilibres macroéconomiques.

L'activité économique de la CEMAC s'est inscrite dans un contexte marqué au niveau extérieur par : *i*) un raffermissement de l'activité économique mondiale ; *ii*) une amélioration du cours du pétrole brut qu'est établie à 52,7 dollars en moyenne.

Sur le plan intérieur, le contexte économique a été caractérisé par : *i)* une baisse de 4,8% de la production pétrolière qui est revenue à 42,1 millions de tonnes, et une progression de la production du méthanol et des autres gaz de 6,8 % pour s'établir à 6 668 milliers de tonnes ; *iii*) une baisse de la production de coton-graine de 18,7 % pour revenir à 337,6 milliers de tonnes ; *iii*) une augmentation de la production de cacao de 5% pour s'établir à 301,5 milliers de tonnes ; et *vi*) une baisse de la production de bois en grumes de 4,7 % pour revenir à 8 097,4 de milliers de m<sup>3</sup>.

Le taux de croissance du PIB de la Sous-Région a stagné à -0,2 % en 2017, en relation avec la poursuite de la décroissance du secteur pétrolier (-2,1 % contre -6,3 % en 2016) et le ralentissement du rythme de l'activité économique dans le secteur non pétrolier (0,2 % contre 1,3% en 2016).

Sur le plan de l'évolution du niveau général des prix à la consommation, le taux d'inflation annuel moyen de la Sous-Région s'est replié à 1 % en 2017 contre 1,1 % en 2016.

Du côté des finances publiques, la gestion budgétaire en 2017 s'est soldée par une réduction du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui est revenu à 3,3 % du PIB contre 6,3% du PIB en 2016 suite aux mesures de consolidation budgétaire mises en place notamment dans le cadre des programmes d'ajustement conclus avec le FMI.

Au niveau des échanges extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes s'est résorbé en 2017 pour revenir à 3,6 % du PIB, contre 15 % du PIB en 2016, portée par une amélioration des termes de l'échange et des mesures d'ajustement mises en place dans tous les États membres.

Quant à la situation monétaire, elle s'est légèrement détériorée en 2017 comparée à 2016 en liaison avec l'orientation restrictive de la politique monétaire par la BEAC et la mobilisation d'un volume important d'appuis budgétaires. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est replié à 57,5% contre 59,1 % en 2016 après avoir été de 77,1% en 2015. Les réserves extérieures en termes de couverture en mois d'importations ont en revanche progressé pour se situer à 2,9 à fin décembre 2017 contre 2,2 à fin 2016.

Pour l'année 2018, les perspectives macroéconomiques sont favorables. La croissance économique est projetée à 1,7%, en relation essentiellement avec la reprise des activités pétrolières, la bonne tenue des activités non pétrolières principalement celles se rapportant aux services marchands, aux industries manufacturières et dans une moindre mesure aux BTP.

Les hypothèses qui sous-tendent ces prévisions sont principalement, *au plan extérieur* : *i)* une hausse des cours des principales matières premières exportées par la CEMAC, notamment du

pétrole brut (de 52,7 dollars en 2017 à 58,9 dollars en 2018), du gaz naturel (de 81,3 dollars en 2017 à 94 dollars en 2018), de la banane (de 17 dollars en 2017 à 19,2 dollars en 2018), de l'aluminium (de 1 961 dollars en 2017 à 2 032,6 dollars en 2018), du diamant (de 151,4 dollars en 2017 à 154,8 dollars en 2018) et du manganèse (de 206,2 dollars/tonne en 2017 à 229,7 dollars/tonne en 2018); ii) une légère dégradation des cours de certaines matières premières dont les grumes, le café, le cacao, le caoutchouc naturel, *iii*) une dépréciation du dollar par rapport au Franc CFA, avec un taux de change qui reviendrait à 552,9 francs CFA/\$, contre 580,9 francs CFA/\$ en 2017.

Au plan intérieur, il s'agit de : i) une hausse de la production pétrolière de 2,6 % en 2018 pour se situer à 43,2 millions de tonnes, et de bois de 4,1 % pour se hisser à 8 429,3 milliers de m³; et ii) une progression de la croissance du secteur non pétrolier de 2,0 % en 2018, contre 0,2 % en 2017.

#### 2.1 Secteur réel

La récession observée en 2016 s'est poursuivie en 2017, en liaison avec la décroissance du secteur pétrolier (-2,1% contre -6,3% en 2016) et le ralentissement de la croissance du secteur non pétrolier (0,2% contre 1,3% en 2016). Le taux de croissance du PIB réel s'est établi à -0,2 % en 2017 contre -0,1 % en 2016, entraînant un léger repli du taux de croissance du PIB réel par habitant à -3,1 %. En termes de contribution à la croissance, les secteurs pétrolier et non pétrolier ont apporté -0,4 point et 0,2 point respectivement.

Par pays, la croissance économique en 2017 a ralenti au Cameroun (3,2% contre 4,5% en 2016), en Centrafrique (3,9% contre 4,5% en 2016) et au Gabon (0,3% contre 2,1% en 2016). Les autres pays ont connu une récession pour la seconde année consécutive : Congo (-3,2% contre -2,8% en 2016), Guinée Équatoriale (-2,6% contre -8,9%), et Tchad (-5,2% contre -3,3% en 2016).

*Du côté de l'offre,* la croissance économique des pays membres a été soutenue par les secteurs secondaire (0,4 point) et tertiaire (0,4 point), alors que le secteur primaire a eu une contribution négative (-0,9 point).

L'évolution du secteur primaire a résulté principalement de la décroissance de la branche des industries extractives qui a enregistré une contribution à la croissance de -0,8 point. La baisse d'activité dans cette branche est dû au repli de la production pétrolière de 4,8% revenant à 42,1 millions de tonnes, suite à la baisse enregistrée au Cameroun (-17,7%), au Gabon (-8,5%), en Guinée Équatoriale (-14,8%) et au Tchad (-11,1%), en dépit de l'augmentation de 21,8% de la production au Congo. La baisse de la production pétrolière est consécutive au vieillissement des principaux champs pétrolières et à la faiblesse des investissements dans le secteur en raison des cours du pétrole non attrayants.

Toutefois, la décroissance de la branche des industries extractives a été atténuée par la hausse des productions de méthanol et des autres gaz en Guinée Équatoriale, du manganèse au Gabon, et du diamant en Centrafrique.

Toujours dans le secteur primaire, la branche agriculture a grevé en 2017 la croissance à hauteur de 0,2 point, contre une contribution positive de 0,3 point en 2016, en dépit de la mise en œuvre de nombreux projets de développement agricole, à l'instar du projet Agropoles au Cameroun,

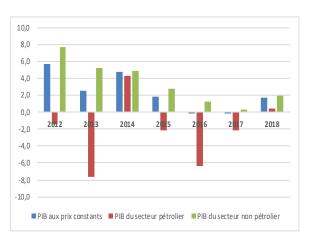
du projet Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés (GRAINE) au Gabon, et de la relance des villages agricoles au Congo. La production agricole a notamment été affectée par la baisse de la production du café, du cacao et de la banane au Cameroun, ainsi que celle du coton au Tchad qui a connu des difficultés de financement de la filière.

Pour sa part, le secteur secondaire a contribué positivement à la croissance, en rapport avec le dynamisme de la branche *industries manufacturières* (0,4 point).

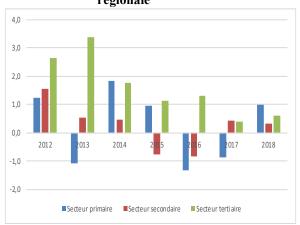
Du côté du secteur tertiaire, l'activité a été soutenue par les services marchands qui ont contribué pour 0,3 point à la croissance, soutenue par les branches *commerce général et transport aérien*.

Enfin, la réduction des dépenses publiques de fonctionnement a induit une baisse de la contribution des services non marchands à la croissance.

Graphique 5: Croissance du PIB sous régional



<u>Graphique 6</u>: Contribution à la croissance sous régionale

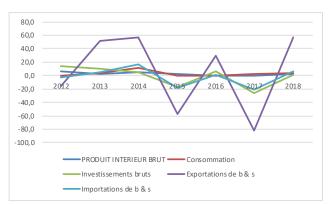


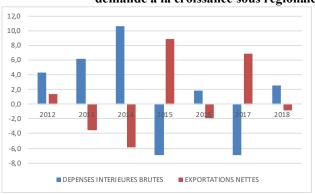
Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

Du côté de la demande, la croissance a été principalement soutenue en 2017 par la demande extérieure nette avec une participation de 6,8 points, imputable à la diminution des importations. La demande intérieure a quant à elle obéré la croissance de 7 points, du fait de la contraction des investissements, alors que la consommation globale a apporté une contribution de 1,4 point grâce à l'évolution de sa composante privée. La baisse de la contribution des investissements bruts à la croissance est imputable essentiellement à la chute des investissements du secteur pétrolier avec la fin du projet Moho Nord au Congo, et la réduction des budgets d'investissements publics dans plusieurs Etats membres.

<u>Graphique 7</u>: Évolution des composantes du PIB optique <u>Graphique 8</u>: Contribution des composantes de la demande à la croissance sous régionale





Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

#### **2.2** Prix

*Sur le front des prix*, tous les États membres de la CEMAC à l'exception de la RCA et du Gabon ont connu une baisse des pressions inflationnistes en 2017. Le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages, s'est établi à 1% en 2017 contre 1,1% en moyenne annuelle une année plus tôt.

Par pays, la situation se présente comme suit : Cameroun (0,6 % après 0,9% en 2016), République Centrafricaine (4,1 % contre 3,8% en 2016), Congo (1,6 % après 4,6% en 2016), Gabon (2,7 % contre 2,1% en 2016), Guinée Équatoriale (1,1% contre 1,4% en 2016) et Tchad (-0,9 % après -1,6% en 2016).

Le ralentissement du taux d'inflation s'explique essentiellement par : i) l'amélioration de l'offre des produits vivriers et céréaliers dans les principaux bassins de production, et ii) les tensions sécuritaires dans le bassin du Lac Tchad et dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun plombant le Commerce avec le Nigéria et provoquant un afflux de l'offre sur le marché intérieur.

En dépit de tous ces facteurs, la variation du niveau général des prix à la consommation en glissement annuel s'est établie à 1,7 % à fin décembre 2017 contre -0,1 % à fin décembre 2016. Elle s'est inscrite à la hausse du fait principalement des effets combinés des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale et d'accroissement des taxes, notamment sur les produits alimentaires, les boissons alcoolisées et non alcoolisées, les services de restauration et d'hôtellerie.

20,0 15.0 10,0 5,0 0,0 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 -5,0 République Centrafricaine Cameroun Gabon Congo Guinée Equatoria le **Tchad** CEMAC

Graphique 9: Évolution de l'inflation dans la Sous-Région

Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

## 2.3 Finances publiques

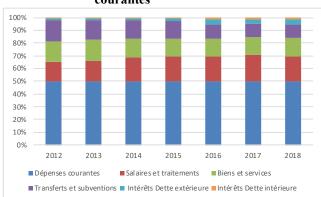
La gestion des finances publiques en 2017 a été menée dans un contexte marqué par l'amorce de la mise en œuvre par un certain nombre d'États membres des programmes d'ajustement conclus avec le FMI, et dans un contexte de remontée sensible des cours du pétrole brut (23,1%).

Dans ce contexte, les **recettes budgétaires** ont augmenté de 2,2% pour s'établir à 7 547,2 milliards en 2017, en liaison avec la hausse des recettes pétrolières, les recettes non pétrolières ayant reculé pendant la période. L'augmentation des recettes pétrolières, pour atteindre 2 514,1 milliards de Francs CFA, fait suite principalement à la remontée des cours du pétrole. Pour leur part, les recettes non pétrolières ont reculé de 1,5% pour revenir à 5 033,1 milliards de Francs CFA en liaison avec la baisse des recettes non fiscales.

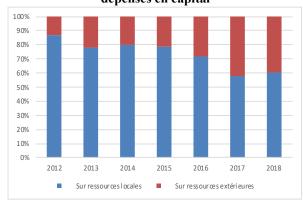
Les **dépenses publiques** se sont fortement contractées de 10,8% pour revenir à 9 155,5 milliards de Francs CFA en 2017, en liaison avec la forte diminution des dépenses en capital qui reviendraient à 3 008,1 milliards de Francs CFA en 2017 contre 3 641 milliards de Francs CFA une année plus tôt. Les dépenses courantes ont également baissé de 7,2% pour se situer à 6 147,4 milliards de Francs CFA contre 6 624,6 milliards de Francs CFA en 2016. Les mesures d'austérité mises en place par les États pour faire face à la crise ont fortement réduit le train de vie des administrations. Les réductions les plus fortes ont été observées dans les dépenses de biens et services qui ont connu une baisse de 12,8% pour revenir à 1 655,3 milliards de Francs CFA en 2017 contre 1 899 milliards de Francs CFA en 2016. Les dépenses relatives aux transferts et subventions ont également subi une réduction de 10,9% pour s'établir à 1 318,8 milliards de Francs CFA.

Les évolutions ci-dessus ont eu pour effet de faire passer le solde budgétaire primaire, d'un déficit de 2,4% du PIB en 2016 à un excédent de 0,5% du PIB en 2017.

<u>Graphique 10</u>: Évolution de la structure des dépenses courantes



<u>Graphique 11</u>: Évolution de la structure des dépenses en capital



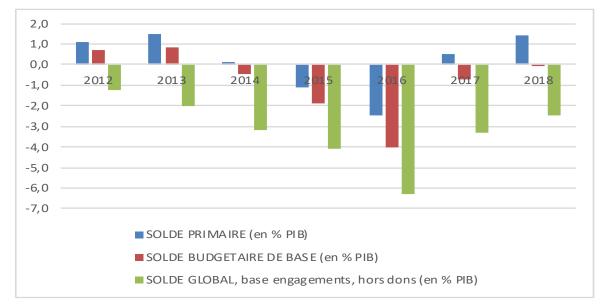
Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

**Source**: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

En définitive, la gestion des finances publiques s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 1 608,3 milliards de Francs CFA en 2017 (3,3% du PIB) contre 2 880 milliards Francs CFA en 2016 (6,3% du PIB).

Par pays, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire dans tous les pays : Cameroun (-2,8% du PIB contre -6,3% du PIB en 2016), République Centrafricaine (-6,6% du PIB contre -4,4% du PIB en 2016), Congo (-7% du PIB en 2017 contre -13,5% du PIB une année auparavant), Gabon (-2,7% du PIB comparé à -5,2% du PIB en 2016), Guinée Équatoriale (-2,3% du PIB en 2017 contre -4,4% du PIB un an plus tôt) et Tchad (-3,1% du PIB en 2017 contre -4,2% du PIB un an plus tôt).

Après la prise en compte de l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 890,0 milliards de Francs CFA et l'apurement des arriérés à hauteur de 280,7 milliards de Francs CFA, il est ressorti un besoin de financement global des États de 2 779,0 milliards de Francs CFA. Il a été couvert par des dons à hauteur de 252,1 milliards de Francs CFA, des tirages à environ 2 182 milliards de Francs CFA, des allègements de la dette extérieure de 126,4 milliards de Francs CFA et le financement du système bancaire et non bancaire à hauteur de 218,5 milliards de Francs CFA.



Graphique 12: Évolution des principaux soldes des finances publiques pour la Sous-Région

Source: Commission de la CEMAC, BEAC, États membres

#### 2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des **échanges avec l'extérieur**, le déficit des transactions courantes, transferts publics exclus, de la CEMAC qui était de 6 889,8 milliards de Francs CFA en 2016 s'est résorbé pour revenir à 1 768,3 milliards de Francs CFA en 2017, en liaison avec la nette amélioration de l'excédent de la balance commerciale, la réduction du déficit de la balance des services, et la consolidation du déficit de la balance des transferts.

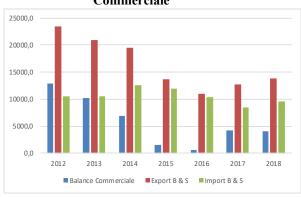
En effet, l'excédent de la balance commerciale s'est amélioré pour s'établir à 4 292,3 milliards de Francs CFA en 2017 contre 552,2 milliards de Francs CFA en 2016 du fait d'une augmentation considérable des exportations combinée avec une forte baisse des importations. Les exportations ont augmenté de 15,9% en 2017 pour atteindre 12 710,8 milliards de Francs CFA contre 10 961,8 milliards de Francs CFA en 2016. Cette augmentation résulte essentiellement de la forte hausse de la valeur des exportations pétrolières. Les importations ont reculé de 19,1% pour revenir à 8 418,4 milliards de Francs CFA en 2017 contre 10 410 milliards de Francs CFA en 2016. La baisse des importations est consécutive à la forte réduction des dépenses d'investissements publics observée dans tous les Etats membres.

Le déficit de la balance des services s'est résorbé, revenant à 3 111,8 milliards de Francs CFA en 2017 contre 4 870,7 milliards de Francs CFA une année plus tôt, en liaison avec l'amélioration des services liés au fret et des services fournis aux entreprises.

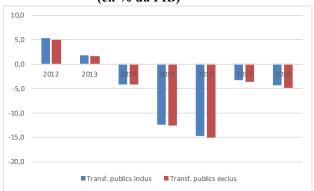
Par pays, le solde extérieur courant, dons officiels exclus, est ressorti déficitaire au Cameroun (-2,8% du PIB contre -3,5% du PIB en 2016), en République Centrafricaine (-11,3% du PIB en 2017 après avoir été -10,6% du PIB en 2016), au Congo (-18,1% du PIB en 2017 contre -82,9% du PIB en 2016), et au Tchad (-6,8% du PIB contre -17,9% du PIB en 2016). En revanche, il est ressorti excédentaire au Gabon (0,5% du PIB en 2017 contre -2,5% en 2016) et en Guinée Équatoriale (4,0% du PIB contre -10,1% du PIB en 2016).

Les entrées nettes de capitaux n'ayant pas permis de financer le déficit extérieur courant de la Communauté, le solde global de la balance des paiements de la CEMAC a affiché un déficit de 10,4 milliards de Francs CFA en 2017, toutefois en nette amélioration par rapport à son niveau de 3 300,6 milliards de Francs CFA en 2016. Ce déficit a été couvert principalement par des financements exceptionnels à hauteur de 69,1 milliards de Francs CFA contrecarrée par une baisse des réserves officielles de 58,7 milliards de Francs CFA.

Graphique 13: Évolution de la Balance Commerciale



Graphique 14: Évolution de la Balance Courante (en % du PIB)



Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

Source: Commission de la CEMAC, BEAC, Etats membres

S'agissant de l'**endettement extérieur**, l'encours de la dette extérieure rapporté au PIB est passé de 28,9% en 2016 à 29,7% du PIB en 2017. De même, les ratios du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations ont également augmenté, et se sont situés à 17,7% et 9,1% en 2017 contre 18,9% et 10,8% en 2016.

#### 2.5 Monnaie

La **situation monétaire** à fin décembre 2017 a été contrastée et marquée par un recul des avoirs extérieurs nets du système monétaire, une baisse des crédits à l'économie, un accroissement des créances nettes sur les États et une réduction de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont reculé de 3,9% au 31 décembre 2017 pour revenir à 2 322,8 milliards en 2017. Toutefois, leur tendance baissière a nettement ralentie depuis le début du second semestre de l'année 2017 avec les premiers décaissements obtenus du FMI, suite à la conclusion des programmes pays avec ladite Institution au titre de la Facilité Élargie de Crédit. En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 57,5% contre 59,1% au 31 décembre 2016.

Les créances nettes sur les États se sont accrues pour atteindre 2 745,8 milliards de Francs CFA en 2017, en liaison avec les tirages provenant du FMI et l'utilisation des dépôts publics.

Pour leur part, les crédits à l'économie ont baissé de 1,9% pour revenir à 7 794,2 milliards de Francs CFA à fin décembre 2017, en liaison avec l'évolution de l'activité économique non pétrolière en 2017 et les paiements effectués par bon nombre d'États en faveur de leurs fournisseurs locaux au titre de l'apurement de la dette intérieure.

Reflétant les évolutions de ses contreparties, la masse monétaire a baissé de 0,4% pour revenir à 10 602,9 milliards de Francs CFA au 31 décembre 2017.

#### 2.6 Perspectives économiques de la Communauté pour l'année 2018

Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2018 sont favorables. Après avoir enregistré une récession en 2017, l'activité se redresserait en 2018 avec un taux de croissance de 1,7%.

Du côté de l'offre, cette dynamique résulterait d'une reprise des activités pétrolières couplée avec une bonne tenue des activités non pétrolières. Le secteur pétrolier enregistrerait une croissance de 2,0 % en 2018 contre -2,1 % en 2017 en liaison avec les fortes hausses de la production pétrolière au Congo et au Tchad. La croissance du secteur hors pétrole se situerait, quant à elle, à 2,0 % après avoir été de 0,2 % en 2017.

Le secteur *primaire* serait le moteur de la croissance en 2018. En effet, il enregistrerait la plus forte contribution à la croissance (1,0 point contre -0,9 point en 2017) suivi par le secteur *tertiaire* (0,6 point après 0,4 point un an auparavant) et le secteur secondaire (0,3 point presque comme en 2017).

Le retour du *secteur primaire* comme moteur de la croissance découlerait de la reprise des activités des industries extractives (0,5 point contre -0,8 point en 2017), du fait de l'expansion des activités pétrolières notamment au Congo (15,8 millions de tonnes contre 13,3 millions de tonnes en 2017) et au Tchad (6,0 millions de tonnes contre 5,8 millions de tonnes en 2017), ainsi que du rebond des activités agro-pastorales au Cameroun, au Gabon, au Congo et dans une moindre mesure en République Centrafricaine.

La reprise de l'activité dans le secteur secondaire se maintiendrait en 2018, en liaison avec : (i) l'accroissement de l'offre énergétique et ses effets induits sur les industries manufacturières ; (ii) la construction et la réhabilitation des infrastructures routières ainsi que la mise en service de certaines infrastructures issues des grands projets structurants déjà arrivés à terme, notamment le barrage de Menve'ele et le Port en eau profonde de Kribi au Cameroun ; (iii) la relance de certains chantiers publics dans bon nombre de pays de la CEMAC, notamment au Congo et au Tchad suite à la reprise de la production pétrolière.

En 2018, l'activité du secteur tertiaire bénéficierait du dynamisme des secteurs en amont (primaire et secondaire) et de la branche transports et télécommunications, grâce à la bonne tenue des activités de téléphonie mobile et fourniture de l'accès à internet dans tous les pays de la Sous-Région.

Du côté de la demande, la demande intérieure demeurerait le moteur de la croissance avec une contribution de 1,7 points alors que celle de la demande extérieure nette redeviendrait négative en 2018 (-0,8 point contre 6,8 points en 2017).

La dynamique de la *demande intérieure* résulterait principalement de la bonne tenue de la consommation privée, de la reprise de la consommation publique ainsi que celle de l'investissement privé non pétrolier, en raison de : *i)* l'augmentation des ressources publiques attendues, notamment au Congo et au Tchad avec la relance de la production pétrolière ; *ii)* la reprise des dépenses publiques prioritaires favorisée par la disponibilité de nouvelles ressources, (iii) le regain des investissements dans le secteur pétrolier en lien avec la remontée des cours du pétrole brut.

De son côté, la *demande extérieure nette* grèverait la croissance en 2018, en liaison essentiellement avec la hausse des importations, non compensée par l'augmentation des exportations.

En matière d'inflation, l'on observerait une résurgence des pressions sur le niveau général des prix à la consommation dans la Sous-Région. Néanmoins, l'inflation en moyenne annuelle dans la CEMAC devrait être contenue sous le seuil communautaire de 3,0 % à 1,8 % contre 1,0 % en 2017.

**Dans le domaine des finances publiques**, la remontée des cours du pétrole brut et l'intensification des mesures de consolidation mises en œuvre par les États membres devraient soutenir l'amélioration du solde budgétaire, dont le déficit budgétaire base engagements, hors dons, reviendrait de 3,3 % du PIB en 2017 à 2,5 % du PIB en 2018.

Les recettes budgétaires augmenteraient de 11,8 % pour se situer à 8 438,2 milliards de Francs CFA, soutenue pour l'essentiel par un accroissement des recettes non pétrolières de 13,7 % qui atteindraient 5 719,3 milliards de Francs CFA.

La hausse des recettes pétrolières en 2018 découlerait du relèvement conjoint des cours de 11,7 % qui s'établirait en moyenne à 58,9 dollars le baril, et de la production du pétrole brut qui croitrait de 2,6% pour s'établir à 43,2 millions de tonnes. De leur côté, les recettes non pétrolières devraient s'accroître en 2018, en relation avec l'intensification des réformes fiscales.

Les dépenses budgétaires croîtraient de 6,1% pour s'établir à 9 710,2 milliards, en liaison avec une hausse de 4,9% des dépenses en capital suite à la reprise de certains chantiers et de l'augmentation des dépenses courantes de 6,6%.

En définitive, l'exécution budgétaire des États membres de la CEMAC se solderait en 2018 par une diminution du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui reviendrait de 1 608,3 milliards de Francs CFA en 2017 à 1 272,0 milliards de Francs CFA. En prenant en compte l'apurement attendu des arriérés de paiement de 754,0 milliards de Francs CFA, le déficit global, base trésorerie, ressortirait à 2 026,0 milliards de Francs CFA. En y ajoutant l'amortissement de la dette de 1 319,1 milliards de Francs CFA, le désengagement de l'État vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 278,3 milliards de Francs CFA, le besoin de financement global des États de la CEMAC atteindrait 3 623,4 milliards de Francs CFA en 2018. Il serait totalement couvert par des concours extérieurs à hauteur de 424,4 milliards de Francs CFA de dons, de 2 705,7 milliards Francs CFA de nouveaux tirages, de 239,0 milliards de Francs CFA d'allègement prévu de la dette extérieure.

**S'agissant des échanges extérieurs**, le déficit des transactions courantes, hors transferts publics, repartirait à la hausse à 4,9% du PIB après 3,6 % du PIB en 2017. Cette dynamique du compte courant résulterait d'une contraction de l'excédent commercial, d'un creusement du déficit des balances de services et de revenus, l'excédent des transferts courants nets devant au contraire se consolider.

La hausse sensible des entrées nettes de capitaux portée par la bonne tenue des investissements directs étrangers et d'appuis budgétaires prévus pour 2018 permettraient de financer le déficit courant.

Ainsi, le solde global de la balance des paiements reviendrait excédentaire à 410,6 milliards de Francs CFA en 2018, après un déficit de 10,4 milliards en 2017. Malgré la réduction des arriérés de 212,0 milliards de Francs CFA et des réaménagements de la dette de 239,0 milliards de Francs CFA, les ressources ainsi dégagées devraient favoriser une accumulation des réserves officielles à hauteur de 437,6 milliards de Francs CFA.

La situation monétaire, quant à elle, se raffermirait en 2018 suite à la reprise de l'activité économique dans la zone, l'amélioration des termes de l'échange, et la poursuite de la mise en œuvre des programmes pays avec le FMI.

Les avoirs extérieurs nets du système monétaire croîtraient de 26,8%, entrainant une remontée du taux de couverture extérieure de la monnaie à 63,5%. Pour ce qui est des crédits à l'économie, ils croîtraient de 6,6% en rapport avec la bonne tenue de l'activité attendue dans le secteur non pétrolier.

S'agissant des créances nettes sur les États, elles augmenteraient de 1,3 % pour s'établir à 2 347,9 milliards de Francs CFA.

En lien avec l'évolution des agrégats sus décrits, la masse monétaire enregistrerait une croissance de 5,1%.

3. ÉTAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTÉ

L'exercice de la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur des critères de convergence et un ensemble d'indicateurs macroéconomiques. Ce dispositif a été rénové en janvier 2016 dans l'optique d'amener les États membres à la mise en œuvre de politiques budgétaires contra-cycliques. Le nouveau dispositif étant rentré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'évaluation de l'état de conformité en 2017 aux critères de convergence s'est fait sur la base de celui-ci.

### 3.1 État de conformité aux nouveaux critères de convergence

Le nouveau critère sur la viabilité budgétaire porte en un solde budgétaire de référence. Il intègre une règle d'épargne financière sur ressources pétrolières, et introduit la contra-cyclicité dans la gestion budgétaire. Sous un autre angle, il peut être vu comme la différence entre le Solde Budgétaire Global hors Pétrole et les 80% de la moyenne du quotient *recettes pétrolières rapportées au PIB* des trois dernières années. Ainsi, la gestion budgétaire en zone CEMAC ne devrait dépendre dorénavant ni du cours du baril de pétrole de l'année en cours, ni du niveau de la production pétrolière de l'année en cours, mais plutôt des niveaux des recettes pétrolières obtenues au cours des trois dernières années.

Ce critère est respecté lorsque le solde budgétaire de référence est supérieur ou égal à -1,5% du PIB. Une note méthodologique sur ledit critère est annexée au présent Rapport.

En 2017, le *solde budgétaire de référence* pour la Communauté toute entière a été déficitaire de 1,3% du PIB, soit légèrement supérieur à la norme de -1,5% du PIB. Trois pays n'ont pas respecté ce critère. Il a été observé par la Centrafrique (-1,1% du PIB), la Guinée Équatoriale (-0,7% du PIB), et le Tchad (-0,1% du PIB). Pour ce qui est des trois autres pays ne l'ayant pas observé, il s'est présenté comme suit : Cameroun (-2,2% du PIB), Congo (-2,6% du PIB) et Gabon (-2,8% du PIB).

Le *taux d'inflation annuel moyen* de la CEMAC s'est situé en dessous de la norme communautaire à 1,0% en 2017 contre 1,1% en 2016. A l'exception de la Centrafrique où un taux d'inflation de 4,1% a été enregistré, tous les autres pays de la CEMAC ont respecté ce critère avec des niveaux variant entre -0,9 % pour le Tchad et 2,7 % pour le Gabon.

Le *stock de la dette publique intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal* est resté en dessous de 70%, aussi bien au niveau de la Communauté que dans tous les États membres à l'exception du Congo. Il s'est situé à 45,4 % du PIB en 2017 pour la Communauté contre 44,6% du PIB en 2016. En ce qui concerne les pays membres, il varie entre 33,2 % du PIB pour le Tchad et 110,8 % du PIB pour le Congo. Le risque croissant de surendettement se présente pour certains pays alors qu'ils avaient bénéficié de l'IPPTE il y a moins de 10 ans.

S'agissant du critère relatif à l'absence d'arriérés de paiement consistant en la non-accumulation des arriérés de paiement sur la gestion courante et l'apurement du stock d'arriérés existant conformément au plan validé et publié, son évaluation pour l'exercice budgétaire 2017 a juste porté sur sa première composante.

Etant donné que l'évaluation du stock d'arriérés de paiement assorti d'un plan d'apurement fait partie des repères structurels des divers programmes économiques et financiers conclus par les Etats membres avec le FMI, la Commission de la CEMAC s'est résolue dans un souci de

coordination que les plans d'apurement qui seront suivis dans le cadre de la deuxième composante de ce critère seront ceux que les Etats membres arrêteront de concert avec le FMI.

S'agissant des Etats membres n'étant pas encore en programme avec le FMI, le délai du 30 septembre 2018 leur a été donné pour transmettre à la Commission de la CEMAC l'état détaillé du stock de leurs arriérés de paiement intérieurs et extérieurs assorti d'un plan d'apurement.

Pour ce qui est de la non accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante, elle n'a été observée par aucun Etat membre en 2017.

En définitive, la Communauté a observé en 2017 trois critères sur quatre, à savoir ceux relatifs au solde budgétaire de référence, à l'inflation et à l'endettement. La Guinée Équatoriale et le Tchad ont respecté trois critères sur quatre, à l'exception de celui portant sur l'absence d'arriérés de paiement. Le Cameroun et le Gabon ont respecté deux critères, ceux relatifs au taux d'inflation et au taux d'endettement. La Centrafrique a également respecté deux critères, ceux portant sur le solde budgétaire de référence et l'endettement. Quant au Congo, il a respecté un seul critère, celui afférent au taux d'inflation.

Tableau 2: Évolution du taux d'inflation et du taux d'endettement public dans la CEMAC

Tableau 2. Evolution uu taux u mhation et	uu taux u c	nuettenie	ու բաթու	t ualis la	CEMIA	C	
Libellés	2012	2013	2014	2015	2016	2017 estim	2018 prev
Taux d'inflation (en % ; critère : ≤ 3)							•
CEMAC	3,8	2,0	3,2	2,5	1,1	1,0	1,8
Cameroun	2,4	2,1	1,8	2,7	0,9	0,6	1,5
République Centrafricaine	5,9	4,0	17,8	2,0	2,7	4,1	3,4
Congo	5,0	4,7	0,9	2,7	4,6	1,6	1,3
Gabon	2,7	0,5	4,7	-0,3	2,1	2,7	2,8
Guinée Équatoriale	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	1,1	1,6
Tchad	7,5	0,2	1,7	3,7	-1,6	-0,9	1,7
Nombre de pays ayant respecté le critère	2	4	3	5	5	5	5
Taux d'endettement public (en % du PIB ; crit	ère : ≤ 70)						
CEMAC				41,5	44,6	45,4	44,0
Cameroun	18,5	20,3	22,8	28,1	30,0	33,3	33,5
République Centrafricaine	35,1	59,1	52,7	62,2	56,4	54,5	45,3
Congo				79,8	119,9	110,8	103,8
Gabon	16,3	24,4	29,5	36,9	50,6	45,4	44,5
Guinée Équatoriale				27,2	36,8	41,1	43,2
Tchad	19,8	23,4	29,6	39,6	36,5	33,2	34,6
Nombre de pays ayant respecté le critère	6	6	6	5	5	5	5

Source: Commission de la CEMAC

#### 3.2 Indicateurs de la surveillance multilatérale

L'exercice de la surveillance multilatérale s'appuie également sur un ensemble d'indicateurs qui permettent de porter un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. L'attention a été portée dans ce rapport sur l'évolution du solde budgétaire primaire hors pétrole, du taux de couverture extérieure de la monnaie, du taux de pression fiscale, de la masse salariale rapportée aux recettes fiscales, et de la vitesse d'endettement.

Le déficit budgétaire primaire hors pétrole de 11,9 % du PIB en 2016 enregistré au niveau de la Communauté s'est résorbé à 9,3 % du PIB en 2017. Au niveau des Etats membres, tous ont connu un déficit budgétaire primaire hors pétrole en 2017. La situation s'est présentée comme suit : Cameroun (-4,2 % du PIB), Centrafrique (-6,3 % du PIB), Congo (-23,1 % du PIB), Gabon (-9,3% du PIB), Guinée Équatoriale (-27,0 % du PIB) et Tchad (-5,3 % du PIB).

Le taux de couverture extérieure de la monnaie est revenu pour la Communauté à fin décembre 2017 à 57,5 % contre 59,1 % à fin décembre 2016. Il reste conforme à la norme communautaire exigeant que ce taux soit supérieur ou égal à 20 %. Par pays, il se présente comme ci-après : Cameroun (71,0 % contre 73,6% en 2016), Centrafrique (83,2% contre 80,2% en 2016), Congo (27,6 % après 43,9 % en 2016), Gabon (58,8 % contre 55,7 % en 2016), Guinée Équatoriale (7,1 % après avoir été de 8,4 % en 2016) et Tchad (5,2 % de même qu'en 2016).

Le taux de pression fiscale (recettes fiscales hors pétrole / PIB non pétrolier) s'est établi à 12,0%, mais demeure faible au regard de celui des autres communautés sous régionales. Il a varié entre 3,5 % du PIB en Guinée Équatoriale et 26,6 % du PIB au Congo

Le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétroles est resté largement supérieur au seuil de 35 % au niveau de la Communauté dans son ensemble (56,5 % contre 55,2 % en 2016) ainsi qu'au niveau des pays de la CEMAC pris individuellement : Cameroun (40,6 % contre 42,1 % en 2016), RCA (67,1 % contre 74,1 % en 2016), Congo (53,8 % contre 46,8 % en 2016), Gabon (88,0 % contre 80,3 % en 2016), Guinée Équatoriale (100,2 % contre 75,4 % en 2016) et Tchad (84,4 % contre 81,9 % en 2016).

Pour ce qui est de l'indicateur de la surveillance multilatérale portant sur la vitesse d'endettement, il convient de prime abords de relever que le critère sur la soutenabilité de la dette publique a été rénové dans le cadre du nouveau dispositif de surveillance multilatérale en zone CEMAC. Premièrement, la couverture géographique de la dette publique a été élargie à l'ensemble des administrations publiques, et inclut dorénavant les arriérés de paiement dans le stock de la dette publique. Deuxièmement, bien que le plafond d'endettement a été maintenu à 70% du PIB, il a été introduit un indicateur de la surveillance multilatérale portant sur la vitesse d'endettement visant à hisser sur une trajectoire soutenable le rythme d'accumulation de la dette. La philosophie de la rénovation du critère sur l'endettement est que dès l'entrée en vigueur du nouveau dispositif de surveillance multilatérale, même au cas où il arriverait même comme ce n'est pas conseillé que le stock de la dette publique franchisse le seuil de 70% du PIB, cela ne devrait pas survenir avant un horizon d'au moins 25 ans. La vitesse maximale annuelle d'endettement autorisée indique à quel point de pourcentage du PIB l'on devrait être amenée à faire croître son stock de la dette publique rapporté au PIB pour éviter qu'une pareille situation ne puisse survenir avant un horizon d'au moins 25 ans. Le nouveau dispositif étant entré en vigueur le 1er janvier 2017, cette situation fortement déconseillée ne devrait pas se produire avant au moins l'année 2042.

Revenant à l'évaluation en 2017 de cet indicateur proprement dit, la vitesse d'endettement de la Communauté s'est située à 0,8 se conformant ainsi à la vitesse maximale annuelle autorisée pour 2017 (seuil) de 1,0.

Par pays, elle s'est présentée comme suit : Cameroun (3,3 contre un seuil annuel de 1,6), Centrafrique (-1,9 respectant le seuil annuel de 0,5), Gabon (-5,2 se conformant au seuil annuel de 0,5), Guinée Équatoriale (4,3 contre un seuil annuel de 1,3) et Tchad (-3,3 respectant le seuil annuel de 1,5).

S'agissant du Congo ayant un stock de la dette publique dépassant déjà 70% du PIB, les vigoureuses mesures de politique économique doivent être mises en place pour rendre son endettement soutenable à moyen terme.

<u>Tableau 3</u>: Évolution de quelques indicateurs de la Surveillance Multilatérale de 2012 à 2018

Libellés	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux de couverture extérieure de la mo	nnaie, en % (avoirs e	extérieurs su	r engagemen	nts à vue > 2	0)	estim	prev
CEMAC	98,4	97,5	89,8	77,1	59,1	57,5	63,5
Cameroun	94,0	93,9	93,1	86,8	73,6	71,0	71,8
République Centrafricaine	70,2	72,2	78,7	76,8	80,2	83,2	84,1
Congo	101,2	101,1	88,9	71,2	43,9	27,6	40,0
Gabon	89,5	90,0	89,1	75,5	55,7	58,8	65,1
Guinée Équatoriale	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,8
Tchad	72,2	73,0	73,2	32,5	5,3	5,2	5,6
Solde budgétaire primaire hors pétrole	•		10,2	02,0	0,0	0,2	0,0
CEMAC	-33,0	-27,7	-23,7	-14,6	-11,9	-9,3	-8,1
Cameroun	-5,5	-8,1	-6,8	-4,7	-8,0	-4,2	-3,5
République Centrafricaine	-2,0	-7,7	-6,5	-7,2	-3,8	-6,3	-5,2
Congo	-80,2	-68,5	-77,4	-43,2	-27,4	-23,1	-17,9
Gabon	-26,5	-19,2	-12,2	-9,0	-10,8	<b>-</b> 9,3	-6,6
Guinée Équatoriale	-95,3	-75,2	-64,5	-47,9	-27,6	-27,0	-27,5
Tchad	-22,5	-17,0	-11,7	-7,4	-5,5	-5,3	-6,7
Taux de pression fiscale (en %)	,-	,-	,,	,,,	- ,-	-,-	٠,,
CEMAC *	15,0	14,9	14,6	14,1	12,3	12,0	13,2
Cameroun	12,0	12,3	12,6	12,7	12,1	12,1	12,7
République Centrafricaine	7,6	4,8	4,1	6,3	7,2	7,7	8,6
Congo*	27,5	27,4	27,1	28,8	26,7	26,6	29,4
Gabon	21,9	22,5	20,9	18,3	15,3	13,3	17,7
Guinée Équatoriale	5,5	3,7	4,9	5,2	4,3	3,5	5,4
Tchad	6,1	7,4	6,8	7,0	5,5	5,7	6,5
Masse salariale/recettes fiscales hors p		.,.	-,-	.,-	-,-	-,:	-,-
CEMAC	46,2	46,6	50,2	48,9	55,2	56,5	48,3
Cameroun	42,8	43,2	41,6	40,9	42,1	40,6	38,8
République Centrafricaine	44,1	134,9	146,1	92,6	74,1	67,1	59,4
Congo	39,3	35,8	38,0	39,8	46,8	53,8	47,8
Gabon	49,1	45,6	58,0	68,5	80,3	88,0	60,0
Guinée Équatoriale	47,0	80,4	54,1	56,7	75,4	100,2	60,0
Tchad	66,3	62,4	83,2	67,6	81,9	84,4	68,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	33,5	<b>0</b> =, .		0.,0	0.,0	<b>C</b> ., .	00,=
CEMAC	4,9	1,5	-4,3	-12,6	-15,0	-3,7	-4,8
Cameroun	-2,8	-2,1	-4,0	-3,5	-3,5	-2,8	-3,0
République Centrafricaine	-7,5	-7,2	-14,2	-14,1	-10,6	-11,3	-12,5
Congo	17,2	13,3	4,4	-50,4	-82,9	-17,9	-5,3
Gabon	12,4	13,8	5,6	-0,5	-2,5	0,5	-5,6
Guinée Équatoriale	-1,1	-2,7	-4,0	-16,8	-10,1	4,1	-2,8
Tchad	7,4	-11,4	-24,4	-16,6	-17,9	-7,1	-9,6
Service de la dette extérieure rapporté a			, .	10,0	,0	.,.	0,0
CEMAC		-	10	11.0	10.0	10.2	117
Cameroun	2,3	5,4	4,8	11,0	10,8	10,3	11,7
République Centrafricaine	2,6	2,6	3,2	3,3	6,6	5,5	9,0
Congo	7,3	6,0	5,8	6,0	6,3	3,6	5,2
Gabon	1,6 5.2	2,7	4,1	5,9 11.3	16,5	12,7	16,9
Guinée Équatoriale	5,2	11,6	6,2	11,3	12,8	12,9	8,9
Tchad	1,0 1,7	3,0	2,6	4,4 50,7	5,3 16,4	3,0	6,9
Le calcul du taux de pression fiscale p		8,3	12,5			25,5	18,0

<sup>\*</sup> Le calcul du taux de pression fiscale pour le Congo comporte un biais du fait de la prise en compte de l'entièreté des recettes fiscales

**Source**: Commission de la CEMAC, BEAC

<u>Tableau 4</u>: Résultats intérimaires de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC pour l'année 2017

CRITÈRES I	DE CONVERGENCE	RÉSULTAT	RÉSULTATS INTERIMAIRES DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DÉCEMBRE 2017							
		Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad	CEMAC	2017	
1	Solde Budgétaire de Référence en % du PIB (norme ≥ -1,5)	-2,2	-1,1	-2,6	-2,8	-0,7	-0,1	-1,3	3	
2	Taux d'inflation annuel moyen (Norme ≤ 3 %)	0,6	4,1	1,6	2,7	1,1	-0,9	1,0	5	
3	Stock de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme ≤ 70 %)	33,3	54,5	110,8	45,4	41,1	33,2	45,4	5	
4	Non accumulation d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs au cours de la gestion courante (en milliards de Francs CFA)								0	
4	Apurement du stock d'arriérés de paiement existant conformément au plan validé et publié (en milliards de Francs CFA)								U	
Nombre de critères respectés par pays	2017	2	2	1	2	3	3	3		

'<u>ource</u> : Commission de la CEMAC

4. ÉTAT DES	RELATIONS DI	E LA CEMAC A INTERNATIO	rutions Financières

La CEMAC continue d'entretenir des relations avec la Communauté financière internationale tant au niveau des institutions communautaires que des États membres.

Au niveau communautaire, dans le cadre de ses consultations régionales au titre de l'article IV avec les Institutions Régionales de la CEMAC, les services du Fonds Monétaire International (FMI) ont effectué en 2017 trois missions en zone CEMAC, la première du 20 février au 03 mars 2017, la seconde du 20 au 30 juin 2017, et la troisième du 18 au 30 octobre 2017. Ces missions ont permis de faire le point avec les Institutions Régionales de la CEMAC, d'une part sur l'état d'avancement des négociations bilatérales entre les États membres et le FMI en vue de la conclusion des programmes de redressement économique, et d'autre part sur les mesures de politiques devant être prises par lesdites institutions pour accompagner lesdits programmes, et consignées dans le Programme des Réformes Économiques et Financières de la CEMAC.

La première visite pour le compte de l'année 2018, intervenue du 21 février au 1<sup>er</sup> mars 2018 a permis de faire le point avec les Institutions Régionales de la CEMAC, d'une part de l'état de mise en œuvre des programmes pays avec le FMI, et d'autre part sur l'état de mise en œuvre des politiques communes des pays de la CEMAC. Une deuxième mission au titre des consultations pour le compte de l'année 2018 est prévue en avril et mai 2018.

Au niveau des Etats, quatre pays de la Sous-Région (Cameroun, République Centrafricaine, Gabon et Tchad) ont conclu un programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI), tandis que les discussions se poursuivent avec deux autres (Congo et Guinée Equatoriale).

Les situations individuelles par pays se déclinent comme suit :

#### 4.1 Cameroun

Les services du Fonds ont effectué une mission du 20 février au 06 mars 2017 afin de mener des négociations sur un programme économique et financier pour le Cameroun. Ces entretiens ont abouti en fin juin 2017 à un programme triennal avec le FMI au titre de la Facilité Elargie de Crédit (2017-2019) d'un montant de 483 millions de DTS, visant à rétablir la viabilité budgétaire et extérieure du pays et à jeter les bases d'une relance d'une croissance équitable et durable.

Le rapport d'évaluation du programme à fin juin 2017 a permis de relever que les critères de performance ont été respectés. Par ailleurs, l'ensemble des repères structurels à fin septembre 2017 ont pour leur part été observés, à l'exception néanmoins de ceux relatifs au contrôle des restes à payer et des arriérés de paiements accumulés au cours des exercices budgétaires antérieurs, d'une part, et à la préparation d'un plan d'apurement graduel de ces montants à inscrire dans l'exécution budgétaire de décembre 2017 à juillet 2018, d'autre part.

Sur cette base, le Conseil d'Administration du Fonds a approuvé la 1ère revue du programme avec à la clé, le décaissement d'une deuxième tranche de financement de l'ordre de 67,0 milliards de FCFA. Dans la foulée, les décaissements complémentaires des autres bailleurs au titre de la matérialisation des appuis budgétaires extérieurs pour l'année 2017 d'environ à 322,0 milliards de FCFA, ont également été effectués. En appui à ce programme, d'autres bailleurs de fonds, notamment la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement se sont déjà engagés, notamment par le biais du renforcement de leurs appuis budgétaires.

#### 4.2 Centrafrique

Du 19 mai au 02 juin 2017, une équipe du FMI a effectué une mission en RCA pour finaliser les conclusions dans le cadre de la deuxième revue de l'accord au titre de Facilité Elargie de Crédit. Suite à cette évaluation, le rapport d'évaluation de la troisième revue du programme indique que l'ensemble des critères de réalisation quantitatifs ont été atteints, à l'exception du critère relatif à la mobilisation des recettes budgétaires qui, à fin juin 2017, se sont chiffrées à 23,2 milliards de FCFA contre 25,0 milliards de FCFA attendus.

En définitive, l'achèvement de la troisième revue du programme par le Conseil d'Administration du FMI le 15 décembre 2017 a ouvert la voie au décaissement de la troisième tranche de 14,1 milliards de FCFA pour l'année en cours. En complément de ces ressources, les appuis budgétaires ont été débloqués à hauteur de 30,0 milliards de FCFA en décembre 2017.

La Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, ainsi que la France se sont également engagés pour l'année 2017 pour des appuis budgétaires.

#### 4.3 Congo

Des évolutions positives ont été enregistrées dans la formulation des politiques macroéconomiques et structurelles à moyen terme qui pourraient être soutenues par le FMI. Les principaux piliers du programme des autorités portent notamment sur l'ajustement des dépenses budgétaires, la restructuration de la dette publique et le renforcement de la gestion des finances publiques. Aussi, à l'issue de leur dernière mission sur place, en décembre 2017, les services du FMI se sont accordés avec les Autorités sur un certain nombre d'actions préalables devant être mises en œuvre dans les meilleurs délais en vue de la conclusion d'un accord formel de financement du Fonds.

#### 4.4 Gabon

Du 14 au 28 février 2017, une mission du FMI s'est rendue à Libreville pour initier des discussions en vue de la conclusion d'un programme économique et financier au titre de la Facilité Elargie de Crédit. Le rapport de mission portait sur les champs d'actions identifiés en vue de rétablir la stabilité macroéconomique et la relance d'une croissance économique inclusive et soutenable à moyen terme. Suivant cette base, le Conseil d'Administration du FMI, lors de sa réunion du 19 juin 2017, a marqué son accord pour soutenir le programme des Autorités gabonaises au cours de la période 2017-2020, au titre du mécanisme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour un montant à hauteur d'environ 383 milliards de FCFA, soit 642 millions de dollars, représentant ainsi 215% de la quote-part du Gabon au FMI. Cet engagement s'est traduit par un décaissement immédiat d'une première tranche d'environ 59,3 milliards de FCFA.

La première revue du programme est ressortie globalement satisfaisante sur la base des résultats à fin juin 2017. A cet effet, la grande majorité des critères de performance a été observée, à l'exception de celui relatif à la non-accumulation des arriérés de paiements extérieurs. Après dérogation concernant le critère qui n'a pas été observé, la revue s'est achevée en fin décembre 2017, avec le décaissement complémentaire du FMI d'environ 59,0 milliards de FCFA en fin d'année 2017.

D'autres bailleurs tels que la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale (BM) et la France, se sont engagés à contribuer au financement du programme de redressement du Gabon pour un montant total équivalent à 972,0 milliards de FCFA.

# 4.5 Guinée Équatoriale

La dernière mission des services du FMI intervenue sur place en décembre 2017 a été l'occasion de cibler les objectifs budgétaires pour l'année 2018 et de s'accorder sur les repères structurels du programme de référence en perspective jusqu'à fin juin 2018. Les discussions dans ce cadre ont notamment ouvert la voie à un certain nombre de défis devant être surmontés par les autorités nationales durant le 1er semestre 2018 en vue de l'amorce des négociations pour l'obtention d'un accord de financement du FMI avant la fin de l'année. A brève échéance, il s'agira tout d'abord de satisfaire les exigences des actions préalables devant permettre d'aboutir à la formalisation officielle de l'accord du Conseil d'Administration du FMI pour la mise en œuvre du programme de référence intérimaire. Sur cette base, le suivi dudit programme pourra s'effectuer à l'aide de revues trimestrielles prévues respectivement au courant des mois de mai et août 2018 suivant l'évaluation de la performance des critères et des repères structurels préconisés de fin mars et fin juin 2018.

En cas de performance satisfaisante, l'opportunité de la deuxième revue du programme pourra être mise à profit pour amorcer les négociations d'un programme financier.

#### 4.6 Tchad

Les conclusions des négociations sur le nouveau programme économique et financier ont été approuvées par le Conseil d'Administration du FMI le 30 juin 2017. Le nouvel accord couvre la période 2017-2019, assorti d'un financement du Fonds au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour un montant total de 188 milliards de FCFA (soit, 224,3 millions de DTS, représentant 160 % de la quote-part du Tchad au FMI), dont un premier décaissement de 29 milliards de FCFA a été immédiatement mis à la disposition des Autorités tchadiennes.

La dernière mission des services du FMI a séjourné à N'Djamena du 23 octobre au 03 novembre 2017 dans le cadre de la 1ère revue du programme en cours d'implémentation. A l'issue des travaux de la mission, il est ressorti que la plupart des critères de réalisation quantitatifs à fin juin 2017 ont été observés, à l'exception du plafond de financement intérieur net de l'Etat, hors financement net de la BEAC, et du critère relatif à la non-accumulation de nouveaux arriérés extérieurs par le Gouvernement et/ou les entreprises publiques. Par ailleurs, l'ensemble des repères structurels qui devraient être réalisés au plus tard avant fin septembre 2017 dans le cadre de l'implémentation du programme ont été observés à l'exception de la restructuration de la dette commerciale vis-à-vis de Glencore.

Dans ce cadre, le pays a engagé des discussions avec Glencore et obtenu en février 2018 un accord de restructuration de sa dette commerciale vis-à-vis de ce dernier.



Le raffermissement de l'activité économique mondiale amorcée depuis 2016 se poursuit et se généralise avec des hausses notables en Europe et en Asie. La croissance mondiale a été de 3,7 % en 2017, et atteindrait 3,9 % en 2018.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance se renforcerait progressivement pour atteindre 3,3 % en 2018, contre 2,7 % en 2017 et 1,4 % en 2016, soutenu notamment, par la reprise de l'économie mondiale et la remontée des cours des matières premières.

Dans ce contexte, l'activité économique dans la CEMAC s'affermirait en 2018 avec une croissance de 1,7% après avoir connu une récession en 2017 de même qu'en 2016. Cette reprise serait en liaison avec la bonne tenue de l'activité dans le secteur pétrolier.

Revenant à l'année 2017, la récession enregistrée par la CEMAC s'explique en grande partie par la polarisation des structures de production et d'exportation de ses économies, reposant en grande partie sur les matières premières de base. La croissance a ralentie en 2017 dans trois pays de la CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Gabon) tandis que la récession s'est poursuivie dans les trois autres pays (Congo, Guinée Équatoriale, et Tchad).

Le taux de croissance de la CEMAC s'est établi à -0,2% en 2017 en lien essentiellement avec la baisse de la production pétrolière dans tous les pays producteurs de cette matière première à l'exception du Congo.

L'évaluation en 2017 des États membres suivant le nouveau dispositif de surveillance multilatérale fait état qu'aucun pays de la Sous-Région n'a eu à respecter la totalité des quatre critères de convergence. Le critère portant sur les arriérés de paiement n'a été respecté par aucun Etat membre. Le critère afférent au Solde Budgétaire de Référence a été respecté par trois Etats membres, à savoir la Centrafrique, la Guinée Equatoriale et le Tchad.

En outre, même si en 2018, l'on entrevoie une hausse de la croissance portée principalement par la bonne tenue de l'activité dans le secteur pétrolier, les déséquilibres macroéconomiques, bien que s'étant résorbés en 2017, resteraient toujours à des niveaux élevés.

Cette situation laisse entrevoir des perspectives macroéconomiques à court et à moyen termes encore difficiles. Les mesures à mettre en place en droite ligne avec les résolutions prises au cours de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC de décembre 2016 à Yaoundé s'avèrent toujours d'une extrême urgence.

Depuis lors, bon nombre de mesures ont été prises, notamment les efforts de consolidation budgétaire entrepris par tous les pays de la Sous-Région, la conclusion par quatre pays de la CEMAC d'un programme soutenu par le FMI, le resserrement progressif de la politique monétaire, le renforcement de l'exercice de la Surveillance Multilatérale, ainsi que le maintien de la surveillance renforcée du système bancaire régional. Cet ensemble de mesures a permis d'inverser la tendance baissière des réserves de changes, et de porter légèrement celles-ci en termes de couverture en mois d'importations de 2,2 à fin décembre 2016 à 2,9 au 31 décembre 2017. Toutefois, des efforts conséquents restent à être consentis.

A cet effet, les orientations de mesures de politique économique ci-après sont préconisées :

#### Orientations générales de mesures de politique économique

Les orientations générales pour le redressement économique des pays de la zone sont axées sur les questions de stabilité macroéconomique, de réformes structurelles, d'approfondissement de l'intégration régionale et de sécurité.

En matière de stabilité macroéconomique, en vue de poursuivre l'assainissement des finances publiques, la conduite d'une politique budgétaire ciblée en matière de dépenses publiques, et la reconstitution rapide des réserves de change de la CEMAC,

#### Les Etats membres sont exhortés à :

- o Mettre en place de vigoureuses mesures pour le rapatriement des recettes d'exportation ;
- o Rationaliser les dépenses fiscales ;
- Elaborer les Cadres Budgétaires à Moyen Terme sur la base du nouveau dispositif de surveillance multilatérale en zone CEMAC;
- O Adopter un rythme prudent d'accumulation de la dette en le conformant à la dynamique exigée par le nouveau dispositif de surveillance multilatérale ;
- o Mettre en place un plan d'apurement du stock d'arriérés existant et éviter d'en accumuler de nouveaux arriérés de paiement au cours de la gestion courante ;
- o Accélérer le traitement des banques en difficulté ;
- o Maitriser l'évolution de l'effectif de la fonction publique dans le temps afin de contenir la progression de la masse salariale.

# Les Institutions régionales, quant à elles, sont exhortées à :

- Renforcer la coordination des politiques budgétaires à travers notamment la mise en place des outils pour une mise en œuvre efficace du nouveau cadre de convergence régionale et le renforcement du suivi – évaluation de la mise en œuvre des Directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques en zone CEMAC;
- o Maintenir l'orientation restrictive de la politique monétaire et poursuivre la modernisation de cadre de mise en œuvre de la politique monétaire ;
- o Renforcer la mise en œuvre de la politique de pondération des risques sur entre autres la signature souveraine sur la base de l'état de conformité aux critères de convergence;
- o Maintenir la surveillance renforcée du système bancaire régional.

# En termes de réformes structurelles visant l'amélioration du climat des affaires et la diversification de la base productive, il convient de :

- o Rendre opérationnel l'Observatoire du Climat des Affaires en zone CEMAC ;
- Accompagner l'ajustement budgétaire par de profondes réformes structurelles visant à transférer à terme le moteur de la croissance au secteur privé;
- o Améliorer les indicateurs en matière de facilité à faire les affaires (transfert de titre de propriété, création d'entreprises, etc.).

## Sur le plan de l'intégration régionale, les actions prioritaires consistent à :

- Renforcer l'édification du marché commun à travers la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires, l'aboutissement rapide du projet de nouveau Code des Douanes de la CEMAC ainsi que la révision des directives fiscales afin de les conformer davantage aux standards internationaux;
- o Appliquer les textes communautaires ;
- o Mettre en place un tableau de bord de suivi des instruments de l'intégration.

En matière de renforcement de la sécurité, poursuivre les efforts en vue de la réduction de la menace terroriste Boko Haram et la pacification de la RCA. Il serait convenable dans l'optique de booster le Commerce régional de faire aboutir les projets de création des couloirs de commerce sécurisé avec le Nigéria ainsi qu'avec la Centrafrique.

## Orientations spécifiques de mesures de politique économique

Par pays, elles se présentent comme suit :

**Au Cameroun,** afin d'atteindre les objectifs consignés dans le programme avec le FMI visant notamment à rétablir la viabilité budgétaire et extérieure, et à jeter les bases d'une relance d'une croissance durable et équitable,

Les Autorités sont exhortées à :

- O Transposer la totalité des six Directives du cadre harmonisé de gestion des Finances Publiques en zone CEMAC dans le respect de la date butoir du 31 décembre 2017 ;
- Suivre la mise en œuvre effective des textes pris conformément aux recommandations du Cameroon Business Forum;
- Assainir davantage le secteur des sociétés et entreprises publiques tout en mettant aussi un accent particulier sur le respect des engagements de l'Etat dans le cadre des contrats plans.

En République Centrafricaine, afin d'assurer la reprise d'une croissance inclusive et la gestion efficace, moderne et transparente des finances publiques, les Autorités sont invitées à:

- Poursuivre les réformes mises en place pour un retour progressif de la paix et de la sécurité dans le pays;
- Poursuivre les actions en faveur de la levée totale de la suspension au processus de Kimberley;
- o Poursuivre la transposition dans le corpus juridique interne des Directives du cadre harmonisé de gestion des Finances Publiques en Zone CEMAC.

**Au Congo**, afin de maintenir le dynamisme du secteur non pétrolier et faire face à l'impact négatif de la faiblesse des cours du pétrole, les Autorités sont invitées à :

- o Conclure à brève échéance un programme de redressement économique avec le FMI;
- Accélérer la mise en œuvre du plan d'actions adopté en 2009 pour l'amélioration du climat des affaires et la poursuite de la réalisation des infrastructures économiques de base.

**Au Gabon**, afin de maintenir le dynamisme du secteur hors pétrole porteur de croissance, et faire face aux défis imposés par la chute des prix du pétrole, les Autorités sont invitées à :

- o Rationaliser la parafiscalité ;
- Poursuivre la mise en place des infrastructures de base consignées dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) tout en assurant une meilleure sélectivité et une priorisation dans leur mise en œuvre, telles que proposé dans le Programme de Relance Economique;
- o Renforcer le mécanisme de remboursement des crédits de TVA;

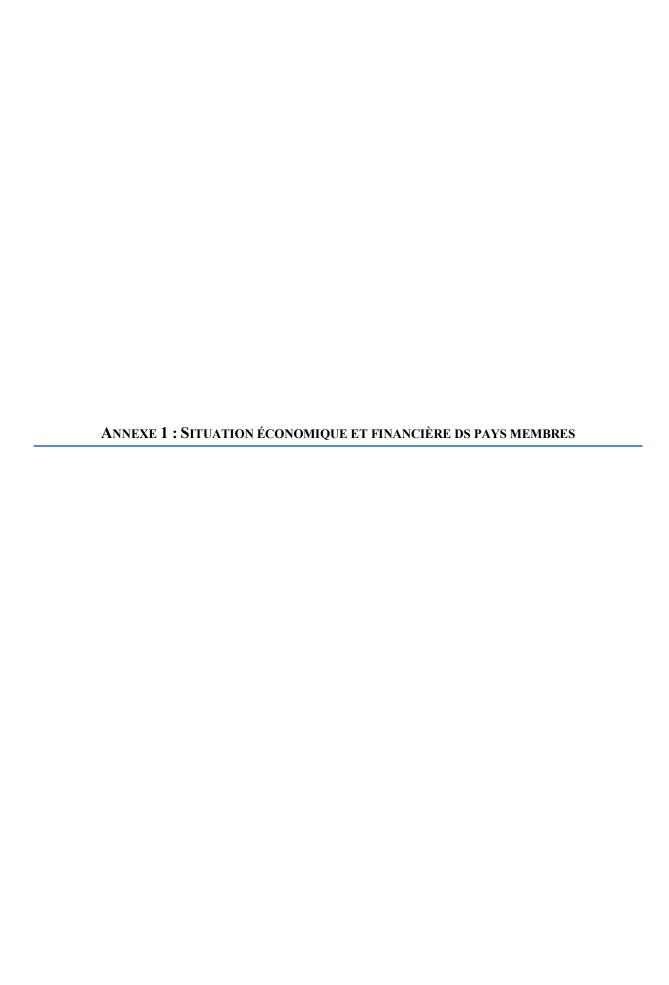
 Accélérer les actions en cours visant la migration de SYDONIA++ vers SYDONIA Word.

En Guinée Équatoriale, afin de réduire les profonds déséquilibres macroéconomiques et assurer la stabilité du cadre macroéconomique du pays à moyen terme, les Autorités sont invitées à :

- O Accélérer les négociations en cours en vue de la mise en place d'un programme de référence avec le FMI dans la perspective d'un programme financier;
- Définir une stratégie d'entretien des infrastructures mises en place dans un contexte de crise économique;
- o Poursuivre les réformes mises en place pour le développement du capital humain ;
- o Redoubler davantage les efforts pour l'implémentation du SYDONIA dans la perspective du renforcement de la mobilisation des recettes hors pétrole.

**Au Tchad**, pour faire face aux chocs occasionnés par l'effondrement des prix du pétrole et la détérioration de la sécurité au niveau régionale, les Autorités sont invitées à redoubler d'effort pour :

- O Diminuer la forte concentration des engagements de l'Etat vis-à-vis de deux banques, afin de réduire le risque systémique sur le système bancaire régional;
- O Réduire le sous financement du secteur primaire hors pétrole occupant une majeure partie de la population tchadienne à 80% rurale.



#### 1. CAMEROUN

L'économie camerounaise a évolué en 2017 dans un environnement marqué au plan national par l'afflux des réfugiés et des déplacés dû à la persistance des tensions sécuritaires à ses frontières, la poursuite de la crise sociopolitique entrainant des perturbations dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, et l'amorce de la mise en œuvre du Programme Économique et Financier 2017-2019 conclu avec le FMI au titre de la Facilité Élargie de Crédit.

Dans ce contexte, l'économie camerounaise a connu un ralentissement sa croissance réelle qui est revenue à 3,2 % contre 4,5 % en 2016, en liaison avec principalement le recul du secteur pétrolier (-17,7 %) malgré la bonne tenue de l'activité dans le secteur non pétrolier (4,7 %).

#### 1.1 Secteur réel

Les activités productives sont restées globalement dynamiques, en 2017 par rapport à 2016. Plus spécifiquement, du côté de l'offre, **en ce qui concerne le secteur prim**aire, les activités ont été globalement en berne, malgré la hausse continue de la plupart des productions de rente, à l'exception du cacao et du café. Pour sa part, la production vivrière bien que faible, reste fortement dépendante des aléas climatiques et de la capacité des pouvoirs publics à soutenir les paysans, tandis que l'agriculture d'exportation a stagné du fait de la baisse de la production de la banane. De même, les entreprises de la branche sylvicole ont pour la plupart enregistré un recul des activités. La contribution de ce secteur à la croissance a été de -0,2 point en 2017.

**S'agissant du secteur secondaire**, les activités ont été soutenues avec une contribution de 1 point, en lien notamment avec le dynamisme des hydrocarbures et des industries. En outre, l'activité des BTP a connu une ascension remarquable en liaison avec la vigueur de la demande des constructions privées et des chantiers de la Coupe d'Afrique des Nations 2019.

**Pour ce qui est du secteur tertiaire**, les branches « Commerce, hôtels et restaurants », « autres services » et « services non marchands » ont plus tiré la croissance vers le haut avec des contributions respectives de 1,2 point, 0,3 point et 0,2 point.

**Du côté de la demande**, la demande intérieure est restée le moteur de la croissance avec une contribution de 5,9 points grâce à la progression des investissements privés, notamment dans le domaine immobilier. La contribution de la demande extérieure nette a été quant à elle négative (-2,7 points), en relation principalement avec la baisse des exportations de biens et services.

#### 1.2 Prix

Sous l'angle de l'évolution du niveau général des prix à la consommation, traduisant concomitamment la dynamique observée au niveau des branches « Agriculture vivrière » et « Industrie hormis l'extraction d'hydrocarbures » , le ralentissement du rythme de la demande intérieure, les problèmes d'insécurité aux frontières provoquant un afflux de l'offre sur le marché intérieur, l'inflation s'est décélérée une fois de plus en 2017 pour se situer à 0,6% après avoir été de 0,9% en 2016 et de 2,7% en 2015.

#### 1.3 Finances publiques

Pour ce qui est des finances publiques, la gestion budgétaire a été placée sous le socle du Programme Economique et Financier 2017 – 2019 du Cameroun conclu avec le FMI en juin 2017, et visant à rétablir la viabilité budgétaire et extérieure et à jeter les bases de la relance d'une croissance inclusive et durable fortement tirée par le secteur privé.

Dans ce contexte, l'exécution budgétaire s'est soldée par un déficit budgétaire global, base engagement, hors dons, de 2,8 % du PIB contre 6,3% du PIB en 2016. Cette résorption du déficit budgétaire a été le fait d'une légère hausse des recettes budgétaires totales et d'une diminution des dépenses publiques.

Les recettes budgétaires totales (dons compris) se sont établies à 2 866,1 milliards de FCFA en 2017 contre 2 812 milliards de Francs CFA en 2016, soit une variation relative de 1,9% contre -8,6% en 2016. Cette légère hausse des recettes budgétaires est imputable aux bonnes performances enregistrées dans le recouvrement des impôts indirects et au niveau de la fiscalité de porte, en dépit de la poursuite de la baisse des recettes pétrolières (-9,7% après -23,6% en 2016).

Les dépenses totales ont baissé de 14,7 % en 2017 en revenant à 3 424,7 milliards de Francs CFA en 2017. Cette évolution a résulté du recul des dépenses courantes (-4,8 %), principalement celles relatives aux biens et services, subventions et transferts et aux intérêts sur la dette publique, les dépenses en capital ayant quant à elles chuté de 28,8 %.

En 2017, le Cameroun a réduit de 36,5 milliards de Francs CFA ses arriérés extérieurs et amorti sa dette extérieure de 110,1 milliards de Francs CFA. Pour couvrir son besoin de financement, il a mobilisé d'importantes ressources extérieures, dont des prêts pour 717,2 milliards de Francs CFA et des dons pour 32 milliards de Francs CFA, dont le déblocage a été facilité par la signature du programme avec le FMI. A cet égard, le Cameroun a bénéficié des appuis budgétaires de l'ordre de 341,8 milliards de FCFA au cours de l'année 2017.

Pour ce qui est de la dette publique, le stock s'est situé au 31 décembre 2017 à 6 584,5 milliards de Francs CFA contre 5 173,1 milliards de FCFA en 2016. En conséquence, le taux d'endettement s'est situé à 33,2% du PIB contre 27,1 % du PIB en 2016.

Le service de la dette extérieure a représenté 7,2 % des recettes budgétaires en 2017 (contre 8,7 % en 2016) et 5,5 % des exportations de biens et services (contre 6,6 % en 2016).

## 1.4 Balance des paiements

Concernant les échanges avec l'extérieur, la résorption du déficit de la balance courante s'est poursuivie en 2017. Il s'est établi à 2,8 % du PIB contre 3,5% du PIB en 2016. Cette amélioration de la balance courante a concerné tous ses sous comptes. En ce qui concerne en particulier la balance commerciale, son déficit s'est sensiblement réduit en relation avec la baisse des importations (-3,2 %) et la progression des termes de l'échange de 11,4 %.

Les entrées nettes de capitaux ayant permis de financer ledit déficit, le solde global de la balance des paiements est devenu excédentaire (434,7 milliards en 2017) après avoir été déficitaire en 2016 (-359 milliards). Cet excédent s'est traduit par une augmentation correspondante des réserves officielles.

#### 1.5 Situation monétaire

S'agissant de la situation monétaire, elle a été caractérisée par la hausse de 15,5 % des avoirs extérieurs nets à 1 970,1 milliards de Francs CFA au 31 décembre 2017, l'augmentation du crédit intérieur de 3,2 % à 3 185,2 milliards de Francs CFA en décembre 2017, due aux progressions des crédits à l'économie (2,6 %) et aux créances nettes sur l'Etat (15,3 % contre 119,3 % en 2016). Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est situé à 71% en 2017, légèrement en recul par rapport à son niveau en 2016 (73,6 %).

La décélération des créances nettes sur l'Etat tient essentiellement au fait qu'en 2017, l'Etat a privilégié le financement extérieur ayant réduit par conséquent le besoin de financement intérieur, comme en 2016, année au cours de laquelle il a sensiblement puisé dans ses dépôts.

Comme corollaire de l'évolution des agrégats sus décrits, la masse monétaire s'est accrue de 5,7% contre 5,3% en 2016, passant de 4 163,1 milliards de Francs CFA à fin décembre 2016 à 4 398,8 milliards de Francs CFA un an plus tard, en lien avec le rythme de l'activité économique et la forte décélération de la croissance du crédit intérieur (3,2% contre 38,6% en 2016).

# 1.6 Perspectives pour 2018

S'agissant des perspectives macroéconomiques pour 2018, elles se caractériseraient par un redressement de la croissance qui s'établirait à 4%, portée principalement par le dynamisme du secteur non pétrolier et une augmentation très significative de la production gazière de 600% devant contrecarrer la baisse de la production pétrolière projetée de 6,3% au niveau du repli du secteur pétrolier (-0,2 %).

L'exécution budgétaire telle qu'encadrée dans la Loi de Finances Initiale pour 2018 se solderait par une nouvelle baisse du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui se situerait à 2,4% du PIB contre 2,8% du PIB en 2017.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, le déficit du solde courant remonterait à 3% du PIB, après 2,8% du PIB en 2017. L'excédent du Solde global de la balance des paiements reviendrait à 76,6 milliards de Francs CFA contre 434,7 milliards de Francs CFA en 2017.

La situation monétaire quant à elle se caractériserait par une hausse de la masse monétaire de 7,5%, un accroissement du crédit intérieur de 7,6%, et une augmentation des avoirs extérieurs net de 4,1% du PIB. Le taux de couverture extérieure de la monnaie remonterait de 71% en 2017 à 71,7 % en 2018.

# 2. CENTRAFRIQUE

La situation macroéconomique en Centrafrique en 2017 a été caractérisée, *au plan interne*, par un relèvement marqué de la quasi-totalité des productions de divers produits, à l'exception du café : bois grumes (+32,6% à 525,5 mille m³), diamant (+59,8 milliers de carats, soit quatre fois plus que le production de 2016 (12,6 milliers de carats), Or (de 32,9 kg en 2016 à 117,5 kg en 2017) et café (un millier de tonnes, contre 4,8 milliers de tonnes en 2016, à cause de l'insécurité dans les principales zones de production).

Ainsi, l'activité économique a été marquée par une décélération de la croissance du PIB réel, en liaison principalement avec le ralentissement des activités dans les branches de l'agriculture de subsistance et du café. Le taux de croissance réelle s'est fixé à 3,9 % contre 4,5 % en 2016. De leur côté, les pressions inflationnistes ont fortement progressé, avec un taux d'inflation de 4,1 % en 2017 contre 3,8 % une année plus tôt. Pour leur part, les comptes publics et extérieurs se sont détériorés avec un déficit du solde budgétaire, base engagements hors dons, de 6,6 % du PIB contre 4,4 % du PIB en 2016 et, un déficit des transactions courantes de 11,3 % du PIB contre 10,6 % du PIB en 2016. La situation monétaire s'est traduite par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 83,2 % contre 80,2 % au 31 décembre 2016.

#### 2.1 Secteur réel

En 2017, la croissance économique réelle a ralenti à 3,9 % après avoir atteint 4,5 % une année plus tôt. **Du côté de l'offre**, le *secteur primaire* a participé à la croissance à hauteur de 2,1 points contre 5,6 points en 2016, en forte baisse par rapport à l'année précédente, en liaison particulièrement avec la mauvaise tenue des branches agricoles dont la contribution est revenue de 4,1 points à 0,6 point. Cette évolution est en partie due par la baisse de la production de café et du coton, suite à la pandémie de la trachoémycose qui menace les plantations de l'Est et de l'Ouest. Le concours positif de 0,6 point de la branche sylvicole a résulté des investissements en équipements de production et de transformation réalisés par les sociétés. Enfin, l'économie a connu une reprise des activités du secteur minier en 2017, en rapport avec les efforts de renforcement de la situation sécuritaire dans les zones de production du diamant accompagné par la réintégration progressive de la RCA dans le processus de Kimberley. Cette reprise a été également soutenue par le triplement de la production de l'or qui est passée de 32,9 kg en 2016 à 117,5 kg en 2017.

La contribution du *secteur secondaire* à la croissance en 2017 a été nulle, malgré la légère reprise dans les activités de construction qui ont profité de la timide remontée des activités des industries manufacturières et des projets financés par les partenaires au développement.

Enfin, avec 1,8 point, le soutien du *secteur tertiaire* à la croissance économique en 2017 a été capital, grâce au dynamisme des branches administrations publiques, commerce et services de télécommunications.

**Du côté de la demande**, l'activité réelle a été portée aussi bien par la demande intérieure (2 points de contribution) que par la demande extérieure nette (1,9 point). La contribution positive de la demande intérieure a été principalement favorisée par le dynamisme de la consommation finale (ayant contribué à la croissance à hauteur de 1,2 point), expliquée en partie par la consommation des forces de sécurité étrangères opérant en RCA. Dans une moindre mesure, les investissements publics ont été favorables à la croissance économique. Le soutien de la

demande extérieure à la croissance a résulté aussi bien de l'augmentation des exportations que de la baisse des importations.

#### 2.2 Prix

**Sur le front des prix**, les pressions inflationnistes en 2017 ont substantiellement augmenté, avec un taux d'inflation qui a atteint 4,1 % en moyenne annuelle, largement au-dessus de la norme communautaire, contre 3,8 % en 2016, suite à la situation sécuritaire, qui a provoqué au cours de l'année de déplacements des populations et réduit l'offre de produits agricoles.

# 2.3 Finances publiques

La **gestion des finances publiques** s'est détériorée en 2017, avec un solde budgétaire, base engagements, hors dons, déficitaire de 6,6 % du PIB contre 4,4 % du PIB en 2016. En effet, les recettes budgétaires totales ont progressé de 10,5 %, pour s'établir à 93,9 milliards en 2017, en liaison avec la progression des recettes fiscales de 13,3 % pendant que les recettes non fiscales ont baissé de 10,4 % en 2016.

Pour leur part, les dépenses totales se sont établies à 166,9 milliards en 2017, soit une hausse de 27,9 %. Cette évolution relève de l'accroissement de 69,9 % des dépenses en capital établies à 53,9 milliards contre 31,7 milliards en 2016. Les dépenses courantes sont passées de 98,8 milliards en 2016 à 113 milliards en 2017, soit une progression de 14,4 %.

En définitive, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 45,6 milliards (4,4 % du PIB) en 2016 s'est aggravé à 73 milliards (6,6 % du PIB) une année plus tard. Compte tenu de l'amortissement de la dette extérieure de 4,8 milliards et du paiement des arriérés de 18,5 milliards, le besoin de financement global de l'État s'est élevé à 96,3 milliards. Ce besoin a été financé en partie par des financements extérieurs, à hauteur de 80,5 milliards et des ressources intérieure à hauteur de 15,8 milliards.

## 2.4 Balance des paiements

Du côté des échanges extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes, dons officiels exclus, s'est aggravé, passant de 110,4 milliards (soit 10,6 % du PIB) en 2016 à 124,9 milliards (soit 11,3 % du PIB) en 2017, en rapport aux évolutions de toutes ses composantes à l'exception de la balance des revenus.

En effet, le déficit du commerce extérieur s'est légèrement résorbé, revenant de 171,3 milliards en 2016 à 170,1 milliards en 2017, suite à l'augmentation des exportations du bois, du diamant et de l'or et ce, malgré la hausse des importations de pétrole.

Le déficit de la balance des services s'est accru à 20,2 milliards contre 4,3 milliards en 2016, suite principalement à l'évolution du déficit des services de fret. L'excédent de la balance des transferts courants a également reculé à 105,8 milliards contre 122,9 milliards en 2016.

Enfin, le solde du compte de capital et d'opérations financières est resté excédentaire de 104,3 milliards contre 84,3 milliards en 2016.

En définitive, l'excédent global de la balance des paiements s'est amplifié, passant à 35 milliards en 2017 contre 2,9 milliards une année plus tôt, contribuant en conséquence à une augmentation correspondante des réserves officielles.

Pour la dette publique, le ratio du stock de la dette extérieure est revenu à 28 % du PIB en 2017 contre 30,6 % en 2016. Parallèlement, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations de biens et services s'est contracté à 7,3 % et à 3,6 % en 2017 contre 14,5 % et 6,3 % en 2016, respectivement.

#### 2.5 Situation monétaire

La situation monétaire de la RCA au 31 décembre 2017 a été caractérisée par la hausse des avoirs extérieurs nets (93,3 %), du taux de couverture extérieure de la monnaie (83,2 % au 31 décembre 2017 contre 80,2 % à fin décembre 2016) et de la masse monétaire 12,3 %). En effet, les avoirs extérieurs nets sont passés de 53,6 milliards à fin décembre 2016 à 103,7 milliards à fin décembre 2017. Les crédits à l'économie, quant à eux, ont légèrement reculé revenant à 131,7 milliards au 31 décembre 2017 contre 132,9 milliards une année plus tôt.

En contrepartie de toutes ces évolutions, la masse monétaire s'est chiffrée à 307,2 milliards contre 273,7 milliards au 31 décembre 2016.

# 2.6 Perspectives pour 2018

En 2018, la situation économique de la RCA se caractériserait par une *croissance du PIB réel* de 4,2 % en relation avec : (i) du côté de l'offre, le dynamisme des administrations publiques, de l'agriculture, des industries extractives et manufacturières, des BTP et des services ; (ii) du côté de la demande, principalement par le renforcement de la demande intérieure.

Sur le front des prix, les pressions inflationnistes en 2018 demeuraient soutenues, mais en léger recul par rapport à l'année précédente, avec un taux d'inflation de 3,4 % en 2018 contre 4,1 % en 2017, en lien avec la normalisation anticipée de la situation sécuritaire.

Au niveau des *comptes publics*, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, reviendrait à 5,8 % du PIB en 2018 contre -6,6 % du PIB en 2017.

Du côté des comptes extérieurs, le déficit du solde extérieur courant (hors dons officiels) se dégraderait à 12,5 % du PIB en 2018 contre 11,3 % du PIB un an plus tôt, en relation principalement avec le creusement du déficit de la balance commerciale.

Sur le plan monétaire, tous les agrégats seraient en hausse. En particulier la masse monétaire augmenterait de 7,3 % tandis que le taux de couverture extérieure de la monnaie se situerait à 84,1 % en 2018 après 83,2 % un an plus tôt.

#### 3. CONGO

La récession de l'économie congolaise, amorcée en 2016, s'est poursuivie en 2017. Les comptes publics et les comptes extérieurs courant se sont dégradés (en liaison avec la baisse prononcée de la production et des recettes pétrolières). La situation monétaire a subi les contres-coups de cette évolution, tandis que les tensions inflationnistes ont été maîtrisées.

#### 3.1 Secteur réel

En 2017, le taux de croissance réel est ressorti à -3,2 % contre -2,8 % en 2016, en relation principalement avec les contreperformances du le secteur hors pétrole (-6,6 % de contribution à la croissance, en dépit d'une contribution positive du secteur 3,4 %).

Les mauvais résultats du secteur non pétrolier en 2017 ont découlé de ceux des secteurs secondaire et surtout tertiaire, dont les contributions ont été respectivement de -1 % et -5,3 %. En effet, dans le secteur secondaire, les activités de la branche « bâtiment et travaux publics » ont reculé (-0,9 point), en lien avec la baisse des ressources de l'État. En revanche, la branche Electricité, gaz et eau a soutenu la croissance à hauteur de 0,2 point.

Au niveau du secteur tertiaire, la récession a touché toutes les branches, avec des contributions suivantes : transports et télécommunication (-1,1 point), commerce, restaurants et hôtels (-1,5 point), administrations publiques (-2,4 points) et autres services assurances, banques, etc.) (-0,4 point).

Quant au secteur primaire, il a tempéré la récession par sa contribution positive à hauteur de 3,7 points, consécutive principalement à la fermeté des activités dans les branches « Industries extractives-pétrole » (3,4 points), « Industries extractives-cuivre » (0,4 point) et « Agriculture, élevage, pêche et chasse » (0,1 point). L'activité dans les « Industries extractives » a retrouvé son dynamisme avec l'entrée en production du champ pétrolier Moho Nord.

**Du côté de la demande**, la récession économique s'explique principalement par le fort recul de la demande intérieure ayant obéré la croissance à hauteur de 71,6 points, dont les investissements bruts et la consommation y ont grevé à hauteur respectivement de 66,9 points et 4,7 points. Ces variations importantes sont liées au fait qu'en 2016, le Congo a importé une barge d'une valeur de plusieurs milliards de USD destinée au développement du champ pétrolier de Moho-Nord. La demande extérieure a quant à elle soutenu la croissance, avec une contribution de 68,4 points, résultant principalement de la chute des importations (contribution de 63,0 points), après le développement du nouveau champ pétrolier.

#### 3.2 Prix

Au niveau des *prix à la consommation*, les pressions inflationnistes ont été maîtrisées en 2017, le taux d'inflation en moyenne annuelle étant revenu à 1,6 % contre 4,6 % en 2016, en rapport essentiellement avec la contraction des dépenses de consommations et d'investissement.

## 3.3 Finances publiques

Au cours de l'année 2017, les **recettes budgétaires** ont accusé une baisse de 9,2 % à 1113,3 milliards et ont représenté 20,7% du PIB contre 25,7 % du PIB en 2016. Les recettes pétrolières ont baissé de 4,6 % à 376,5 milliards contre 394,7 milliards en 2016 en liaison avec les effets conjugués de la baisse du cours du baril du pétrole et de la dépréciation du taux de change. Les

recettes non pétrolières ont, quant à elles, reculé de 11,4% à 736,8 milliards contre 831,5 milliards une année plutôt.

Les **dépenses budgétaires** ont atteint 1487,9 milliards en 2017 contre 1873,9 milliards une année plus tôt, soit en baisse de 18,7 %, en liaison avec la forte contraction des dépenses en capital de 39,1%. Les dépenses budgétaires se composent de 1107,3 milliards de dépenses courantes et de 380,6 milliards de dépenses en capital. Les dépenses courantes ont enregistré une baisse de 11,4 en relation avec la diminution des dépenses des biens et services et des subventions.

Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons est revenu à 374,6 milliards (7 % du PIB) contre 647,7 milliards en 2016 (13,5 % du PIB).

Tenant compte de l'amortissement de la dette extérieure de 301,2 milliards, le besoin de financement de l'État s'est établi à 675,8 milliards. Il a été couvert par la mobilisation des financements extérieurs dont 29,6 milliards de dons, 399,9 milliards de tirages, et 14,9 milliards de prêts aux pays étrangers, et des financements intérieurs de 83,3 milliards, ainsi que par une accumulation des arriérés de paiements de 143,1 milliards.

# 3.4 Balance des paiements

Le déficit du compte des transactions courantes s'est significativement résorbé, revenant de 82,9 % du PIB en 2016 à 17,9% du PIB en 2017 en liaison avec essentiellement le redressement de la balance commerciale

Le solde de la balance commerciale est redevenu positif de 777,9 milliards en 2017 contre un déficit 1 375,4 milliards en 2016, en liaison principalement avec la reprise des exportations pétrolières qui se sont établies à 2 710,6 milliards en 2017 contre 1 757,1 milliards en 2016. Par contre, les importations ont fortement baissé de 35,6% pour revenir à 2 312,5 milliards en 2017 contre 3 592,4 milliards une année plus tôt.

Le déficit de la balance des services s'est résorbé pour revenir à 795,8 milliards en 2017 contre 1811,6 milliards en 2016. Par contre, le déficit de la balance de revenus s'est creusé à 868,1 milliards contre 688,2 milliards en 2016, en liaison avec une augmentation des intérêts dus.

Quant à l'excédent du compte de capital et des opérations financières, il a fortement baissé pour se fixer à 733,1 milliards en 2017 contre 2834 milliards un an plus tôt.

En définitive, le déficit global de la balance des paiements a reculé à 128,6 milliards en 2017 contre 934,3 milliards en 2016. Ce déficit a été couvert par une diminution des réserves officielles et par une accumulation d'arriérés de paiements extérieurs.

Traduisant l'évolution des comptes extérieurs et des finances publiques, le ratio du stock de la dette publique s'est légèrement amélioré, revenant à 110,8 % du PIB en 2017 contre 120,3 % du PIB une année plus tôt. Les ratios du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations de biens et services se sont quant à eux dégradés, se situant à 36,4 % et 12,6 % en 2017 respectivement contre 33 % et 16,5 % en 2016.

# 3.5 Situation monétaire

A fin décembre 2017, la situation monétaire du Congo a été caractérisée par une chute des avoirs extérieurs nets, une baisse du crédit à l'économie, une diminution de la masse monétaire et un recul du taux de couverture extérieure de la monnaie.

En effet, les avoirs extérieurs nets ont chuté de 54 % revenant à 212,1 milliards à fin décembre 2017. Cette évolution est liée notamment à la baisse des recettes d'exportation de pétrole brut. En conséquence, le taux de couverture extérieur de la monnaie a reculé à 27,6 % au 31 décembre 2017, contre 43,9 % en 2016.

S'agissant des créances nettes sur l'Etat, elles ont enregistré une progression de 17,8 % pour se situer à 455,5 milliards en 2017. Quant aux crédits à l'économie, ils ont baissé de 2,2 % pour revenir à 1 211,5 milliards au 31 décembre 2017. Reflétant toutes ces évolutions contrastées, la masse monétaire s'est réduite de 10,4 % pour s'établir à 1 766,1 milliards au 31 décembre 2017.

## 3.6 Perspectives pour 2018

Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2018 s'annoncent favorables. En effet, le Congo sortirait de la récession avec un taux de croissance de 3,2 % en liaison principalement avec la bonne tenue de l'activité dans le secteur pétrolier.

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), les tensions inflationnistes se replieraient légèrement au cours de l'année 2018 avec une projection de 1,3%, largement en dessous du seuil communautaire.

Au niveau des finances publiques, l'exécution du budget 2018 se solderait par une augmentation des recettes budgétaires de 29,8 % alors que les dépenses reculeraient de 7%, permettant ainsi de passer d'un déficit budgétaire, base engagements et hors dons, de 7 % du PIB en 2017 à un excédent de 1,0% du PIB en 2018.

Sur le plan des échanges extérieurs, les évolutions attendues du contexte économique international et de la situation économique nationale se traduiraient par une résorption du déficit extérieur courant, hors dons, revenant de 17,9 % du PIB en 2017 à 5,3 % du PIB en 2018.

Compte tenu des évolutions macroéconomiques ci-dessus, la situation monétaire se caractériserait en 2018 une hausse des avoirs extérieurs nets de 22,4 % et du taux de couverture extérieure de la monnaie qui se situerait à 40 % en 2018. En revanche, tous les autres agrégats se réduiraient, notamment les crédits à l'économie (-0,3 %), les créances nettes sur l'Etat (-12,4 %) et la masse monétaire (-1,8 %).

#### 4. GABON

En 2017, l'économie gabonaise a été caractérisée *au plan interne*, par un recul de la production pétrolière de 8,6 % pour revenir à 10,5 millions de tonnes, et de celle du caoutchouc de 4,7 % revenu à 14,2 milliers de tonnes, contre une forte de hausse de 47,5 % de celle du manganèse ayant atteint 5,0 millions de tonnes.

En conséquence, le Gabon a enregistré un ralentissement de la croissance, une légère remontée des tensions inflationnistes, une résorption des déficits budgétaire et extérieur courant, et une dégradation de la situation monétaire.

#### 4.1 Secteur réel

En 2017, la croissance économique a continué de ralentir pour revenir à 0,3 % contre 2,4% en 2016 et 2,9 % en 2015 en raison d'une aggravation de la récession dans le secteur pétrolier (-8,6 % contre -3,6 % en 2016), et du ralentissement de la dynamique de l'activité économique dans le secteur non pétrolier (2,9 % après avoir été de 4,3% en 2016).

**Du côté de l'offre,** la croissance économique a été soutenue par les activités des secteurs secondaire et tertiaire avec des contributions respectives à la croissance de 0,5 point et 0,6 point alors que le secteur primaire l'a obéré avec une contribution une fois de plus négative de -1,2 point.

Pour ce qui est du secteur primaire, la tendance baissière de la production pétrolière a été contrebalancée par l'embellie de la filière manganèse (47,1 %) qui a profité de la bonne tenue de l'industrie sidérurgique internationale et de la mise à niveau des infrastructures ferroviaires et portuaires.

S'agissant du secteur secondaire, les performances ont été mitigées dans les branches meunière et avicole, sucrière, boissons gazeuses et alcoolisées.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, toutes les activités de services ont pâti de la morosité économique.

**Du côté de la demande,** la croissance a été soutenue par la demande intérieure avec une contribution de 1,1 point, en lien principalement avec le dynamisme des investissements dans le secteur hors pétrole, ayant permis de compenser la contribution négative de la demande extérieure nette (-0,8 point).

## 4.2 Prix

Sur le front des prix, les pressions inflationnistes observées depuis le début d'année 2017 ont persisté. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est situé à 2,7 % en 2017 contre 2,1 % en 2016.

# 4.3 Finances publiques

En 2017, la gestion des finances publiques a été marquée par une atténuation du déficit budgétaire, base ordonnancements, hors dons, qui est revenu à 2,7 % du PIB contre 5,2 % du PIB une année plus tôt.

Les **recettes budgétaires totales** ont progressé de 1,2 % pour se situer à 1 575,5 milliards en 2017 contre 1 557,3 milliards en 2016. Cette évolution est en liaison essentiellement avec la forte augmentation de 30 % des recettes pétrolières qui ont atteint 550,1 milliards contre 423,2

milliards de Francs CFA en 2016. Cette hausse des recettes pétrolières en 2017 fait suite essentiellement à un relatif relèvement des cours du baril de pétrole de 40,5 \$/baril en 2016 à 52,5 \$/baril en 2017 en dépit de la baisse de la production pétrolière étant revenu de 11,5 millions de tonnes en 2016 à 10,5 millions de tonnes en 2017.

Les recettes non pétrolières, quant à elles, ont fléchi de 9,6 % pour revenir à 1 025,4 milliards en 2017. La contreperformance des recettes non pétrolières s'explique en partie par la mise en œuvre tardive des mesures convenues dans la Loi des finances 2017 et des perturbations liées aux grèves dans les administrations douanières.

Pour leur part, les **dépenses publiques** en 2017 ont baissé de 8,3 % pour s'établir à 1 808,9 milliards, composés de 1 381,8 milliards de dépenses courantes (contre 1 517 milliards en 2016) et 427,2 milliards de dépenses d'investissement (contre 456,5 milliards en 2016).

En définitive, la gestion des finances publiques est ressortie déficitaire de 233,5 milliards (-2,7 % du PIB) en 2017, contre 416,2 milliards (5,2 % du PIB) une année plus tôt. Compte tenu de l'amortissement de la dette extérieure pour 294,6 milliards, la diminution des arriérés de 392,9 milliards et le désengagement du système bancaire de 112 milliards, le besoin de financement de l'État s'est fixé à 1 033 milliards. Il a été couvert par la mobilisation de ressources extérieures en l'occurrence les tirages sur les prêts projets de 779,5 milliards, le rééchelonnement extérieur de 120 milliards et les ressources du système bancaire de 133,4 milliards.

# 4.4 Balance des paiements

*Du côté des échanges extérieurs*, le solde des transactions courantes, transferts publics exclus, déficitaire de 200,1 milliards (-2,5 % du PIB) est redevenu excédentaire de 41 milliards (0,5 % du PIB) en 2017, en liaison principalement avec une bonne évolution de la balance commerciale ayant compensé les détériorations des balances des services, de revenus et de transferts courants.

L'excédent de la balance commerciale s'est nettement amélioré en 2017 (25,2 %) pour s'établir à 1 608,1 milliards. Cette variation est liée à l'augmentation des exportations en valeurs (16,9 %), malgré la légère hausse de la facture des commandes de biens importés (+9,4 %). Cette évolution est en lien avec la hausse de la valeur des exportations de pétrole, du manganèse et du bois.

S'agissant des importations, elles ont légèrement augmenté en 2017, pour s'établir à 1525,5 milliards contre 1395 milliards en 2016. Au cours de cette période, les achats de biens du secteur pétrolier ont été orientés à la hausse de 14,9 % pour s'établir à 540,7 milliards, pendant que les importations de biens du secteur hors pétrole ont progressé de 6,5 % pour se situer à 984,7 milliards, en lien avec l'augmentation des achats de matériels destinés à la poursuite de l'amélioration des infrastructures du Port minéralier d'Owendo ainsi qu'à l'installation des nouvelles unités de production à Nkok.

Pour ce qui est des entrées nettes de capitaux, le compte de capital et d'opérations financières est revenu déficitaire de 378,7 milliards en 2016 à 13,6 milliards en 2017. Dans la même veine, le déficit de la balance des paiements de 794,4 milliards en 2016 s'est sensiblement réduit revenant à 27,7 milliards en 2017. Ce déficit a été couvert par les réserves officielles (64 milliards) et des financements exceptionnels nets de (-40,1 milliards).

S'agissant de la **dette publique**, les évolutions des comptes extérieurs et des finances publiques ont conduit à une baisse du ratio du stock de la dette extérieure par rapport au PIB, revenu à 40,7 % contre 42,6 % en 2016. Les ratios du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires et du service de la dette extérieure par rapport aux exportations se sont dégradés à 27,8 % et 12,9% en 2017 contre respectivement 24,2 % et 12,8 % en 2016.

#### 4.5 Situation monétaire

En 2017, la situation monétaire du Gabon s'est dégradée en lien principalement avec la baisse des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 19,6 % pour se situer à 549,9 milliards à fin décembre 2017. Par conséquent, le taux de couverture extérieur de la monnaie s'est situé à 58,8 % en 2017 contre 55,7 % en 2016.

Les créances nettes sur l'État sont situées à 592,3 milliards au 31 décembre 2017 contre 607,6 milliards un an plus tôt. Les crédits à l'économie ont également reculé de 4,4 % pour revenir à 1 120,6 milliards en 2017.

Comme conséquence de l'évolution de toutes ces contreparties, la masse monétaire s'est située à 2 004,8 milliards à fin décembre 2017 contre 2 084,5 milliards à fin décembre 2016, en baisse de 3,8 %.

## 4.6 Perspectives pour 2018

Les perspectives économiques pour 2018 sont globalement favorables. L'activité économique devrait s'améliorer avec une croissance du PIB réel de 3,2 %, en relation principalement avec le dynamisme de la production pétrolière et minière ainsi que de l'agriculture, surtout dans le cadre du Programme GRAINE et Gabon Mining.

La gestion des finances publiques se solderait par un déficit budgétaire, base ordonnancement, hors dons, qui reviendrait à 0,5 % du PIB, après 2,7 % du PIB en 2017. S'agissant des échanges extérieurs, la balance des transactions courantes se dégraderait, avec un déficit hors dons de 5,6 % du PIB, en lien avec la hausse des importations dans le cadre des investissements pétroliers et des projets d'infrastructure en cours.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait à fin 2018, avec une hausse des avoirs extérieurs nets de 2,8 %, une augmentation des crédits à l'économie de 3,7 %, un accroissement du taux de couverture extérieure de la monnaie qui atteindrait 64,7 % et une hausse de la masse monétaire de 8,8 %.

# 5. GUINÉE ÉQUATORIALE

La situation macroéconomique en Guinée Équatoriale en 2017 a été caractérisée par une diminution de la production de pétrole brut -14,8 % étant revenue à 8,7 millions de tonnes, une hausse de la production de gaz de 8 % s'étant établie à 6 507,5 milliers de tonnes, et une augmentation des dépenses publiques en capital dans un contexte de diversification des bases productives et de mise en place de réformes structurelles.

Sur cette base, la récession de l'économie équato-guinéenne s'est poursuivie, dans un contexte de maîtrise des pressions inflationnistes et d'ajustement structurel.

#### 5.1 Secteur réel

En 2017, la Guinée Équatoriale a enregistré un nouveau recul de l'activité économique, avec un taux de croissance réelle de - 2,6 % contre -8,6% en 2016, lié à la contreperformance du secteur pétrolier (- 6,6 %).

**Du côté de l'offre**, les contributions positives de 1,8 point et 0,5 point des secteurs secondaire et tertiaire ont atténué la chute des activités primaires dont l'apport à la croissance a été négatif de 4,9 points. La décroissance de l'activité dans le secteur primaire est essentiellement imputable à la contraction des activités extractives (contribution à la croissance de -4,9 points en 2017), consécutive à la forte diminution de la production pétrolière (8,7 millions de tonnes en 2017 contre 10,2 millions de tonnes en 2016), en liaison avec la baisse des rendements des puits en cours d'exploitation. A cette baisse de la production pétrolière, s'est ajoutée la chute des prix des hydrocarbures.

La contribution positive du *secteur secondaire* a été fortement soutenue par le dynamisme de la branche *méthanol et autres gaz* dont l'apport a été significatif de 1,5 point à la croissance en 2017. L'activité dans le secteur secondaire a également bénéficié du léger redressement de la branche des BTP grâce aux multiples projets de construction de nouveaux districts urbains sur le territoire national, entamé depuis 2016.

Le *secteur tertiaire* a profité des contributions de la plupart des branches telles que le commerce, la restauration et l'hôtellerie, les services financiers et les administrations publiques.

**Du côté de la demande**, la demande extérieure nette a soutenu la croissance à hauteur de 3 points, bien qu'elle ait été obérée par la chute de la demande intérieure (avec une contribution de -5,6 points), dont toutes les composantes se sont repliées.

#### 5.2 Prix

Sur le front des prix, l'inflation est restée modérée au cours de l'année 2017. En effet, le taux d'inflation est revenu à une moyenne annuelle de 1,1 %, contre 1,4 % en 2016. Cette évolution s'explique principalement par une baisse des prix des produits alimentaires, des boissons non alcoolisées et des produits vestimentaires.

## 5.3 Finances publiques

La gestion des finances publiques a été caractérisée par un déficit budgétaire, base engagements, hors dons, de 154,4 milliards (-2,3 % du PIB) contre 268,7 milliards en 2016.

En effet, les recettes totales ont progressé de 9,7 % pour se hisser à 1 238,3 milliards en 2017, composées de 986,1 milliards de recettes pétrolières et 252,3 milliards de recettes non

pétrolières. Cette augmentation des recettes est imputable à la hausse des recettes pétrolières de 14,6 %, grâce à un redressement progressif du prix du pétrole sur le marché international, alors que les recettes non pétrolières ont reculé de 6,1 %, en rapport avec l'évolution de la conjoncture économique nationale.

Pour leur part, les dépenses budgétaires totales sont revenues de 1 397,8 milliards en 2016 à 1392,8 milliards en 2017, en légère diminution de 0,4 %. Cette baisse est liée en partie à la diminution des dépenses courantes qui sont revenues à 637,4 milliards en 2017, alors qu'elles étaient de 713,8 milliards une année plus tôt, en relation avec la contraction des dépenses de biens et services et des transferts et subventions. Les dépenses en capital, quant à elles, ont augmenté de 10,4 % pour s'établir à 755,3 milliards en 2017, à la suite de la construction de 56 districts urbains sur le territoire national.

En tenant compte de l'amortissement de la dette extérieure de 76,2 milliards et du désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire à hauteur de 170,5 milliards, le besoin de financement de l'Etat a été entièrement couvert par des ressources extérieures à hauteur de 85,6 milliards et des tirages sur le système non bancaire de 239,3 milliards.

## 5.4 Balance des paiements

S'agissant des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, transferts publics exclus s'est fortement amélioré, passant d'un déficit de 611,2 milliards (-10,1 % du PIB) en 2016 à un excédent de 261,5 milliards (4,0 % du PIB) en 2017, en liaison avec une hausse substantielle de l'excédent du commerce extérieur conjuguée à un recul du déficit de la balance des services.

En effet, l'excédent de la balance du commerce extérieur a fortement augmenté à 1 878,5 milliards en 2017 contre 1 228,9 milliards une année plus tôt, grâce principalement aux ventes du pétrole brut et du méthanol et autres gaz et, du bois. Quant aux importations, elles ont diminué revenant à 904,5 milliards en 2017 contre 1 234,8 milliards en 2016.

En définitive, l'année 2017 a enregistré un recul du déficit global de la balance des paiements qui s'est établi à 175,8 milliards contre 711,7 milliards une année plus tôt, déficit entièrement couvert par une diminution des réserves de change.

S'agissant de la **dette publique**, les évolutions des comptes extérieurs et des finances publiques ont conduit à une augmentation du ratio du stock de la dette extérieure par rapport au PIB qui s'est établi à 41,1 % contre 36,8 % en 2016. Les ratios du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires et aux exportations se sont améliorés pour se situer à 7,1 % et 3 % en 2017 contre respectivement 12,3 % et 5,3 % en 2016.

#### 5.5 Situation monétaire

Au 31 décembre 2017, la situation monétaire de la Guinée Equatoriale a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets, un accroissement des créances nettes sur l'Etat, des crédits à l'économie et de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 54,1 % pour revenir à 74,6 milliards au 31 décembre 2017 contre 162,7 milliards au 31 décembre 2016, en liaison avec l'évolution des recettes d'exportations des hydrocarbures. Ainsi, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est établi à 7,1 % à fin décembre 2017 contre 8,4 % à fin décembre 2016.

Les créances nettes sur l'Etat sont passées de 224,3 milliards en décembre 2016 à 338,4 milliards en décembre 2017, du fait de la baisse des dépôts de l'Etat auprès de la Banque Centrale (-35,9 %) et des banques commerciales (-18,5 %). Quant aux crédits à l'économie, ils ont légèrement progressé de 1,4 % pour se fixer à 1 166,4 milliards à fin décembre 2017.

Comme conséquence de l'évolution de toutes ces contreparties, la masse monétaire a progressé de 1 % à 1 193,4 milliards à fin décembre 2017.

## 5.6 Perspectives pour 2018

La récession de l'économie équato-guinéenne devrait s'amplifier en 2018, avec un taux de croissance du PIB réel de -8,7 %, contre -2,6 % une année plus tôt. Cette évolution économique résulterait d'une nouvelle chute du secteur pétrolier (-16,8 %). En effet, les productions de pétrole et de gaz baisseraient en 2018, respectivement de 19,6 % (pour revenir à 7,0 millions de tonnes) et de 12,5 % (pour s'établir à 5 665,3 milliers de tonnes).

Par ailleurs, on enregistrerait en 2018 : (i) une légère résurgence des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation à 1,6 % ; ii) une aggravation du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui se situerait à 6,5 % du PIB, contre 2,3 % du PIB en 2017, imputable à l'accroissement des dépenses budgétaires (14,2 %) et iii) une dégradation du solde extérieur courant qui reviendrait d'un excédent de 4,0 % du PIB en 2017 à un déficit de 2,8 % du PIB.

Sur le plan monétaire, un redressement de la situation pourrait être observé, avec une hausse des principaux agrégats : masse monétaire (0,7 %), crédit à l'économie (1,0 %) et avoirs extérieurs nets (14,9 %). Par ailleurs, le taux de couverture extérieure de la monnaie ressortirait à 7,8 %, contre 7,1 % à fin 2017.

#### 6. TCHAD

L'année 2017 au Tchad, s'est caractérisée par la poursuite de la détérioration de la situation économique, entamée en 2016, en raison de la chute des cours du pétrole, couplée à la baisse de la production pétrolière.

Cette évolution est intervenue bien que le Tchad ait conclu en juillet 2017 un nouveau programme économique et financier avec le FMI au titre de la Facilité Élargie de Crédit, et couvrant la période 2017 – 2019.

#### 6.1 Secteur réel

La récession que l'économie tchadienne a enregistrée en 2016 s'est poursuivie en 2017. Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB réel est revenu à -5,2 % en 2017 après -3,3 % en 2016, sous l'effet de la contreperformance aussi bien du secteur pétrolier (-10,9 %) que du secteur non pétrolier (-4,0 %).

Du **côté de l'offre**, tous les secteurs économiques ont pâti de la conjoncture économique difficile en 2017. *Le secteur primaire* a subi les effets du recul de la production agricole de la campagne 2017-2018, couplé à la baisse de la production pétrolière (-10,9 %) et cotonnière (-67,6 % pour le coton graine et -4,8 % pour le coton fibre), suite aux difficultés de financement de la filière, en dépit de la bonne tenue de la branche élevage. Malgré sa contribution négative à la croissance, *le secteur secondaire*, a enregistré une amélioration de la production d'électricité, une contraction de la production d'eau ainsi qu'un ralentissement des activités des industries manufacturières et des BTP. Dans *le secteur tertiaire*, les activités des télécommunications se sont bien tenues (le nombre d'abonnés des sociétés de téléphonie mobile ayant cru de 18,9%).

Du **côté de la demande**, la croissance a été principalement obérée par la demande intérieure avec une contribution de -13,6 points, répartie entre la consommation globale (-10,1 points) et les investissements bruts (-3,5 points). La demande extérieure nette, quant à elle, a très positivement contribué à la croissance en 2017 avec une contribution de 8,4 points, impulsée principalement par la baisse des importations.

## 6.2 Prix

**Sur le plan de l'évolution du niveau général des prix à la consommation**, la déflation enregistrée en 2016 s'est poursuivie avec un taux d'inflation de -0,9 % après avoir été de -1,6 % en 2016. Les problèmes d'insécurité aux frontières qui ont impacté le commerce avec le Nigéria ont provoqué un afflux de l'offre sur le marché intérieur. Ce fait combiné avec la faiblesse de la demande intérieure a permis de contenir le niveau général des prix à la consommation.

## 6.3 Finances publiques

L'exécution des finances publiques s'est inscrite dans le cadre du nouveau programme économique et financier conclu avec le FMI en juillet 2017 au titre de la Facilité Élargie de Crédit. Dans ce contexte, la mobilisation des recettes hors pétrole a été améliorée (9,3%) en lien avec les réformes fiscales mises en œuvre. Le relèvement du cours du baril de pétrole a permis une amélioration des recettes pétrolières de 27,2% en dépit de la baisse de la production pétrolière. Ainsi, les recettes budgétaires totales hors dons se sont situées à 660,1 milliards de Francs CFA contre 576 milliards de Francs CFA en 2016, soit une variation relative de 14,6%.

Les dépenses budgétaires se sont accrues de 0,2 % pour se situer à 874,4 milliards en 2017. Les dépenses courantes ont enregistré une légère baisse de 3,7 % pour revenir à 667,3 milliards de Francs CFA. Les dépenses en capital, quant à elles, se sont situées en augmentation de 15,1 % pour s'établir à 207,1 milliards de Francs CFA.

La gestion budgétaire totale s'est soldée par un déficit budgétaire base engagements, hors dons, de 3,1% du PIB en 2017 (-214,2 milliards) contre 4,2% du PIB en 2016 (- 296,9 milliards). Le Tchad ayant accumulé des arriérés de paiements en 2017, principalement vis-à-vis de ses créanciers extérieurs (54,1 milliards de Francs CFA), le déficit budgétaire, base caisse, est ressorti à 190,1 milliards en 2017.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure de 118,1 milliards de Francs CFA, le besoin de financement de l'Etat a été globalement couvert par la mobilisation de financements extérieurs de l'ordre de 121,9 milliards de Francs CFA, dont 110,1 milliards de Francs CFA de tirages et 129,9 milliards de Francs CFA de dons, et 68,2 milliards de Francs CFA de ressources intérieures, mobilisées pour l'essentiel à travers des émissions de titres publics.

## 6.4 Balance des paiements

**Pour ce qui est des échanges avec l'extérieur**, le déficit de la balance courante, dons exclus, s'est nettement résorbé, revenu à 6,8 % du PIB contre 17,9 % du PIB en 2016, suite à un rebond des exportations nettes, portées par un relèvement du cours du baril de pétrole, et une forte diminution de la valeur des importations. Le faible niveau des investissements bruts a entrainé une forte diminution des importations du secteur non pétrolier (30%), qui s'est traduite par une baisse de la valeur des importations totales de 26,4%. En conséquence, la balance commerciale, déficitaire depuis 2014, est redevenue excédentaire en 2017, avec un excédent de 3,0% du PIB contre un déficit de 3,1% du PIB en 2016.

La balance des services s'est nettement améliorée, revenant d'un déficit de 13,6% du PIB en 2016 à 9% du PIB en 2017.

Compte tenu de l'insuffisance des entrées nettes de capitaux, le solde global de la balance des paiements est resté déficitaire, tout en se réduisant d'environ moitié, revenant à -158,1 milliards de FCFA. Il a été financé par la diminution des réserves officielles à hauteur de 97,7 milliards de Francs CFA et par une accumulation d'arriérés sur le service de la dette extérieure de 54,1 milliards de Francs CFA.

# 6.5 Situation monétaire

S'agissant de la situation monétaire, la récession combinée avec la déflation s'est traduite par une baisse de la masse monétaire de 3%. En conséquence, le crédit intérieur ayant diminué suivant un rythme inférieur à celui de la masse monétaire (2,6%), a entraîné une hausse des avoirs extérieurs nets de 1,4 %.

Les crédits à l'économie ont diminué de 2,3% en lien avec les difficultés de financement de la campagne cotonnière. Le taux de couverture extérieure de la monnaie est revenu à 5,2 % à fin décembre 2017 contre 5,3 % un an plus tôt.

**Pour ce qui est des perspectives macroéconomiques pour 2018**, l'économie tchadienne devrait se caractériser par : i) une reprise de la croissance qui s'établirait 1,4 % impulsé par la reprise des activités dans le secteur pétrolier (3,6%) et des investissements publics (32,5 %); ii) une remontée des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation à 1,7 % ; iii) une aggravation du déficit public, base engagements, hors dons, qui reviendrait à 4,0 % du PIB en 2018, contre 3,1 % du PIB en 2017 et iv) une détérioration du déficit du solde courant de 10,5 % du PIB après 6,8 % en 2017.

Au plan monétaire, il est prévu une hausse des avoirs extérieurs nets de 3,9 %, une augmentation de la masse monétaire de 1,7 %, une stabilisation du taux de couverture extérieure de la monnaie autour de 5,6 % en 2018 et une baisse des crédits à l'économie de 0,5 %.

ANNEXE 2: STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

Tableau 5: Vue d'ensemble de l'économie mondiale: PIB et Prix à la consommation (variation annuelle)

		PIB				PR	IX	
	2014	2015	2016	2017 estim.	2014	2015	2016	2017 estim.
Monde	3,6	3,4	3,2	3,6	3,2	2,8	2,8	3,1
Pays avancés	2,1	2,2	1,7	2,2	1,4	0,3	0,8	1,7
Etats-Unis	2,6	2,9	1,5	2,2	1,6	0,1	1,3	2,1
Zone Euro	1,3	2,0	1,8	2,1	0,4	0,0	0,2	1,5
Japon	0,3	1,1	1,0	1,5	2,8	0,8	-0,1	0,4
Autres pays avancés	2,9	2,1	2,2	2,6	1,4	0,6	1,0	1,5
Afr. Sub-saharienne	5,1	3,4	1,4	2,6	6,3	7,0	11,3	11,0
Afrique du Sud	1,7	1,3	0,3	0,7	6,1	4,6	6,3	5,4
Nigeria	6,3	2,7	-1,6	0,8	8,0	9,0	15,7	16,3
Asie en développement	6,8	6,8	6,4	6,5	3,4	2,7	2,8	2,6
Chine	7,3	6,9	6,7	6,8	2,0	1,4	2,0	1,8
Inde	7,5	8,0	7,1	6,7	5,8	4,9	4,5	3,8
Amérique latine et Caraïbes	1,2	0,1	-0,9	1,2	4,9	5,5	5,6	4,2
Brésil	0,5	-3,8	-3,6	0,7	6,3	9,0	8,7	3,7
Chili	1,9	2,3	1,6	1,4	4,4	4,3	3,8	2,3
Mexique	2,3	2,7	2,3	2,1	4,0	2,7	2,8	5,9
Europe émergente	3,9	4,7	3,1	4,5	4,1	3,2	3,3	6,0
Turquie	5,2	6,1	3,2	5,1	8,9	7,7	7,8	10,9
Communauté des États Indépendants	1,1	-2,2	0,4	2,1	8,1	15,5	8,3	5,8
Russie	0,7	-2,8	-0,2	1,8	7,8	15,5	7,0	4,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,6	2,6	5,1	2,2	6,6	5,9	5,4	7,1
Arabie Saoudite	3,7	4,1	1,7	0,1	2,7	2,2	3,5	-0,2

Source: FMI (World Economic Outlook, Maj janvier 2018)

<u>Tableau 6</u>: Évolution des prix des matières premières

Produits	Prix en doll	ars ou en c	ents		Variations annuelle	es (en %)		
	2014	2015	2016	2017 estim.	2014	2015	2016	2017 estim.
Café Robusta (c/lb)	105,6	94,2	94,3	104,1	5,0	-10,8	0,1	10,4
Cacao (\$/tonne)	3062,8	3135,2	2892,0	2019,4	25,6	2,4	-7,8	-30,2
Coton (c/lb)	83,1	70,4	74,2	83,4	-8,1	-15,3	5,4	12,4
Huile de palme (\$/t)	739,4	565,1	639,8	647,9	-3,2	-23,6	13,2	1,3
Banane (\$/tonne)	16,5	17,0	17,7	17,0	0,6	2,9	4,6	-4,2
Bois en grume (\$/m3)	282,0	246,0	274,4	265,4	-7,7	-12,8	11,5	-3,3
Bois débité (\$/m3)	897,9	833,3	738,9	701,3	5,3	-7,2	-11,3	-5,1
Caoutchouc (\$/t)	88,8	70,7	74,5	90,7	-30,0	-20,3	5,3	21,8
Pétrole (\$/baril)	96,2	50,8	42,8	52,7	-7,5	-47,2	-15,7	23,1
Gaz naturel (\$/MMBTU)	159,9	106,8	70,0	81,3	-3,0	-33,2	-34,5	16,1

Source : FMI (World Economic Outlook, Maj janvier 2018)

Tableau 7: CEMAC, Produit Intérieur Brut (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
						estim	Prev
Secteur primaire	2,8	-2,5	4,4	2,3	-3,2	-2,1	2,5
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	8,0	5,3	5,4	-0,4	1,4	-0,9	2,7
Sylviculture	6,7	0,6	13,1	2,9	5,9	8,7	3,1
Industries extractives	-0,9	-8,3	3,2	4,6	-7,4	-3,9	2,3
Secteur secondaire	8,6	2,8	2,5	-4,3	-5,0	2,7	1,9
Industries manufacturières	5,3	5,7	3,9	9,2	3,8	4,4	3,7
Bâtiments et Travaux Publics	18,0	1,5	-0,2	-11,7	-24,6	-2,3	2,3
Autres	1,3	0,7	4,3	-13,9	6,4	4,7	-1,6
Secteur tertiaire	6,6	8,4	4,2	2,6	2,9	0,9	1,3
Services marchands	6,1	8,4	4,2	2,6	3,0	0,8	2,7
Services non marchands	8,2	8,2	3,9	2,8	2,7	1,0	-3,0
PIB au coût des facteurs	5,3	2,7	4,0	1,3	-0,9	-0,1	1,9
Taxes nettes sur les produits	-9,3	11,2	-28,4	-31,4	-69,5	28,2	39,2
PIB aux prix constants du marché de 2005	5,7	2,5	4,8	1,9	-0,1	-0,2	1,7
PIB du secteur pétrolier	-1,4	-7,7	4,3	-2,1	-6,3	-2,1	0,5
PIB du secteur non pétrolier	7,7	5,2	4,9	2,8	1,3	0,2	2,0

<u>Source</u>: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 8: CEMAC, Produit Intérieur Brut (Contribution à la croissance, en %)

_	CENIAC, I I dunit interieur D							
Agrégats		2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
							Estim	Prev
Secteur prin	maire	1,2	-1,1	1,8	1,0	-1,3	-0,9	1,0
Agricult	ture, Élevage, Chasse et Pêche	1,4	1,0	1,0	-0,1	0,3	-0,2	0,5
Sylvicul	ture	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Industri	es extractives	-0,2	-2,1	0,7	1,0	-1,7	-0,8	0,5
Secteur sec	ondaire	1,5	0,5	0,5	-0,8	-0,9	0,4	0,3
Industri	es manufacturières	0,4	0,4	0,3	0,6	0,3	0,3	0,3
Bâtimen	ts et Travaux Publics	1,1	0,1	0,0	-0,8	-1,4	-0,1	0,1
Autres		0,1	0,0	0,2	-0,6	0,2	0,2	-0,1
Secteur tert	tiaire	2,6	3,4	1,8	1,1	1,2	0,4	0,6
Service	s marchands	1,9	2,6	1,4	0,8	1,0	0,3	0,9
Service	s non marchands	0,8	0,8	0,4	0,3	0,3	0,1	-0,3
PIE	3 au coût des facteurs	5,4	2,8	4,1	1,3	-0,9	-0,1	1,9
Taxes no	ettes sur les produits	0,3	-0,3	0,7	0,6	0,8	-0,1	-0,2
PIE 2005	3 aux prix constants du marché de	5,7	2,5	4,8	1,9	-0,1	-0,2	1,7
	PIB du secteur pétrolier	-0,3	-1,6	0,8	-0,4	-1,1	-0,4	0,1
	PIB du secteur non pétrolier	6,0	4,1	4,0	2,3	1,0	0,2	1,6

Source: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 9: CEMAC, Produit Intérieur Brut (structure, en %)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
						estim	Prev
Secteur primaire	44,7	40,3	38,1	31,5	28,9	30,7	31,9
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	9,9	9,4	9,8	11,4	12,7	12,0	11,9
Sylviculture	0,9	0,9	1,1	1,4	1,4	1,8	1,8
Industries extractives	33,9	29,9	27,3	18,7	14,8	17,0	18,2
Secteur secondaire	12,9	13,5	13,6	11,7	10,6	10,8	10,7
Industries manufacturières	6,4	6,8	6,9	8,0	8,4	8,2	8,2
Bâtiments et Travaux Publics	6,2	6,5	6,3	5,9	4,8	4,5	4,4
Autres	0,3	0,3	0,4	-2,1	-2,6	-1,9	-2,0
Secteur tertiaire	34,0	37,1	38,6	44,9	47,8	46,1	45,2
Services marchands	26,8	29,0	30,3	35,4	37,7	36,4	35,9
Services non marchands	7,2	8,1	8,3	9,5	10,1	9,7	9,3
PIB au coût des facteurs	91,6	90,9	90,4	88,1	87,3	87,6	87,7
Taxes nettes sur les produits	8,4	9,1	9,6	11,9	12,7	12,4	12,3
PIB aux prix courants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	46,7	40,8	37,5	24,5	19,1	21,4	21,8
PIB du secteur non pétrolier	53,3	59,2	62,5	75,5	80,9	78,6	78,2

Source: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 10: CEMAC, Ressources et Emplois (Taux de croissance annuelle, en %)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
88						Estim	Prev
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	5,7	2,5	4,8	1,9	-0,1	-0,2	1,7
DÉPENSES INTÉRIEURES	4,0	5,7	9,6	-6,0	1,7	-6,5	2,5
BRUTES							
Consommation	-0,2	3,8	11,8	-0,6	-0,1	1,9	3,0
Publique (État)	32,7	12,5	-6,6	-6,3	1,4	-2,2	6,1
Privée	-8,6	0,5	19,5	1,3	-0,6	3,1	2,1
Investissements bruts	14,2	9,9	5,1	-17,8	6,4	-26,8	0,8
Formation brute de capital fixe	13,7	9,7	5,3	-17,1	6,0	-27,1	0,8
Publique (Etat et Ad.	28,0	-11,2	0,9	-33,1	-24,0	-26,0	-5,9
Publiques)							
Privée (Entreprises et	7,5	20,5	7,0	-11,3	14,1	-27,3	2,0
ménages)							
Secteur pétrolier	12,1	28,4	4,8	-12,3	30,8	-63,5	-8,4
Secteur non pétrolier	5,1	16,0	8,4	-10,7	4,2	0,0	4,9
Variations des stocks	-358,9	69,1	-34,5	-228,0	-57,7	-145,8	-2,3
EXPORTATIONS NETTES	-15,4	51,6	56,8	-57,4	29,3	-82,2	57,0
Exportations de biens et services	-0,5	-4,8	2,7	1,2	-5,5	-2,4	3,5
non-facteurs							
Importations de biens et services	-3,5	5,1	16,4	-18,7	0,7	-20,6	6,2
non-facteurs							

Source : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC

Tableau 11: CEMAC, Ressources et Emplois (Contribution à la croissance, en %)

,							
Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
						estim	Prev
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	5,7	2,5	4,8	1,9	-0,1	-0,2	1,7
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	4,3	6,1	10,6	-7,0	1,8	-7,0	2,6
Consommation	-0,2	2,7	8,7	-0,5	-0,1	1,4	2,4
Publique (État)	5,1	2,5	-1,4	-1,2	0,2	-0,4	1,1
Privée	-5,3	0,3	10,2	0,8	-0,3	1,8	1,3
Investissements bruts	4,5	3,4	1,9	-6,5	1,9	-8,4	0,2
Formation brute de capital fixe	4,3	3,3	1,9	-6,2	1,8	-8,5	0,2
Publique (Etat et Ad. Publiques)	2,7	-1,3	0,1	-3,2	-1,5	-1,2	-0,2
Privée (Entreprises et ménages)	1,7	4,6	1,8	-3,0	3,3	-7,3	0,4
Secteur pétrolier	0,9	2,3	0,5	-1,2	2,7	-7,3	-0,4
Secteur non pétrolier	0,7	2,3	1,4	-1,8	0,6	0,0	0,7
Variations des stocks	0,2	0,1	-0,1	-0,3	0,1	0,1	0,0
EXPORTATIONS NETTES	1,3	-3,6	-5,8	8,8	-1,9	6,8	-0,8
Exportations de biens et services non- facteurs	-0,2	-1,6	0,8	0,4	-1,6	-0,7	1,0
Importations de biens et services non- facteurs	1,5	-2,0	-6,7	8,5	-0,3	7,5	-1,8

Source: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 12: CEMAC, Ressources et Emplois (Structure du PIB, en %)

Aragats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
						estim	Prev
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DÉPENSES INTÉRIEURES	84,6	89,7	98,2	108,6	109,4	97,6	98,8
BRUTES							
Consommation	70,7	77,2	86,2	99,9	103,1	92,4	93,9
Publique (État)	12,2	13,9	13,4	14,3	15,2	14,4	14,6
Privée	58,5	63,3	72,8	85,5	87,9	78,0	79,3
Investissements bruts	13,9	12,5	12,0	8,7	6,3	5,2	4,9
Formation brute de capital fixe	13,8	12,4	11,9	8,9	6,3	5,2	4,9
Publique (Etat et Ad. Publiques)	13,8	12,4	11,9	8,9	6,3	5,2	4,9
Privée (Entreprises et ménages)	15,7	18,3	19,6	22,8	25,2	17,3	18,1
Secteur pétrolier	7,3	8,9	8,8	10,3	12,0	4,8	4,8
Secteur non pétrolier	8,4	9,4	10,8	12,6	13,3	12,5	13,3
Variations des stocks	0,1	0,1	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	15,4	10,3	1,8	-8,6	-9,4	2,4	1,2
Exportations de biens et services	49,9	44,6	40,8	32,8	28,1	30,1	30,7
non-facteurs							
Importations de biens et services	-34,4	-34,3	-39,0	-41,4	-37,5	-27,7	-29,5
non-facteurs							

Source: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 13: CEMAC, Inflation (moyenne annuelle, en %)

États	2012	2013	2014	2015	2016	2017 estim	2018 Prev
Cameroun	2,4	2,1	1,8	2,7	0,9	0,6	1,5
République Centrafricaine	5,9	4,0	17,8	2,0	3,8	4,1	3,4
Congo	5,0	4,7	0,9	2,7	4,6	1,6	1,3
Gabon	2,7	0,5	4,7	-0,3	2,1	2,7	2,8
Guinée Equatoriale	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	1,1	1,6
Tchad	7,5	0,2	1,7	3,7	-1,6	-0,9	1,7
CEMAC	3,8	2,0	3,2	2,5	1,1	1,0	1,8

<u>Source</u>: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 14: CEMAC, tableau des opérations financières des États (en milliards de FCFA)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 Prev
Recettes totales	12736,4	12315,0	11930,7	9287,6	7385,6	7547,2	8438,2
Recettes pétrolières	8387,5	7567,2	6418,5	3646,8	2274,3	2514,1	2718,9
Recettes non pétrolières	4348,8	4747,8	5512,2	5640,8	5111,3	5028,6	5719,3
. Recettes fiscales	3991,2	4443,3	4763,7	5020,1	4566,2	4568,3	5307,8
. Recettes non fiscales	357,6	304,5	748,5	620,7	545,1	464,8	411,5
Dépenses totales	13360,1	13343,3	13585,8	11211,2	10265,6	9155,5	9710,2
Dépenses courantes	6005,7	6650,7	6525,9	6438,0	6624,6	6147,4	6553,6
Salaires et traitements	1842,8	2068,6	2393,3	2456,9	2519,4	2579,3	2563,8
Biens et services	1878,4	2227,3	1925,3	1804,7	1899,0	1655,3	1922,2
Transferts et subventions	2067,4	2044,6	1895,0	1788,2	1480,6	1318,8	1334,6
Intérêts	217,0	310,2	312,4	388,1	725,6	514,1	733,0
Dette extérieure	169,1	252,7	219,2	268,8	501,9	465,4	547,4
Dette intérieure	47,8	57,5	93,2	119,3	223,7	148,7	185,6
Dépenses en capital	7354,4	6692,6	7059,9	4773,2	3641,0	3008,1	3156,6
Sur ressources locales	6393,9	5236,1	5638,7	3749,0	2609,4	1744,8	1902,8
Sur ressources extérieures	960,5	1456,5	1421,2	1024,2	1031,6	1263,3	1253,8
Solde primaire (en milliards de FCFA)	553,7	738,4	78,5	-511,2	-1122,8	249,1	714,7
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	1,1	1,5	0,1	-1,1	-2,4	0,5	1,4
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	336,8	428,2	-233,9	-899,3	-1848,4	-345,0	-18,2
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	0,7	0,8	-0,4	-1,9	-4,0	-0,7	0,0
Déficit global (base engagements hors dons)	-623,7	-1028,3	-1655,1	-1923,5	-2880,0	-1608,3	-1272,0
Déficit global (base engagements dons compris)	-344,6	-828,1	-1332,0	-1682,8	-2578,0	-1356,2	-847,7
Variations des arriérés (baisse -)	-305,9	-557,0	-435,8	-388,9	-320,5	-280,7	-854,0
Intérieurs (principal et intérêts)	-252,2	-563,1	-473,6	-376,3	-366,3	-223,4	-642,0
Extérieurs (principal et intérêts)	-53,7	6,1	37,8	-12,5	45,8	-57,3	-212,0
Déficit global (base trésorerie)	-929,6	-1585,3	-2090,9	-2312,4	-3200,4	-1889,0	-2126,0
Financement total	929,6	1585,3	2090,9	2312,4	3200,4	1889,0	2126,0
Extérieur	906,9	1730,5	1624,7	1929,8	977,6	1670,5	2304,3
Dons	279,0	200,2	323,1	240,8	302,0	252,1	424,4
Courants	54,8	41,2	87,2	41,8	121,2	99,6	244,8
Projets	224,3	159,0	235,9	199,0	180,8	152,4	179,6
Tirages	1007,5	2478,1	2122,2	2336,1	1331,4	2182,0	2960,0
Prêts trésorerie et programmes	271,3	1180,5	937,0	1510,9	480,6	1071,1	1885,7
Prêts-projets	736,2	1297,5	1185,3	825,2	850,8	1110,9	1074,2
Amortissements de la dette extérieure	-414,6	-974,1	-803,4	-1423,7	-893,9	-890,0	-1319,1
Allégements de la dette extérieure	60,4	66,4	8,1	776,6	238,1	126,4	239,0
Autres	-25,5	-40,0	-25,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur	22,7	-145,2	466,2	382,6	2222,9	218,5	-178,3
Système bancaire	382,6	-222,5	1017,6	1685,9	2198,1	4,6	136,9
BEAC, opérations traditionnelles	415,1	-905,9	1253,6	1366,4	1611,0	-1378,8	-1169,3
BEAC, consolidation refinancement	1,4	2,6	0,7	0,2	1,6	1173,1	941,9
FMI (net)	-1,9	-12,8	17,5	18,2	27,8	283,7	448,3
Fonds de Réserve	11,8	528,3	112,2	-0,4	-21,5	60,3	-2,5
Banques commerciales, hors rachats	-43,8	165,4	-366,4	301,5	579,2	-133,7	-81,5
Non bancaire	-359,9	77,3	-551,3	-1303,2	24,8	214,0	-315,2
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC.

Tableau 15: CEMAC, Balance des paiements (en milliards de FCFA)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 Prev
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics	2627,4	905,2	-2176,4	-5812,2	-6759,8	<i>estim</i> -1644,4	-2244,9
inclus)	2027,4	703,2	-2170,4	-3012,2	-0737,0	-1044,4	-2244,7
SOLDE DU COMPTE COURANT (transf. publics	2459,0	760,5	-2230,4	-5922,8	-6890,4	-1768,3	-2502,6
exclus)	12002.0	10202.0	6017.1	1 (22 7	551.5	1202.2	4122.4
SOLDE DU COMMERCE EXTÉRIEUR	12892,8	10283,9	6917,1	1622,7	551,7	4292,3	4132,4
Exportations, fob	23402,5	20869,0	19454,3	13620,1	10961,8	12710,8	13756,2
Importations, fob	-10509,8	-10585,2	-12537,1	-11997,4	-10410,0	-8418,4	-9623,8
BALANCE DES SERVICES	-5175,2	-5087,0	-5983,5	-5654,4	-4870,8	-3111,8	-3526,5
BALANCE DES REVENUS	-5301,1	-4347,8	-3221,7	-1901,8	-2515,7	-2933,7	-3116,2
SOLDE DES TRANSFERTS COURANTS	210,9	56,2	111,7	121,3	74,9	108,8	265,4
dont : publics (nets)	168,4	144,8	54,0	110,7	130,6	124,0	257,7
privés (nets)	42,5	-88,5	57,6	10,7	-55,6	-15,2	7,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	-48,2	778,3	2722,8	2613,2	2966,2	1685,4	2400,5
COMPTE DE CAPITAL	245,2	150,7	242,7	260,4	160,1	136,5	156,8
COMPTE FINANCIER	-293,4	627,6	2480,1	2352,8	2806,1	1548,9	2243,7
Investissements directs (nets)	2252,5	2600,4	3834,0	2865,7	2615,3	1217,4	1319,2
Investissements de portefeuille (nets)	-4,2	-51,0	-39,8	416,9	-39,3	-41,3	-42,3
Autres investissements (nets)	-2541,7	-1921,8	-1314,1	-929,8	230,1	372,8	966,8
ERREURS ET OMISSIONS	-1820,1	-1832,0	-1012,1	30,9	493,0	-51,5	
Solde global	759,0	-148,4	-465,7	-3168,0	-3300,6	-10,4	155,6
Financement	-759,0	148,4	465,7	3168,0	3300,6	10,4	-155,6
Variations des réserves off. (baisse + )	-767,6	75,7	411,3	2402,9	3016,7	-58,7	-182,6
Financements exceptionnels	8,6	72,8	54,4	765,1	283,9	69,1	27,0
Variations des arriérés ext. (baisse -)	-53,7	6,1	37,8	-12,5	45,8	-57,3	-212,0
Réaménagements de la dette	60,4	66,4	8,1	776,6	238,1	126,4	239,0
Autres	1,8	0,3	8,5	1,1	0,0	0,0	0,0
GAP RÉSIDUEL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

<u>Source</u>: Administrations nationales, FMI, BEAC et Commission de la CEMAC

Tableau 16: CEMAC, Situation monétaire (en milliards de FCFA)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 Prev
Avoire autérioure note (v/a Corrigos Controuv)	0612.0	9504.2	7740.1	5750.0	2416.4	estim	2046.4
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	8613,8	8594,3	7740,1	5750,0	2416,4	2322,8	2946,4
BEAC	8092,2	7993,3	7719,8	5547,8	2253,8	2131,3	2557,4
Banques	521,7	600,9	20,3	202,2	162,6	191,4	388,9
Avoirs extérieurs bruts, dont	1152,3	1294,0	699,4	735,5	754,8	802,5	1178,4
Crédits à l'économie transnationaux	200,0	525,0	540,4	757,8	1103,8	1074,5	724,5
Engagements extérieurs bruts, dont	-630,7	-693,1	-679,1	-533,3	-592,1	-611,1	-789,5
Dépôts de la clientèle transnationaux	-61,2	-40,0	-15,3	-195,1	-321,4	-225,9	-60,5
Avoirs intérieurs nets	1882,3	2599,5	4079,3	5348,0	8682,5	8702,3	8603,5
Crédits intérieurs nets	2613,0	3277,2	5062,6	7168,4	10383,1	10540,0	10658,0
Créances nettes sur l'État	-2494,8	-3044,4	-1798,1	-373,7	2441,9	2745,8	2348,7
Position nette du Gouvernement	-2348,1	-2570,6	-1553,0	168,2	2744,3	2998,0	2600,9
Créances sur les autres organismes publics	-146,7	-473,9	-245,1	-541,9	-302,4	-252,2	-252,2
Crédits à l'économie, dont	5107,9	6321,6	6860,7	7542,1	7941,2	7794,2	8309,3
Crédits à l'économie transnationaux	141,2	373,3	310,8	757,8	1103,8	1074,5	724,5
Crédit des Services Centraux à la							
BDEAC							
Autres postes nets	-730,8	-677,7	-983,3	-1820,4	-1700,6	-1837,8	-2054,4
Masse monétaire	10081,6	10796,6	11395,2	10645,5	10645,5	10602,9	11145,8
Monnaie fiduciaire	2148,8	2324,3	2556,4	2555,8	2432,1	2435,5	2709,8
Dépôts à vue	5427,7	5832,3	6014,4	5715,6	5237,3	5194,3	5357,3
BEAC	72,0	55,1	49,9	55,0	50,8	44,9	48,4
Banques, dont	5355,7	5777,2	5964,5	5660,6	5186,5	5149,4	5309,0
Dépôts de la clientèle transnationaux	61,2	40,0	15,3	195,1	321,4	225,9	60,5
Dépôts à terme	2505,1	2640,0	2824,4	2374,1	2976,1	2973,0	3078,6
Allocations de DTS	414,5	397,2	424,2	452,5	453,4	422,1	404,1

Source: BEAC, États membres

Tableau 17: CEMAC, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

<u>Tableau 17</u> : CEMAC, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques										
Zone CEMAC	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018			
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	13015,4	12515,2	12253,8	9528,4	7687,6	estim 7799,3	<i>Prev</i> 8862,5			
RECETTES TOTALES (en milliards)	12736,4	12315,0	11930,7	9287,6	7385,6	7547,2	8438,2			
Recettes pétrolières	8387,5	7567,2	6418,5	3646,8	2274,3	2514,1	2718,9			
Recettes non pétrolières	4348,8	4747,8	5512,2	5640,8	5111,3	5033,1	5719,3			
recettes fiscales	3991,2	4443,3	4763,7	5020,1	4566,2	4568,3	5307,8			
recettes non fiscales	357,6	304,5	748,5	620,7	545,1	464,8	411,5			
DONS (en milliards)	279,0	200,2	323,1	240,8	302,0	252,1	424,4			
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	13360,1	13343,3	13585,8	11211,2	10265,6	9155,5	9710,2			
DÉPENSES COURANTES	6005,7	6650,7	6525,9	6438,0	6624,6	6147,4	6553,6			
dont salaires et traitements	1842,8	2068,6	2393,3	2456,9	2519,4	2579,3	2563,8			
intérêts de la dette publique	217,0	310,2	312,4	388,1	725,6	594,1	733,0			
DÉPENSES EN CAPITAL	7354,4	6692,6	7059,9	4773,2	3641,0	3008,1	3156,6			
sur financement interne	6393,9	5236,1	5638,7	3749,0	2609,4	1744,8	1902,8			
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	553,7	738,4	78,5	-511,2	-1122,8	249,1	714,7			
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	336,8	428,2	-233,9	-899,3	-1848,4	-345,0	-18,2			
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en	-623,7	-1028,3	-1655,1	-1923,5	-2880,0	-1608,3	-1272,0			
milliards)	023,7	1020,5		1723,3	2000,0		1272,0			
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-929,6	-1585,3	-2090,9	-2312,4	-3200,4	-1889,0	-2126,0			
STOCK DETTE publique (en milliards)			13338,3	15685,8	19064,8	22010,1	22820,8			
dette extérieure	6422,9	7807,6	9959,6	10625,0	13282,6	14402,5	16440,7			
dette intérieure			3378,7	5060,8	5782,2	7607,7	6380,1			
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)										
arriérés extérieurs										
arriérés intérieurs										
critères de convergence solde budgétaire de référence rapporté au PIB						1.2	2.2			
nominal (en %)						-1,3	-2,2			
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,8	2,0	3,2	2,5	1,1	0,9	1,8			
taux d'endettement public en % du PIB				41,5	44,6	45,4	44,0			
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)										
Indicateurs										
taux de couverture extérieure de la monnaie (en	98,4	97,5	89,8	77,1	59,1	57,5	63,7			
%) solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du	-33,0	-27,7	-23,7	-14,6	-11,9	-9,3	-8,1			
PIB)										
Masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	46,2	46,6	50,2	48,9	55,2	56,2	48,3			
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	4,9	1,5	-4,3	-12,6	-15,0	-3,7	-4,8			
taux de pression fiscale (en %)	15,0	14,9	14,6	14,1	12,3	12,0	13,2			
Service de la dette extérieure rapporté aux	2,3	5,4	4,8	11,0	10,8	10,3	11,7			
exportations (en %) solde global, base engagements, hors dons (en % du PIB)	-1,2	-2,0	-3,2	-4,1	-6,3	-3,4	-2,5			
solde global, base caisse (en % du PIB)	-1,9	-3,1	-4,0	-4,9	-7,0	-3,8	-4,3			
COMPTES NATIONALLY										
COMPTES NATIONAUX PIB nominal (en milliards)	50007.7	505494	52340,8	47057.4	45001 F	18520 1	512744			
PIB nominal (en milliards) PIB nominal hors pétrole (en milliards)	50007,7	50548,4	•	47057,4	45981,5	48528,1	51274,4 40109,7			
PIB nominal nors petrole (en miliards) PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	26649,1 35791,0	29907,5 36697,2	32702,5 38454.4	35527,2 39169,4	37181,8	38121,6	-			
taux de croissance du PIB en volume (en %)		-	38454,4 4,8	39169,4 1,9	39129,2 -0,1	39087,8 -0,2	39757,8 1,7			
Source: Commission de la CFM4C	5,7	2,5	4,0	1,9	-0,1	-0,2	1,/			

Tableau 18: CAMEROUN, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Tableau 18: CAMEROUN, Synthèse des opéra				-			
Cameroun	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	2489,5	2686,0	2836,9	3088,9	2865,8	2898,1	<i>Prev</i> 3233,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	2434,6	2639,7	2772,4	3077,8	2812,0	2866,1	3169,3
Recettes pétrolières	693,0	699,7	577,2	556,4	425,0	383,9	385,3
Recettes non pétrolières	1741,6	1940,0	2195,2	2521,4	2387,0	2482,2	2783,9
recettes fiscales	1648,8	1828,9	2041,6	2225,0	2241,0	2362,2	2640,9
recettes non fiscales	92,8	111,1	153,6	296,4	146,0	120,0	143,0
DONS (en milliards)	55,0	46,3	64,5	11,1	53,8	32,0	64,5
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	2549,2	3199,4	3371,7	3415,9	4017,0	3424,7	3690,5
DÉPENSES COURANTES	1808,2	2133,5	2205,5	2327,7	2353,0	2240,7	2362,0
salaires et traitements	706,1	790,1	848,8	910,7	942,5	958,1	1024,0
intérêts de la dette publique	51,2	58,0	79,8	70,0	145,0	127,3	166,7
DÉPENSES EN CAPITAL	679,4	1006,2	1120,3	1031,6	1615,0	1166,0	1291,5
sur financement interne	490,4	513,5	520,5	543,5	1126,0	627,8	695,5
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	125,7	-9,0	80,3	220,0	-571,0	106,9	241,4
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	74,5	-67,0	0,5	150,0	-716,0	-20,4	74,7
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-114,6	-559,7	-599,3	-338,1	-1205,0	-558,6	-521,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-174,6	-580,7	-613,9	-365,3	-1228,0	-595,1	-586,3
STOCK DETTE publique (en milliards)			3609,1	4560,8	5173,0	6584,4	6868,7
dette extérieure	1095,8	1522,1	2560,0	3426,8	3972,0	4715,1	5316,1
dette intérieure			1049,1	1134,0	1201,1	1869,4	1552,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)							
arriérés extérieurs							
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de référence (en % du PIB)						-2,2	-2,0
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,4	2,1	1,8	2,7	0,9	0,6	1,5
taux d'endettement public (en %)	18,5	20,3	22,8	24,9	27,1	32,8	31,8
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)							
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	94,0	93,9	93,1	86,8	73,6	71,0	71,8
solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du PIB)	-5,5	-8,1	-6,8	-4,7	-8,0	-4,2	-3,5
masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	42,8	43,2	41,6	40,9	42,1	40,6	38,8
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	-2,8	-2,1	-4,0	-3,5	-3,5	-2,8	-3,0
taux de pression fiscale (en %)	12,0	12,3	12,6	12,7	12,1	12,1	12,7
Service de la dette extérieure rapporté aux exportations (en %) solde global, base engagements, hors dons (en %)	2,6	2,6 -3,5	3,2 -3,5	3,3 -1,8	6,6 -6,3	5,5 -2,8	9,0 -2,4
du PIB)	-0,0	-5,5	-5,5	-1,0	-0,3	-2,0	-∠, <del>4</del>
solde global, base caisse (en % du PIB)	-1,2	-3,6	-3,6	-2,0	-6,4	-3,0	-2,7
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	14858,6	15981,3	17276,5	18285,4	19105,0	20051,3	21601,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	13771,1	14904,0	16127,8	17501,9	18457,4	19444,5	20843,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2000)	12231,7	12892,7	13651,4	14422,9	15064,8	15552,1	16178,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,5	5,4	5,9	5,7	4,5	3,2	4,0

<u>Source</u>: Commission de la CEMAC.

Tableau 19: CENTRAFRIQUE, Synthèse des opération	s financières	de l'État	et princip	aux indica	nteurs macr	oéconomiqu	ues
Contrafriano	2012	2012	2014	2015	2016	2017	201

ableau 19: CENTRAFRIQUE, Synthèse des opération							
Centrafrique	2012	2013	2014	2015	2016	2017 estim	2018 Prev
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	174,9	63,9	127,1	146,5	147,1	154,5	193,8
RECETTES TOTALES (en milliards)	127,8	43,2	41,8	66,5	84,9	93,9	118,0
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	127,8	43,2	41,8	66,5	84,9	93,9	118,0
recettes fiscales	111,1	39,8	37,6	60,9	75,0	85,0	102,0
recettes non fiscales	16,7	3,4	4,2	5,6	9,9	8,9	16,0
DONS (en milliards)	47,1	20,7	85,3	80,0	62,2	60,6	75,8
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	162,9	111,9	107,2	141,8	130,5	166,9	186,4
DÉPENSES COURANTES	108,6	99,2	89,1	96,4	98,8	113,0	125,5
salaires et traitements	49,0	53,7	54,9	56,4	55,6	57,0	60,6
intérêts de la dette publique	6,0	4,9	5,5	5,5	5,8	3,8	6,2
DÉPENSES EN CAPITAL	54,4	12,7	18,1	45,3	31,7	53,9	61,0
sur financement interne	38,4	12,1	17,3	42,0	28,9	44,9	45,3
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	9,2	-51,7	-42,6	-27,7	-10,9	-24,3	-17,0
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	3,2	-56,6	-48,1	-33,3	-16,7	-28,1	-23,2
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	-35,1	-68,7	-65,4	-75,3	-45,6	-73,0	-68,5
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-24,8	-59,4	-39,7	-85,4	-47,0	-91,5	-78,6
STOCK DETTE publique (en milliards)			474,2	606,2	585,7	602,2	537,9
dette extérieure	290,5	318,0	310,4	312,4	317,5	309,7	309,4
dette intérieure			163,7	293,8	268,2	292,4	228,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)							
arriérés extérieurs							
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de référence (en % du PIB)						-1,1	0,6
taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,9	4,0	17,8	2,0	2,7	4,1	3,4
taux d'endettement public (en %)	35,1	59,1	52,7	62,2	56,4	54,5	45,3
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)							
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	70,2	72,2	78,7	76,8	80,2	83,2	84,1
solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du PIB)	-2,0	-7,7	-6,5	-7,2	-3,8	-6,3	-5,2
masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	44,1	134,9	146,1	92,6	74,1	67,1	59,4
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	-7,5	-7,2	-14,2	-14,1	-10,6	-11,3	-12,5
taux de pression fiscale (en %)	7,6	4,8	4,1	6,3	7,2	7,7	8,6
Service de la dette extérieure rapporté aux exportations (en %)	7,3	6,0	5,8	6,0	6,3	3,6	5,2
solde global, base ordonnancements, hors dons (en % du PIB)	-2,4	-8,3	-7,1	-7,7	-4,4	-6,6	-5,8
solde global, base caisse (en % du PIB)	-1,7	-7,1	-4,3	-8,8	-4,5	-8,3	-6,6
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	1468,4	831,1	919,6	974,2	1038,9	1105,2	1188,2
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1468,4	831,1	919,6	974,2	1038,9	1105,2	1188,2
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2001)	925,0	585,5	591,3	619,9	647,6	672,9	701,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,0	-36,7	1,0	4,8	4,5	3,9	4,2

Tableau 20: CONGO, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Tableau 20: CONGO, Synthèse des opérations fin							2010
Congo	2012	2013	2014	2015	2016	2017 Estim	2018 Prev
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	2975,8	3131,4	2760,8	1310,7	1266,6	1142,9	1473,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	2965,8	3103,3	2729,7	1269,3	1226,2	1113,3	1444,7
Recettes pétrolières	2290,7	2325,7	1871,2	359,4	394,7	376,5	671,3
Recettes non pétrolières	675,1	777,6	858,5	909,9	831,5	736,8	773,4
recettes fiscales	632,2	768,2	847,7	896,5	813,5	725,2	762,1
recettes non fiscales	43,0	9,5	10,8	13,5	18,0	11,6	11,3
DONS (en milliards)	10,0	28,1	31,1	41,4	40,4	29,6	29,2
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	2535,3	2713,5	3299,0	2303,5	1873,9	1487,9	1383,4
DÉPENSES COURANTES	1023,1	1127,8	1107,0	1111,0	1249,1	1107,3	1119,6
salaires et traitements	248,4	274,7	322,5	356,4	380,4	390,5	364,5
intérêts de la dette publique	12,9	15,9	16,5	45,9	205,6	121,1	146,0
DÉPENSES EN CAPITAL	1512,2	1585,7	2192,0	1192,5	624,8	380,6	263,8
sur financement interne	1207,1	1054,0	1836,1	1027,1	479,2	161,4	130,4
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	748,5	937,3	-196,9	-823,0	-296,5	-34,3	340,7
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	735,6	921,5	-213,4	-868,8	-502,1	-155,4	194,7
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	430,5	389,8	-569,3	-1034,2	-647,7	-374,6	61,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	304,8	209,2	-616,2	-1049,2	-786,5	-231,5	-227,2
Stock de la dette publique (en milliards)				4322,5	5737,5	5956,5	6158,2
dette extérieure				2650,8	3878,5	4022,4	4423,7
dette intérieure				1671,7	1858,9	1934,2	1734,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)							
arriérés extérieurs							
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de référence (en % du PIB)						-2,6	-3,9
taux d'inflation annuel moyen (en %)	5,0	4,7	0,9	1,7	4,6	1,6	1,3
taux d'endettement public (en %)				79,8	119,9	110,8	103,8
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)							
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	101,2	101,1	88,9	71,2	43,9	27,6	40,0
solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du PIB)	-80,2	-68,5	-77,4	-43,2	-27,4	-23,1	-17,9
masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	39,3	35,8	38,0	39,8	46,8	53,8	47,8
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	17,2	13,3	4,4	-50,4	-82,9	-18,1	-5,4
taux de pression fiscale (en %)	27,5	27,4	27,1	28,8	26,7	26,6	29,4
Service de la dette extérieure rapporté aux exportations (en %)	1,6	2,7	4,1	5,9	16,5	12,7	16,9
solde global, base ordonnancements, hors dons (en % du PIB)	6,1	5,5	-7,9	-19,1	-13,5	-7,0	1,0
solde global, base caisse (en % du PIB)	4,3	3,0	-8,5	-19,4	-16,4	-4,3	-3,8
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	7064,4	7031,8	7247,1	5415,2	4786,9	5376,1	5934,9
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2301,9	2803,6	3131,0	3116,2	3052,2	2730,9	2589,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2001)	1496,7	1565,2	1673,3	1717,9	1669,0	1616,9	1668,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	3,8	4,6	6,9	2,7	-2,8	-3,2	3,2

Tableau 21: GABON, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Tableau 21: GABON, Synthèse des opérations fina							
Gabon	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	2638,1	2615,8	2349,1	1797,3	1557,3	Estim 1575,5	<i>Prev</i> 1861,0
RECETTES TOTALES (en milliards)	2638,1	2621,8	2349,1	1797,3	1557,3	1575,5	1861,0
Recettes pétrolières	1531,3	1344,0	1034,6	603,3	423,2	550,1	600,5
Recettes non pétrolières	1106,8	1277,8	1314,5	1194,0	1134,1	1025,4	1260,5
recettes fiscales	1047,7	1212,9	1192,3	1042,7	910,2	839,8	1182,0
recettes inscales	59,1	64,8	122,3	151,3	223,9	185,6	78,5
DONS (en milliards)	0,0	-6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	2458,3	2468,0	2119,9	1877,5	1973,5	1808,9	1908,8
DÉPENSES COURANTES		•	1477,1	1449,3	1517,0	1381,8	1475,9
salaires et traitements	1502,7	1541,7	-	-	-	-	-
	514,6	552,8	691,3	714,7	730,9	738,6	709,8
intérêts de la dette publique	87,1	151,7	110,8	172,3	193,2	195,0	209,4
DÉPENSES EN CAPITAL	1033,1	1025,7	631,1	441,2	431,8	402,5	433,0
sur financement interne	848,2	755,1	374,9	258,7	192,6	116,5	147,9
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	451,8	576,1	596,2	274,6	16,2	247,5	446,6
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	364,7	424,4	485,4	102,3	-177,0	52,5	237,3
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards) SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	179,8 158,3	153,8 20,0	229,2 -50,8	-80,2 -329,9	-416,2 -549,4	-233,5 -626,3	-47,8 -398,2
	130,3	20,0	2790,0	-	-	-	,
STOCK DETTE publique (en milliards) dette extérieure	1427.1	2020.0	-	3002,5	4029,2	3905,3	4082,8
	1427,1	2039,0	2454,4	2721,3	3390,6	3499,6	3903,9
dette intérieure			335,6	281,2	638,6	405,8	178,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)							
arriérés extérieurs							
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de référence (en % du PIB)						-2,8	-2,0
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,7	0,5	4,7	-0,3	2,1	2,7	2,8
taux d'endettement public (en %)	16,3	24,4	29,5	36,9	50,6	45,4	44,5
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)							
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	89,5	90,0	89,1	75,5	55,7	58,8	65,1
solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du PIB)	-26,5	-19,2	-12,2	-9,0	-10,8	-9,3	-6,6
masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	49,1	45,6	58,0	68,5	80,3	88,0	60,0
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	12,4	13,8	5,6	-0,5	-2,5	0,5	-5,6
taux de pression fiscale (en %)	21,9	22,5	20,9	18,3	15,3	13,3	17,7
service de la dette extérieure rapporté aux exportations (en %)	5,2	11,6	6,2	11,3	12,8	12,9	8,9
solde global, base ordonnancements, hors dons (en % du PIB)	2,0	1,6	2,4	-1,0	-5,2	-2,7	-0,5
solde global, base caisse (en % du PIB)	1,7	0,2	-0,5	-4,1	-6,9	-7,3	-4,3
COMPTES NATIONAUX							
PIB nominal (en milliards)	9094,4	9599,6	9445,7	8144,7	7959,3	8605,1	9179,2
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	4779,1	5397,8	5713,5	5698,4	5962,4	6335,4	6679,2
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2001)	4829,8	5133,9	5355,2	5563,7	5683,1	5701,6	5884,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	5,0	6,3	4,3	3,9	2,1	0,3	3,2
G C · · · I I CELLIC	·	-	-	-	-	-	-

<u>Tableau 22</u>: GUINEE-EQUATORIALE, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Guinée Equatoriale	2012	2013	2014	2015	2016	2017 estim	2018 Prev
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3194,7	2688,5	2613,6	2066,8	1129,1	1238,3	1176,9
RECETTES TOTALES (en milliards)	3194,7	2694,5	2613,6	2066,8	1129,1	1238,3	1176,9
Recettes pétrolières	2852,5	2446,6	2302,4	1727,1	860,4	986,1	816,2
Recettes non pétrolières	342,2	247,9	311,2	339,6	268,7	252,3	360,7
recettes fiscales	212,4	149,9	207,7	213,7	166,4	144,9	223,8
recettes non fiscales	129,7	97,9	103,5	125,9	102,4	107,4	136,9
DONS (en milliards)	0,0	-6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	4023,5	3329,1	3102,1	2332,1	1397,8	1392,8	1590,2
DÉPENSES COURANTES	815,4	871,9	763,8	689,1	713,8	637,4	794,2
salaires et traitements	99,8	120,6	112,3	121,2	125,4	145,2	134,3
intérêts de la dette publique	31,8	37,7	50,0	29,1	52,1	30,0	81,4
DÉPENSES EN CAPITAL	3208,1	2457,3	2338,3	1643,1	684,1	755,3	796,0
sur financement interne	3208,1	2457,2	2338,3	1643,1	684,1	755,3	796,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-796,9	-596,8	-438,4	-236,3	-216,6	-124,5	-332,0
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	-828,8	-634,6	-488,6	-265,4	-268,7	-154,4	-413,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-828,8	-634,6	-488,6	-265,4	-268,7	-154,4	-413,3
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-828,8	-634,6	-488,6	-265,4	-268,7	-154,4	-413,3
STOCK DETTE publique (en milliards)			1720,2	1896,1	2228,3	2705,2	2755,2
dette extérieure	833,6	665,8	290,6	215,9	412,9	498,5	829,5
dette intérieure			1429,6	1680,1	1815,4	2206,7	1925,7
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)							
arriérés extérieurs							
arriérés intérieurs							
critères de convergence							
solde budgétaire de référence (en % du PIB)						-0,7	-4,9
taux d'inflation annuel moyen (en %)	3,6	3,0	4,3	1,7	1,4	1,1	1,6
taux d'endettement public (en %)				27,2	36,8	41,1	43,2
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)							
Indicateurs							
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	100,9	100,7	80,6	55,9	8,4	7,1	7,8
solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du PIB)	-95,3	-75,2	-64,5	-47,9	-27,6	-27,0	-27,5
masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	47,0	80,4	54,1	56,7	75,4	100,2	60,0
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	-1,1	-2,7	-4,0	-16,8	-10,1	4,0	-2,8
taux de pression fiscale (en %)	5,5	3,7	4,9	5,2	4,3	3,5	5,4
service de la dette extérieure rapporté aux	1,0	3,0	2,6	4,4	5,3	3,0	6,9
exportations (en %) solde global, base ordonnancements, hors dons (en % du PIB)	-8,0	-6,5	-5,0	-3,8	-4,4	-2,3	-6,5
solde global, base caisse (en % du PIB)	-8,0	-6,5	-5,0	-3,8	-4,4	-2,3	-6,5
COMPTES NATIONAUX							
COMPTES NATIONAUA		0707.4	9802,8	6976,2	6060,5	6585,9	6379,0
PIB nominal (en milliards)	10424,0	9797,4	9002,0	0770,2	0000,5	0505,5	
	10424,0 3830,4	9/9/,4 4047,1	4249,0	4102,9	3901,2	4115,6	
PIB nominal (en milliards)	-	•	•	,	,	•	4179,9 5434,9

Tableau 23: TCHAD, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques

Tableau 23: TCHAD, Synthèse des opérations fin	ableau 23: TCHAD, Synthèse des opérations financières de l'État et principaux indicateurs macroéconomiques									
Tchad	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018			
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	1542,4	1315,7	1566,4	1118,3	721,7	<i>estim</i> 790,0	<i>Prev</i> 923,2			
RECETTES TOTALES (en milliards)	1375,4	1212,5	1424,2	1010,0	576,0	660,1	668,4			
Recettes pétrolières	1020,0	751,2	633,1	400,6	171,0	217,6	245,6			
Recettes non pétrolières	355,4	461,4	791,1	609,4	405,0	442,6	422,8			
recettes fiscales	339,0	443,6	436,8	440,2	347,6	343,3	397,0			
recettes non fiscales	16,3	17,8	354,3	169,2	57,4	99,2	25,7			
DONS (en milliards)	167,0	103,1	142,2	108,3	145,7	129,9	254,9			
DÉPENSES TOTALES (en milliards)	1630,8	1521,4	1585,9	1140,4	873,0	874,4	950,7			
DÉPENSES COURANTES	747,6	876,6	883,4	764,5	693,0	667,3	676,4			
salaires et traitements	285,5	333,2	341,5	368,8	365,0	377,0	354,0			
intérêts de la dette publique	27,9	42,0	49,7	65,4	124,0	117,0	123,4			
DÉPENSES EN CAPITAL	883,2	644,7	702,5	375,9	180,0	207,1	274,3			
sur financement interne	640,2	495,4	510,5	229,7	51,0	32,1	80,3			
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	15,5	-117,5	80,0	81,2	-44,0	77,8	35,0			
SOLDE BUDGÉTAIRE DE BASE (en milliards)	-12,5	-159,5	30,2	15,8	-168,0	-39,2	-88,4			
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-255,5	-308,8	-161,8	-130,4	-296,9	-214,2	-282,4			
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-364,5	-539,8	-281,8	-217,3	-320,9	-190,1	-422,4			
STOCK DETTE publique (en milliards)						2256,4	2417,8			
dette extérieure	1017,3	1244,8	1730,6	1297,7	1311,1	1357,2	1657,9			
dette intérieure						899,2	759,8			
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)										
arriérés extérieurs										
arriérés intérieurs										
critères de convergence										
solde budgétaire de référence (en % du PIB)						-0,1	-0,9			
taux d'inflation annuel moyen (en %)	7,5	0,2	1,7	3,7	-1,6	-0,9	1,7			
taux d'endettement public (en %)						33,2	34,6			
accumulation d'arriérés de paiement au cours de la gestion courante (en milliards)										
Indicateurs										
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	72,2	73,0	73,2	32,5	5,3	5,2	5,6			
solde budgétaire primaire hors pétrole (en % du PIB)	-22,5	-17,0	-11,7	-7,4	-5,5	-5,3	-6,7			
masse salariale rapportée aux recettes fiscales hors pétrole (en %)	66,3	62,4	83,2	67,6	81,9	84,4	68,2			
Solde extérieur courant hors dons (en % du PIB)	7,4	-11,4	-24,4	-16,6	-17,9	-6,8	-10,5			
taux de pression fiscale (en %)	6,1	7,4	6,8	7,0	5,5	5,7	6,5			
service de la dette extérieure rapporté aux exportations (en %)	1,7	3,8	12,5	50,7	16,4	25,5	18,0			
solde global, base ordonnancements, hors dons (en % du PIB)	-3,6	-4,2	-2,1	-1,8	-4,2	-3,1	-4,0			
solde global, base caisse (en % du PIB)	-5,1	-7,4	-3,7	-3,0	-4,6	-2,8	-4,6			
COMPTES NATIONAUX										
PIB nominal (en milliards)	7097,8	7307,1	7649,2	7261,7	7031,0	6804,5	6992,2			
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	5548,2	6002,5	6393,3	6290,2	6282,4	5977,6	6070,9			
PIB en volume (au prix de l'année de base de 2005)	5163,1	5413,1	5780,1	5918,5	5721,6	5425,1	5502,6			
taux de croissance du PIB en volume (en %)	7,8	4,8	6,8	2,4	-3,3	-5,2	1,4			

Tableau 24: CEMAC, Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur (en milliards de FCFA)

Tableau 24: CEMAC, Produit Intérieur Bru Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
						estim	Prev
	Prix coura	ants					
Secteur primaire	22332,5	20361,0	19958,4	14842,7	13273,5	14918,5	16 358,8
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	4 928,5	4 756,8	5 114,8	5 350,2	5 829,1	5 805,7	6 076,7
Sylviculture	453,0	480,2	576,4	670,0	646,7	878,7	946,6
Industries extractives	16 951,1	15 124,0	14 267,2	8 822,5	6 797,7	8 234,1	9 335,4
Secteur secondaire	6 447,7	6 848,4	7 115,1	5 511,0	4 883,2	5 222,5	5 467,3
Industries manufacturières	3 216,3	3 420,8	3 603,4	3 755,7	3 843,5	3 954,7	4 223,6
Bâtiments et Travaux Publics	3 088,6	3 283,2	3 323,4	2 758,6	2 218,7	2 185,7	2 275,5
Autres	142,7	144,3	188,3	-1 003,3	-1 179,0	-917,9	-1 031,8
Secteur tertiaire	17 017,0	18 760,2	20 224,6	21 122,4	21 993,2	22 392,6	23 158,0
Services marchands	13 416,6	14 682,5	15 873,2	16 645,2	17 354,7	17 679,1	18 395,1
Services non marchands	3 600,4	4 077,6	4 351,4	4 477,2	4 638,6	4 713,6	4 762,9
PIB au coût des facteurs	45 797,2	45 969,6	47 298,1	41 476,2	40 150,0	42 533,6	44 984,1
Taxes nettes sur les produits	4 210,5	4 578,8	5 042,7	5 581,2	5 831,5	5 994,5	6 290,3
PIB aux prix courants du marché	50 007,7	50 548,4	52 340,8	47 057,4	45 981,5	48 528,1	51 274,4
PIB du secteur pétrolier	23 358,6	20 640,9	19 638,3	11 530,2	8 799,7	10 406,5	11 164,7
PIB du secteur non pétrolier	26 649,1	29 907,5	32 702,5	35 527,2	37 181,8	38 121,6	40 109,7
Prix co	nstants, aux	prix de 19	92				
Secteur primaire	15691,7	15300,3	15973,7	16342,4	15823,5	15483,4	15 871,2
Agriculture, Élevage, Chasse et Pêche	6 476,5	6 820,5	7 189,1	7 160,0	7 262,8	7 195,4	7 390,9
Sylviculture	369,4	371,7	420,3	432,4	457,8	497,5	512,9
Industries extractives	8 845,9	8 108,2	8 364,4	8 750,0	8 102,9	7 790,5	7 967,3
Secteur secondaire	6 547,9	6 733,8	6 899,9	6 606,0	6 272,8	6 443,0	6 567,9
Industries manufacturières	2 413,7	2 550,2	2 648,8	2 891,5	3 000,5	3 132,4	3 248,0
Bâtiments et Travaux Publics	2 452,4	2 489,2	2 484,6	2 194,2	1 655,3	1 617,5	1 653,9
Autres	1 681,9	1 694,4	1 766,5	1 520,3	1 617,0	1 693,2	1 666,0
Secteur tertiaire	14 402,7	15 610,0	16 258,6	16 685,7	17 174,6	17 341,7	17 569,6
Services marchands	10 977,0	11 904,5	12 406,9	12 727,0	13 109,4	13 231,7	13 582,5
Services non marchands	3 425,7	3 705,4	3 851,7	3 958,7	4 065,2	4 110,0	3 987,2
PIB au coût des facteurs	36 642,3	37 644,1	39 132,2	39 634,1	39 270,9	39 087,8	39 757,8
Taxes nettes sur les produits	-851,3	-946,9	-677,8	-464,7	-141,7	-180,2	-250,9
PIB aux prix constants du marché de 2005	35 791,0	36 697,2	38 454,4	39 169,4	39 129,2	39 076,0	39 842,3
PIB du secteur pétrolier	7 420,7	6 852,4	7 144,7	6 991,4	6 548,8	6 410,4	6 439,4
PIB du secteur non pétrolier	28 370,3	29 844,8	31 309,7	32 178,0	32 580,4	32 677,4	33 318,4

Tableau 25: CEMAC, Ressources et Emplois (en milliards de FCFA)

Agrégats	2012	2013	2014	2015	2016	2017 estim	2018 Prev
		Prix cour	ants				
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	50 007,7	50 548,4	52 340,8	47 057,4	45 981,5	48 528,1	51 274,4
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	42 290,1	45 351,6	51 407,1	51 089,1	50 300,6	47 347,6	50 668,5
Consommation	35 344,7	39 031,2	45 115,7	46 988,5	47 417,9	44 826,0	48 153,4
Publique (État)	6 081,7	7 040,2	7 023,9	6 749,2	6 981,3	6 975,2	7 469,7
Privée	29 262,9	31 990,9	38 091,8	40 239,3	40 436,6	37 850,8	40 683,7
Investissements bruts	6 945,4	6 320,4	6 291,5	4 100,6	2 882,6	2 521,6	2 515,1
Formation brute de capital fixe	6 914,0	6 254,7	6 226,5	4 209,5	2 895,1	2 508,4	2 501,9
Publique (Etat et Ad. Publiques)	6 914,0	6 254,7	6 226,5	4 209,5	2 895,1	2 508,4	2 501,9
Privée (Entreprises et ménages)	7 833,6	9 271,2	10 270,2	10 746,9	11 591,4	8 409,5	9 290,6
Secteur pétrolier	3 645,5	4 513,5	4 630,6	4 829,4	5 495,8	2 333,3	2 471,7
Secteur non pétrolier	4 188,0	4 757,7	5 639,7	5 917,5	6 095,6	6 076,2	6 819,0
Variations des stocks	31,4	65,7	65,0	-108,9	-12,4	13,2	13,2
EXPORTATIONS NETTES	7 717,6	5 196,8	933,7	-4 031,7	-4 319,1	1 180,5	605,9
Exportations de biens et services non- facteurs	24 934,0	22 528,5	21 346,3	15 445,2	12 912,6	14 616,9	15 744,3
Biens	23 402,5	20 869,0	19 454,3	13 620,1	10 961,8	12 710,8	13 756,2
Pétrole brut	17 527,9	15 514,7	14 628,9	9 291,3	7 078,8	8 375,7	9 206,3
Autres	5 874,6	5 354,3	4 825,4	4 328,8	3 883,0	4 335,1	4 549,9
Services non-facteurs	1 531,5	1 659,5	1 892,0	1 825,1	1 950,8	1 906,1	1 988,1
Importations de biens et services non-facteurs	-17 216,4	-17 331,7	-20 412,6	-19 476,9	-17 231,7	-13 436,3	-15 138,4
Biens	-10 509,8	-10 585,2	-12 537,1	-11 997,4	-10 410,0	-8 418,4	-9 623,8
Services non-facteurs	-6 706,6	-6 746,6	-7 875,5	-7 479,6	-6 821,6	-5 017,9	-5 514,6
		Prix const	ants				
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT	35 791,0	36 697,2	38 454,4	39 169,4	39 129,2	39 087,8	39 757,8
DÉPENSES INTÉRIEURES BRUTES	38 275,1	40 463,1	44 359,7	41 686,9	42 384,9	39 667,5	40 667,8
Consommation	26 112,2	27 095,2	30 305,5	30 127,5	30 090,7	30 666,2	31 596,5
Publique (État)	7 077,6	7 960,6	7 434,3	6 965,1	7 059,9	6 907,2	7 331,9
Privée	19 034,6	19 134,7	22 871,2	23 162,4	23 030,8	23 759,0	24 264,6
Investissements bruts	12 162,9	13 367,8	14 054,2	11 559,4	12 294,1	9 001,3	9 071,3
Formation brute de capital fixe	12 121,8	13 298,4	14 008,7	11 617,6	12 318,8	8 990,0	9 060,3
Publique (Etat et Ad. Publiques)	4 118,0	-	3 688,9	2 466,3	•		1 310,2
Privée (Entreprises et ménages)	8 003,8	9 642,3	10 319,8	9 151,4	10 445,1	7 597,6	7 750,0
Secteur pétrolier	2 903,7	3 728,5	3 907,3	3 427,5	4 481,7	1 635,8	1 497,8
Secteur non pétrolier	5 100,1	5 913,8	6 412,5	5 723,9	5 963,4	5 961,9	6 252,3
Variations des stocks	41,1	69,5	45,5	-58,2	-24,6	11,3	11,0
EXPORTATIONS NETTES	-2 484,1	-3 765,9	-5 905,3	-2 517,5	-3 255,7	-579,5	-910,0
Exportations de biens et services non-	11 731,2	11 173,6	11 479,7	11 616,1	10 977,5	10 716,4	11 087,9
facteurs Importations de biens et services non- facteurs	-14 215,3	-14 939,5	-17 385,0	-14 133,6	-14 233,2	-11 296,1	-11 997,9



## Méthodologie de calcul du solde budgétaire de référence

Le solde budgétaire de référence est calculé à partir du solde global, et intègre une règle d'épargne financière des ressources pétrolières.

Littéralement, le solde budgétaire de référence est égal au solde budgétaire global auquel est soustrait une épargne financière sur les ressources pétrolières.

Il est calculé à partir de la formule suivante ;

$$\frac{SBR_t}{PIB_t} = \frac{SBG_t}{PIB_t} - \frac{EFRP_t}{PIB_t}$$

$$o\grave{\mathrm{u}}\,\frac{\text{EFRP}_t}{\text{PIB}_t} = 20\%*\frac{\text{RP}_t}{\text{PIB}_t} + 80\%*\Delta\Big(\frac{\overline{\text{RP}}_t}{\text{PIB}_t}\Big)$$

$$\text{avec } \Delta\Big(\frac{\overline{RP}_t}{PIB_t}\Big) = \frac{RP_t}{PIB_t} - \text{moyenne}(\frac{RP_{t-1}}{PIB_{t-1}}; \frac{RP_{t-2}}{PIB_{t-2}}; \; \frac{RP_{t-3}}{PIB_{t-3}})$$

Avec SBG: solde budgétaire global

RPEF: règle d'épargne financière sur ressources pétrolières

RP: recettes pétrolières

t: l'année en cours

Le solde budgétaire global correspond à la différence entre les recettes budgétaires, dons compris et les dépenses publiques totales.

Le solde budgétaire global est utilisé pour tenir compte des dépenses d'intérêt sur la dette. Le principe d'inclusion des intérêts de la dette dans le solde budgétaire de référence repose sur l'idée qu'il n'est pas commode qu'un État emprunte pour payer les intérêts de sa dette, ce qui serait contraire à l'objectif de soutenabilité financière à long terme.

Le solde budgétaire global issu du TOFE est ainsi réduit du montant de l'épargne financière des ressources pétrolières correspondant aux 20% des recettes pétrolières de l'année en cours, ajusté en fonction de la variation des recettes pétrolières. Le solde budgétaire de référence est ainsi obtenu et comparé à la norme commune (respecté si >= -1,5% du PIB).

L'épargne financière est constituée de 20% des recettes pétrolières de l'année en cours ajustée des variations de recettes pétrolières observées au cours des trois dernières années, pour tenir compte des fluctuations à moyen terme. En effet, la part à épargner est accrue lorsque les recettes pétrolières augmentent et diminuent lorsqu'elles baissent. Si la baisse est suffisamment forte, la règle autorise une désépargne qui peut alors être prélevée sur le fonds de réserve. Ainsi, cette règle donne un poids plus important à la contra-cyclicité de la politique budgétaire, tout en préservant les objectifs de long terme tant que la baisse n'est pas trop brutale.

En niveau, le montant de l'épargne financière à constituer a deux volets :

- Les 20 % des recettes pétrolières, niveau qui augmente si les recettes pétrolières augmentent et inversement ;
- L'ajustement de l'épargne, qui correspond à 80 % de la variation des recettes pétrolières par rapport à la moyenne des trois années précédentes (recette pétrolière de l'année moins la moyenne des recettes pétrolières des trois dernières années); montant qui est positif en cas de hausse de recettes pétrolières, et négatif dans le cas contraire.

Les premières remarques que suggère le solde budgétaire de référence sont les suivantes :

- L'ajustement permet d'augmenter le montant de l'épargne financière en période de hausse des recettes pétrolières et d'accentuer la baisse de l'épargne financière en période de baisses de recettes pétrolières. En définitive, en cas de forte baisse des recettes pétrolières, le montant de l'ajustement à la baisse de l'épargne financière peut être supérieure à 20 % des recettes pétrolières de l'année (qui correspond au montant de l'épargne à constituer dans une situation neutre). Il devient donc possible pour un État d'utiliser cette épargne pour financer son déficit. Dans un tel contexte, le solde budgétaire de référence serait obtenu par un ajout au solde budgétaire global du montant net de l'épargne financière prévisionnelle de l'année.
- La règle de l'épargne financière a l'avantage d'une grande simplicité : elle répond bien à l'objectif de soutenabilité à long terme des finances publiques et permet une accumulation d'actifs financiers en fonction de l'importance des ressources pétrolières. Elle répond partiellement à la volonté d'une politique contra-cyclique puisque l'exigence d'épargne financière est réduite (voire même annulée) lorsque les recettes pétrolières baissent (et inversement dans le cas d'une hausse).

#### **BIBLIOGRAPHIE**

Rapport définitif de surveillance multilatérale 2016 et perspectives pour 2017, octobre 2017.

Rapport intérimaire 2018 de la Cellule Nationale de Surveillance Multilatérale du Cameroun, février 2018 ;

Rapport intérimaire 2018 de la Cellule Nationale de Surveillance Multilatérale du Congo, février 2018 ;

Rapport intérimaire 2018 de la Cellule Nationale de Surveillance Multilatérale de la Guinée Équatoriale, février 2018 ;

Aide-mémoire de la Mission de surveillance multilatérale au Cameroun, mars 2018 ;

Aide-mémoire de la Mission de surveillance multilatérale au Tchad, mars 2018;

World Economic Outlook, FMI, october 2017 and january 2018 update.

# Contribution à l'élaboration du Rapport intérimaire de Surveillance Multilatérale 2017 et Perspectives pour 2018

#### 1. Cellules Nationales de Surveillance Multilatérale

- o Cameroun
- o Centrafrique
- o Congo
- o Gabon
- o Guinée Équatoriale
- Tchad

#### 2. Cellule Communautaire de Surveillance Multilatérale

- o NGUEMENI Jean-Claude, Directeur de la Surveillance Multilatérale, C-CEMAC ;
- o DJIMTOINGAR Nadjiounoum, Directeur des Études Économiques, C-CEMAC ;
- o Mamadou Issa BABA, Directeur des Finances Publiques, C-CEMAC;
- o Roland Marc LONTCHI TCHOFFO, Directeur de la Statistique, C-CEMAC;
- o Samuel GBAZA, Sous-Directeur à la Surveillance Multilatérale, C-CEMAC.
- Georges DIFFO, Premier Adjoint au Directeur des Études et de la Stabilité Financière, BEAC;
- o Clen Dorel MALEO BATOUMOUENI, Chef de Service de la Programmation Monétaire, BEAC ;
- o Lionel BENINGA, Directeur des Études, de la Réglementation et de la Coopération Internationale, COBAC.

### 3. Collège de Surveillance Multilatérale

- o Cameroun;
- o RCA;
- o Congo;
- o Gabon;
- o Guinée Équatoriale ;
- o Tchad :
- Clément BELIBANGA, Commissaire au Département des Politiques Economique, Monétaire et Financière, C-CEMAC;
- o NGUEMENI Jean-Claude, Directeur de la Surveillance Multilatérale, C-CEMAC ;
- o DJIMTOINGAR Nadjiounoum, Directeur des Études Économiques, C-CEMAC :
- o Mamadou Issa BABA, Directeur des Finances Publiques, C-CEMAC;
- o Roland Marc LONTCHI TCHOFFO, Directeur de la Statistique, C-CEMAC;
- o Samuel GBAZA, Sous-Directeur à la Surveillance Multilatérale, C-CEMAC;
- Baudin NGBONDO, Chef de Cabinet au Département des Politiques Economique, Monétaire et Financière, C-CEMAC;
- Georges DIFFO, Premier Adjoint au Directeur des Études et de la Stabilité Financière, BEAC;
- o Clen Dorel MALEO BATOUMOUENI, Chef de Service de la Programmation Monétaire, BEAC.